

Procès Verbal

**DATE DE
CONVOCATION :**
16 septembre 2016

**DATE
D’AFFICHAGE :**
20 septembre 2016

**NOMBRE DE
CONSEILLERS :**
En exercice : **29**

Présents : **26**

Votants : **29**

L’an deux mille seize, le vingt-six septembre, à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s’est réuni en mairie sous la présidence de M. David LAPPARTIENT, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. David LAPPARTIENT, Mme Jeanne LAUNAY, M. Jean-Yves GUILLOUX, Mme Dominique-Sophie LIOT, M. Bernard JACOB, Mme Dominique VANARD, M. Michel BENOÎT, Mme Gisèle LE PLAIN, M. Alain DEJUCQ, M. Christian JACOB, M. Alain RAUD, Mme Paulette BAHON, M. Jean-Paul GAUDAIRE, Mme Evelyne JUGAN, M. Eric DIGUET, M. Roland NICOL, Mme Maryse GALLO, M. Jean-Yves COUÉDEL, Mme Mireille PROUTEN-RIO, Mme Marion EUDE, Mme Camille PETERS, Mme Soazig SCHNEIDER-LE MARREC, M. Daniel DAVID, Mme Marie-Cécile RIEDI, M. François LE ROY, Mme Almodie PORTIE-LOUISE.

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS :

M. Renaud BAUDART qui a donné procuration à Mme Dominique VANARD, Mme Christine HASCOËT qui a donné procuration à M. Eric DIGUET, M. Pierre SANTACRUZ qui a donné procuration à Mme Jeanne LAUNAY.

SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Soazig SCHNEIDER-LE MARREC.

APPEL ET VALIDATION DU QUORUM

M. le Maire accueille les participants.
Le quorum étant atteint, la séance débute à 20h00.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Soazig SCHNEIDER-LE MARREC est désignée secrétaire de séance.

VALIDATION des PROCES VERBAUX des PRECEDENTS CONSEILS MUNICIPAUX

Le procès-verbal du 27 juin 2016 ne fait l'objet d'aucune remarque ou modification ; il est adopté à l'unanimité.

Mémo : Une erreur de numérotation est apparue sur l'Ordre de jour ainsi que la NES, elle a été rectifiée.

ORDRE DU JOUR

| | |
|---|----|
| ADMINISTRATION GENERALE | 4 |
| 2016-109. Tarifs des Cimetières _____ | 4 |
| 2016-110. Ajustement de l'autorisation de programme pour l'aménagement du secteur de Poulmenac'h (opération n° 23) _____ | 6 |
| 2016-111. Ajustement de l'autorisation de programme pour l'aménagement de la place des Trinitaires (opération n° 36) _____ | 7 |
| 2016-112. Budget Principal de la commune : DM 2016.02 _____ | 8 |
| 2016-113. Budget annexe Port de St Jacques : DM 2016.03 _____ | 13 |
| 2016-114. Budget annexe Centre Nautique de Sarzeau : DM 2016.02 _____ | 15 |
| 2016-115. Ajustement du Tableau des effectifs (TDE) _____ | 17 |
| EDUCATION - ENFANCE et JEUNESSE | 20 |
| 2016-116. CD56 : Révision du dispositif Rest'o Collège 56 – Avenant à la convention ____ | 20 |
| 2016-117. Politique enfance jeunesse : convention de partenariat financier avec les communes extérieures _____ | 24 |
| 2016-118. TAP : convention de partenariat financier avec l'Ogec de l'école Sainte Anne _ | 28 |
| 2016-119. TAP : convention de partenariat pour l'animation des temps d'activités périscolaires 32 | |
| VIE ASSOCIATIVE, SPORTIVE et CULTURELLE | 35 |
| 2016-120. FC Sarzeau : Subvention exceptionnelle pour l'organisation de matches de foot de gala _____ | 35 |
| URBANISME et AFFAIRES FONCIERES | 36 |
| 2016-121. PLU : Approbation de la Modification n° 2 _____ | 36 |
| 2016-122. Avis de la commune sur le PC Dréan au Riellec pour la commission des sites et des paysages (CNDPS) _____ | 40 |
| AMENAGEMENT | 41 |
| 2016-123. Aides à l'éradication des frelons asiatiques : attribution des subventions individuelles _____ | 41 |
| 2016-124. Repli des campeurs caravaniers : acquisition de terrains pour les zones de repli | 43 |
| 2016-125. Repli des campeurs caravaniers : acquisition de parcelles en zones naturelles et agricoles _____ | 46 |
| 2016-126. Repli des campeurs caravaniers : convention de mise à disposition de terrains dans le cadre du protocole de tolérance _____ | 56 |
| 2016-127. Etat : Convention de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime pour 7 cales _____ | 61 |
| 2016-128. Fédération Française de randonnée : convention pour le balisage des chemins | 66 |

| | |
|--|----|
| TRAVAUX | 70 |
| 2016-129. La Poste : Convention relative à l'implantation d'une batterie cidex au 44 rue des Vénètes _____ | 70 |
| INTERCOMMUNALITE | 73 |
| 2016-130. CCPRhuys : avancement du projet d'équipement sportif intercommunal _____ | 73 |
| 2016-131. CCPRhuys : rapport d'activité 2015 _____ | 77 |
| 2016-132. CCPRhuys : rapport 2015 sur la gestion des déchets _____ | 78 |
| 2016-133. CCPRhuys : transfert de compétences - rapport de la CLECT et attribution de compensation 2016 _____ | 83 |
| 2016-134. SIAEP : rapports annuels 2015 sur le prix et la qualité des services de l'eau et de l'assainissement _____ | 86 |
| 2016-135. PNR : rapport d'activité 2015 _____ | 87 |
| DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE PAR DELEGATION | 88 |
| Droit de préemption _____ | 88 |
| Attribution de Marchés publics _____ | 89 |
| Autres décisions _____ | 90 |
| QUESTIONS DIVERSES | 90 |

Note Explicative de Synthèse (NES)

ADMINISTRATION GENERALE

2016-109. TARIFS DES CIMETIERES

Mme Vanard rappelle que, afin de poursuivre le développement du cimetière de Penvins, il est prévu d'engager des travaux pour la densification des emplacements dans le périmètre existant.

Pour éviter que ces travaux ne conduisent à des dommages sur les ouvrages existants, il a été décidé de procéder en régie au creusement et à l'installation des caveaux. Les emplacements seront alors proposés aux concessionnaires, équipés d'un caveau. Cette offre nouvelle doit donc faire l'objet d'une tarification.

Dans le même temps, il est proposé de réviser les tarifs relatifs aux opérations funéraires afin de les actualiser et ou de les adapter aux nouvelles pratiques en la matière.

La hausse proposée est de l'ordre de 10 % à 25 % sur la plupart des tarifs, arrondis à l'euro. Elle permet d'aligner les tarifs sur les pratiques constatées dans les communes voisines.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable,

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

Article 1 : - **APPLIQUER** les tarifs des cimetières de Sarzeau tels que présentés en annexe à compter du 1^{er} octobre 2016.

Annexe : tarifs des cimetières à compter du 1^{er} octobre 2016 :

| DÉSIGNATION | Tarifs à partir du 01.10.2016 |
|---|----------------------------------|
| Concessions de Terrain nu pour caveau | |
| Terrain nu | 450 € |
| 15 ans renouvelables | 150 € |
| 30 ans renouvelables | 380 € |
| Concessions de Terrain nu pour pleine terre | |
| 15 ans renouvelables - pleine terre | 150 € |
| 30 ans renouvelables - pleine terre | 380 € |
| Terrain nu emplacement cimetière des bébés | Gratuit |
| Redevances | |
| Caveau provisoire - Occupation par cercueil par nuit | 15 € |
| Sites Cinéraires | |
| Jardin du souvenir | |
| Dispersion des cendres | 50 € |
| Colombarium | |
| Location pour 10 ans case cinéraire | 230 € |
| Première location pour 15 ans case ilôt | 340 € |
| 30 ans renouvelables | 700 € |
| Cavurne | |
| Première location pour 15 ans (plaque propriété de la ville) | 230 € |
| Première location pour 15 ans (réattribution) | 340 € |
| Caveau Repris par la commune | |
| Caveau 1 place | 800 € |
| Caveau 2 places | 800 € |
| Caveau 3 places | 1 000 € |
| Caveau 4 places têtes bêche | 1 200 € |
| Caveau 4 places en profondeur | 1 200 € |
| Mobilier Funéraire | |
| Vente monument d'occasion | 800 € |
| Vente de monument entourage sans tombale | 400 € |
| Main d'œuvre intervention du personnel communal forfait 1 h 30 présence état des lieux, exhumation, etc... | 30 € |
| Caveau pré installé | |
| 2 Places (<i>estimation prix coutant ; emplacement inclus</i>) | 1 447 € |

2016-110. AJUSTEMENT DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'AMENAGEMENT DU SECTEUR DE POULMENAC'H (OPERATION N° 23)

M. Guilloux rappelle que, le 11 février 2013, l'autorisation de programme (AP) pour l'aménagement du secteur de Poulmenac'h était ouverte pour un montant de 820 000 €.

Les crédits de paiement réalisés au 31/12/2015 s'élevaient à 570 519,29 €. Le 14 décembre 2015, l'autorisation de programme était rééchelonnée selon la répartition ci-dessous :

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | TOTAL |
|----------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| 20 000 € | 214 363,64 € | 336 155,65 € | 249 480,71 € | 820 000 € |

Conformément aux dispositions de la co-maîtrise d'ouvrage, les coûts ont été ajustés avec Bretagne Sud Habitat au stade de finition des travaux. Il s'agit de prendre en compte les évolutions du projet et le montant de la TVA due sur les biens qui reviennent à la commune (espaces publics, salles associatives) et la réhabilitation de la maison Fermine.

L'autorisation de programme doit être relevée de 350 000 € pour la porter à **1 170 000 €**. En conséquence, les crédits de paiement de 2016 doivent être ajustés à due concurrence.

Le projet de décision modificative n°2016.02 intègre l'augmentation de 350 000 € des crédits sur cette opération.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

M. le Maire rappelle que l'opération a été gérée en co-maîtrise d'ouvrage avec Bretagne Sud Habitat. L'autorisation de programme aurait pu être mise à jour plus tôt puisque le total de l'opération reste dans la prévision faite à la signature des marchés de travaux.

Aujourd'hui, il faut ajuster l'autorisation de programme pour permettre de prévoir les crédits de paiement nécessaires au solde de l'opération. Il s'agit de régler les sommes dues à BSH qui a assuré le portage financier des travaux.

Dans ce coût, sont prévus des travaux d'aménagement urbains qui reviennent à la commune comme la place Elie de Langlais ou encore la liaison piétonne vers la MAPA et le secteur du presbytère qui sont aujourd'hui une vraie réussite.

Le budget communal bénéficiera également de recettes, notamment le FCTVA, qui n'apparaissent pas ici.

M. David regrette que ces ajustements interviennent aussi tardivement. Il a bien noté que l'opération a subi de nombreux aléas qui ont été rappelés. Le groupe s'abstiendra sur ce dossier comme il l'avait fait précédemment.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 ABSTENTIONS (Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy), décide de :

Article 1 : - PORTER le montant de l'autorisation de programme (opération n° 23) pour l'aménagement du secteur de Poulmenac'h à **1 170 000 €** ;

Article 2 : - AJUSTER la répartition des crédits de paiement comme suit :

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | TOTAL |
|----------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| 20 000 € | 214 363,64 € | 336 155,65 € | 599 480,71 € | 1 170 000 € |

2016-111. AJUSTEMENT DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLACE DES TRINITAIRES (OPERATION N° 36)

M. Guilloux présente le dossier ; il rappelle que l'autorisation de programme pour l'aménagement de place des Trinitaires (opération n° 36) a été ouverte le 15 décembre 2014 pour un montant maximum de 900 000 € et relevée à 1 345 000 € par délibération du 14 décembre 2015.

La répartition des dépenses effectuées en 2015 et des crédits de paiement prévus en 2016 et 2017 est la suivante :

| 2015 | 2016 | 2017 | Total |
|------------|--------------|--------------|-------------|
| 4 447,30 € | 688 541,64 € | 652 011,06 € | 1 345 000 € |

Le projet, passé en phase de réalisation, nécessite de relever le montant maximum de l'autorisation de programme à **1 600 000 €** et de modifier la répartition des crédits de paiement.

Le projet de décision modificative n° 2 réduit de 238 000 € les crédits consommables en 2016 sur cette opération n° 36 des Trinitaires et augmente les crédits prévus en 2017.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

M. le Maire précise que les choix d'aménagement se sont portés vers une qualification un peu supérieure de la place se situant devant le bâtiment Robert Hiebst en optant pour un dallage au lieu d'un enrobé. Aussi, une augmentation de l'ordre de 200 K€ est-elle constatée sur le projet.

M. David constate que la hausse est également importante sur cette opération, bien qu'on en tienne compte plus tôt. Cependant, il redoute un début d'année 2017 tendu en trésorerie.

M. le Maire rappelle qu'il existe des économies sur certains travaux qui ont déjà été constatées et quelques bonnes surprises sur les recettes comme le montrera la décision modificative. Ainsi, les dépenses supplémentaires s'expliquent par un « choix politique ».

Mme Riédi remarque que les opérations présentées sont « ajustées » pour des sommes proches de 80% de la dépense prévue initialement, comme dans le cas des Trinitaires. Elle se demande pourquoi les sommes varient autant entre la première présentation au PPI et la « réalité » ; le PPI est-il un outil fiable et utile... ?

M. le Maire rappelle que, pour les Trinitaires, l'estimation du BE est à 18% du coût après ouverture des plis des marchés. Il y a effectivement 3 étapes pour un projet : l'inscription d'une enveloppe prévisionnelle, l'estimation financière au stade de l'APS et enfin les choix au moment de l'attribution des marchés publics. Il rappelle que sur certaines opérations, les enveloppes sont précises et que sur d'autres elles peuvent évoluer sensiblement.

Dans le cas des Trinitaires, on a choisi de requalifier en plus la rue des Tilleuls, ce qui n'était pas certain au départ.

Le PPI reste un document de programmation qui permet de projeter les masses financières dans la prospective ; il s'ajuste au fur et à mesure. L'avantage des AP reste qu'on peut inscrire au budget les seules sommes que l'on entend dépenser.

Mme Riédi se demande si tous les choix sont les bons ; n'aurait-on pas pu revendre le terrain de l'ancienne caserne des pompiers pour contribuer au financement des investissements plutôt que d'y faire une route ?

M. le Maire rappelle que, pour permettre d'améliorer l'aménagement urbain (tracé des voies, espaces verts...) tout en conservant le nombre initial de places de stationnement, le choix s'est porté sur un nouveau tracé portant sur le terrain de la caserne.

Mme Vanard rappelle l'importance de créer un site permettant un marché plus rationnel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 voix CONTRE (Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy), décide de :

Article 1 : - PORTER le montant maximum de l'autorisation de programme (opération n° 36) pour l'aménagement de la Place des Trinitaires à 1 600 000 € ;

Article 2 : - AJUSTER la répartition des crédits de paiement comme suit :

| 2015 | 2016 | 2017 | Total |
|------------|--------------|----------------|-------------|
| 4 447,30 € | 450 541,64 € | 1 145 011,06 € | 1 600 000 € |

2016-112. BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE : DM 2016.02

M. Guilloux rappelle que, après le vote du budget primitif le 14 décembre 2015 et la reprise des résultats en décision modificative n° 2016-01 le 21 mars 2016, il apparaît nécessaire de faire une mise à jour des crédits sur le budget de la commune.

En effet, l'Etat a notifié les recettes et leur montant diffère de l'estimation (dotation globale de fonctionnement ; contribution de l'intercommunalité et des communes au FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)).

Par ailleurs, des projets ont été affinés, justifiant ainsi des ajustements de crédits, notamment sur les autorisations de programmes.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les ajustements les plus importants concernent les flux financiers avec l'Etat.

La dotation globale de fonctionnement (DGF)

En préambule, il est précisé que l'instruction budgétaire M14 mise à jour pour 2016 prévoit que la contribution au redressement des finances publiques, prélevée sur la dotation globale de fonctionnement, est désormais comptabilisée en **dépense** et non plus compensée avec la recette.

La dotation globale de fonctionnement 2016, prévue au budget primitif à 1 427 543 € a été notifiée à 1 406 648 € après contribution au redressement des finances publiques contre 1 613 078 € en 2015.

Dans le projet de décision modificative, la dotation globale de fonctionnement est ainsi ajustée :

- en recette au montant de la dotation avant contribution au redressement des finances publiques à 1 623 242 € ;
- en dépense à 216 594 € au compte 73916 du chapitre 014 des atténuations de produits (1 623 242 € - 216 594 € = 1 406 618 € soit la somme notifiée).

Cette année, la commune est attributaire pour la première fois de la **dotation nationale de péréquation** pour un montant total de **393 062 €**.

Deux raisons sont à l'origine de l'attribution de la **part principale** de la dotation à hauteur de 258 361 € :

- un potentiel financier par habitant inférieur ou égal à 85 % du potentiel financier du groupe démographique correspondant (10 000 à 14 999 habitants),

- un effort fiscal supérieur à 85 % de la moyenne du groupe démographique correspondant.

S'y ajoute la **part majoration**, soit **134 701 €** en 2016, attribuée aux communes qui satisfont cumulativement aux trois conditions suivantes :

- Etre éligibles à la part principale,
- Compter moins de 200 000 habitants,
- Avoir un potentiel fiscal relatif aux seuls « produits post-TP par habitant » inférieur de 15 % à la moyenne du groupe démographique.

A noter que sur la seule part principale, en année N+1, une dotation de garantie à 50 % du montant N est versée en cas de perte d'éligibilité.

RAPPEL :

***Potentiel fiscal** = Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le **taux moyen national** d'imposition à chacune de ces taxes.*

***Potentiel financier** = Il remplace à partir de 2005 le potentiel fiscal comme élément de mesure de la richesse théorique d'une commune. Il est égal au potentiel fiscal, auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente.*

***Effort fiscal** = C'est le rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal. Ce ratio permet d'évaluer la **pression fiscale** sur la commune.*

Le FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)

La contribution de la commune avait été prévue lors de la préparation du budget primitif à 243 000 € ; la notification fixe cette contribution à 242 343 €. L'ajustement est opéré dans le projet de décision modificative.

Les autres ajustements

D'autres ajustements **en dépenses** concernent la comptabilisation de dégrèvements et l'ajustement de participations notés ci-dessous :

- + 4 210 € à la suite de la fixation du coût d'instruction du droit du sol (ADS) pour l'année 2015 par Vannes Agglo,
- + 5 000 € pour la constatation des dégrèvements octroyés par les services fiscaux à la suite des encaissements de taxe d'habitation sur les logements vacants,
- + 4 310 € d'ajustement de la dotation de compensation à verser à la communauté de communes de la presqu'île de Rhuys pour 2016,
- - 2 480 € pour le service départemental d'incendie et de secours,
- - 4 620 € pour la participation au coût 2016 de la démoustication.

D'autres ajustements concernent les **recettes** ci-dessous rappelées :

- + 7 527 € pour l'allocation de gestion de la caserne versée par le SDIS. L'allocation annuelle passe de 14 406,25 € en 2015 à 22 027 € en 2016 à la suite de la mise à disposition d'une plus grande caserne,
- - 26 466 € pour les allocations versées par l'Etat à titre de compensation des exonérations sur taxes foncières et taxe d'habitation et + 226 € pour l'ajustement relatif à la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE).

Les autres modifications de crédits en section de fonctionnement concernent l'augmentation des crédits de constatation des amortissements (80 000 €) en dépenses de fonctionnement pour les biens et en recettes de fonctionnement pour les subventions reçues pour des biens amortissables.

Ces modifications opérées, la prévision de virement à la section de fonctionnement peut être améliorée de 290 684 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les modifications en dépenses portent principalement sur les opérations en cours :

- + **350 000 €** pour l'opération n° 23 Poulmenac'h, afin de prendre en compte les évolutions du projet et la charge de la TVA sur les biens de retour (espaces publics, salles associatives, Maison Fermine) ;
- - **238 000 €** pour l'opération n° 36 Place des Trinitaires, les montants pouvant être ajustés suite à la passation des marchés de travaux ; les crédits de l'autorisation de programme sont rééchelonnés pour tenir compte des dépenses qui seront payées en 2016 du fait du calendrier des travaux,
- + **11 052 €** pour le rachat au budget annexe de Kérentré de 22 103 m² de terrain acquis pour réaliser le lotissement. Pour mémoire, il s'agit de la partie non incluse dans le périmètre de lotissement qui sera intégrée dans le patrimoine du budget principal et sortie - contre recette équivalente - du budget annexe de Kérentré,
- + **23 000 €** en opération d'ordre (avec une recette équivalente en fonctionnement) pour l'amortissement en 2016 des ressources suivantes :
 - Participation de la CCPR au coût de mutualisation des moyens informatiques de gestion financière et de ressources humaines pour 22 817,07 € en 2016,
 - Fonds de concours de la CCPR pour déficit foncier sur les logements sociaux au Stang et au Kreizker (156,25 €).

N.B. La durée des amortissements des subventions reçues est calée sur la durée résiduelle d'amortissement des dépenses pour les mêmes objets (2 ans pour logiciels, 3 ans pour matériel, 30 ans pour subventions d'équipement aux organismes constructeurs de logements sociaux).

Les recettes sont également modifiées sur les **opérations** :

- + **102 500 €** pour la seconde moitié de la subvention versée par la communauté de communes de la Presqu'île de Rhuys pour le déficit foncier que représente cette opération de construction de logements sociaux par la Commune (opération 20).
A noter que cette recette attendue initialement par EADM sur l'opération Francheville sera reversée à l'opérateur dans le cadre de la concession ; cet ajustement fera l'objet d'un avenant, l'opération devant être ajustée par ailleurs pour prendre en compte la charge de la TVA sur les biens de retour (espaces publics, voiries...).
- + **119 680 €** pour le solde des participations à la construction de la nouvelle caserne des pompiers versées par les communes du territoire relevant de l'intercommunalité (opération 29),
- + **26 200 €** pour les subventions de l'Etat (13 600 €) et du Département (12 600 €) pour la construction des 2 logements sociaux dans la maison « Fermine » à Poulmenac'h,
- + **2 743,12 €** pour l'intégration dans les dépenses réelles d'investissement des coûts d'études dans le cadre de la procédure n° 1 des biens sans maître ; il s'agit d'opérations d'ordre préalables à la cession des terrains par la commune,
- + **80 000 €** de recettes de dotations complémentaires d'amortissement,
- + **290 684 €** de virement supplémentaire prévu à la section d'investissement.

Le projet de décision modificative prévoit une augmentation des ressources d'investissement supérieure de 473 012 € à l'augmentation des charges d'investissement.

La section d'investissement du budget principal qui avait été votée en excédent de 50 933,81 € lors de l'adoption de la décision modificative n°2016-01 le 21 mars 2016 est proposée excédentaire de 523 945,81 € avec le présent projet de décision modificative n° 2.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

M. le Maire expose que l'ensemble des évolutions se traduit par des mouvements « positifs » qui permettent de faire face aux dépenses supplémentaires à inscrire.

Mme Riédi souhaite préciser son point de vue ; le gouvernement voulait encourager les communes à maintenir une pression fiscale mesurée et non inciter à une hausse des impôts.

M. le Maire ajoute que la future fusion aura également certaines incidences, notamment sur la section de fonctionnement dès lors que le FPIC pourrait ne plus être dû. Il aura l'occasion de l'évoquer ultérieurement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 voix CONTRE (Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy), décide de :

Article 1 : - **ADOPTER la décision modificative n° 2016-02 de l'exercice 2016 du budget principal, arrêtée comme suit et détaillée en annexe :**

| | Dépenses en € | Recettes en € |
|----------------|---------------|---------------|
| Investissement | 148 795,12 € | 621 807,12 € |
| Fonctionnement | 593 048,00 € | 593 048,00 € |

Article 2 : - **PRECISER que le montant total de la section de fonctionnement du budget principal de la commune est porté de 11 352 425 € à 11 945 473 € soit une augmentation de 593 048 € ;**

Article 3 : - **PRECISER que le montant total des dépenses de la section d'investissement du budget principal est porté de 10 496 978,69 € à 10 645 773,81 € soit une augmentation de 148 795,12 € et le montant total des recettes de la section d'investissement du budget principal de 10 547 912,50 € à 11 169 719,62 € soit une augmentation de 621 807,12 €.**

Annexe : budget principal - Décision modificative n° 2016-02

Date : 15/09/2016 - 16:00

Liste des inscriptions budgétaires
VILLE - COMMUNE DE SARZEAU / COM - BUDGET COMMUNAL / 2016

1 Place RICHEMONT 56370 Sarzeau

| Sect. | Sens | O. | N.C. | Compte | Libellé compte | Réel/.. | Observation | Total prévu | Proposé (P) | Voté (V) |
|--------|------|----|--------|---------|---|---------|---|----------------|----------------|----------------|
| For... | D | | | | | | | | 1 186 096,00 € | 1 186 096,00 € |
| | | | | 62878 | A d'autres organismes | Réel | coût instr. droit du sol supérieur à prévision BP 16 / 75 209 € | 71 000,00 € | 4 210,00 € | 4 210,00 € |
| | | | 014 | 7391172 | Dégrèvement de taxe d'habitation sur les... | Réel | dégrèvements vacants (estim.) dt 4.438 € à comptabiliser | 0,00 € | 5 000,00 € | 5 000,00 € |
| | | | 014 | 73916 | Prél. contribution pour le redressement d... | Réel | contrib. à budgétiser en dépense | 0,00 € | 216 594,00 € | 216 594,00 € |
| | | | 014 | 73921 | Attributions de compensation | Réel | ajust. dotation compensation à verser CCPR (199 307 €) | 195 000,00 € | 4 310,00 € | 4 310,00 € |
| | | | 014 | 73925 | Fds péréquat* ress. comm. interc | Réel | ajustement au montant contrib à payer (242 343 €) | 243 000,00 € | -650,00 € | -650,00 € |
| | | | 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | Ordre | Virement possible à section investissement | 1 844 082,54 € | 290 684,00 € | 290 684,00 € |
| | | | 042 | 6811 | Dotations aux amort. des immos incorpor... | Ordre | Amort. supér. à 2015 sur signalisation, mobilier et autres immo corporelles | 520 000,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € |
| | | | 65 | 6553 | Service d'incendie | Réel | ajustement de la participation au SDIS (248 892 €) | 251 380,00 € | -2 480,00 € | -2 480,00 € |
| | | | 65 | 6558 | Autres contributions obligatoires | Réel | Moindre dépense sur démolition (32 373,41 €) | 37 000,00 € | -4 620,00 € | -4 620,00 € |
| | | | 042 | 777 | Quote-part des subventions d'investisse... | Ordre | | 0,00 € | 23 000,00 € | 23 000,00 € |
| | | | 74 | 7411 | Dotation forfaitaire | Réel | DGF 2016 (1 406 648) mais total avant contr. fin. pub. 1 623 242 | 1 427 543,00 € | 195 699,00 € | 195 699,00 € |
| | | | 74 | 74127 | Dotation nationale de péréquation | Réel | dotation nationale de péréquation non prévue au budget primitif | 0,00 € | 393 062,00 € | 393 062,00 € |
| | | | 74 | 7478 | Autres organismes | Réel | alloct.gestion cas. prévu 14,5 K€ attrib.nv.elle caserne 22.027 € | 14 500,00 € | 7 527,00 € | 7 527,00 € |
| | | | 74 | 74833 | Etat - Compensation au titre de la CET (...) | Réel | augm. compens. prévue BP 1 K€ à 1 229 € | 1 000,00 € | 226,00 € | 226,00 € |
| | | | 74 | 74834 | Etat - Compensation au titre des exonéra... | Réel | réduction compens. TF prévue BP 18 K€ à 15 681 € | 18 000,00 € | -2 319,00 € | -2 319,00 € |
| | | | 74 | 74835 | Etat - Compensation au titre des exonéra... | Réel | réduction compens. TH prévue BP 80 K€ à 55 853 € | 80 000,00 € | -24 147,00 € | -24 147,00 € |
| Inv... | D | | | | | | | | 770 602,24 € | 770 602,24 € |
| | | | 040 | 139151 | GFP de rattachement | Ordre | | 0,00 € | 23 000,00 € | 23 000,00 € |
| | | | 041 | 2111 | Terrains nus | Ordre | | 486 430,80 € | 2 332,20 € | 2 332,20 € |
| | | | 041 | 2111 | Terrains nus | Ordre | | 486 430,80 € | 410,92 € | 410,92 € |
| | | | 21 | 2111 | Terrains nus | Réel | Rachat par BP terrain PLU NA hors lotis. Kérentéré -22 103m² | 0,00 € | 11 052,00 € | 11 052,00 € |
| | | | 23 | 2315 | Installations, matériel et outillage techniq... | Réel | complément AP Poulmenach | 0,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € |
| | | | 23 | 2315 | Installations, matériel et outillage techniq... | Réel | Cpmt de 200 000 € demandé BM 06/05/16 puis - 238 K€ (juillet 16) | 688 541,64 € | -238 000,00 € | -238 000,00 € |
| | | | | | | | | | 621 807,12 € | 621 807,12 € |
| | | | 021 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | Ordre | Virement possible à section investissement | 1 844 082,54 € | 290 684,00 € | 290 684,00 € |
| | | | 040 | 28188 | Autres immobilisations corporelles | Ordre | Amort. supér. à 2015 sur signalisation, mobilier et autres immo corporelles | 0,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € |
| | | | 041 | 2031 | Frais d'études | Ordre | | 0,00 € | 2 332,20 € | 2 332,20 € |
| | | | 041 | 2031 | Frais d'études | Ordre | | 0,00 € | 410,92 € | 410,92 € |
| | | | 20 | 13251 | GFP de rattachement | Réel | Encaissement 2nde moitié subvention CCPR pour déficit foncier log.socia... | 0,00 € | 102 500,00 € | 102 500,00 € |
| | | | 23 | 1311 | Etat et établissements nationaux | Réel | subv.Etat aide à la pierre 13 600 € 2 log.loc.sociaux Poulmen. | 0,00 € | 13 600,00 € | 13 600,00 € |
| | | | 23 | 1313 | Départements | Réel | solde subv.(18 K€) du CD pour 2 log locat.sociaux à Poulmenach | 0,00 € | 12 600,00 € | 12 600,00 € |
| | | | 28 | 13241 | Communes membres du GFP | Réel | Solde fds concours communes const. caserne pompiers | 0,00 € | 119 680,00 € | 119 680,00 € |
| | | | Tot... | | | | | | 741 843,12 € | 741 843,12 € |
| | | | Tot... | | | | | | 1 214 855,12 € | 1 214 855,12 € |

IB_COMMUN_LISTE

Liste des inscriptions budgétaires

Page 1 sur 1

2016-113. BUDGET ANNEXE PORT DE ST JACQUES : DM 2016.03

M. Guilloux précise qu'il s'agit bien de la DM n° 3 (et non 2016-02 comme indiqué) car il y en a eu deux précédemment cette année.

Le budget primitif du port de St-Jacques, voté le 14 décembre 2014 et modifié par la décision modificative n°2016.01 du 21 mars 2016 et la DM n°2016.02 du 9 mai 2016, doit être ajusté à nouveau pour prendre en compte les besoins suivants :

- Remboursement d'usagers après qu'ils aient payé leurs mouillages à la suite de changement de lieu de mouillage ou d'évènements de force majeure. Les dépenses étant de caractère exceptionnel, les crédits sur ce chapitre prévus à minima doivent être relevés pour opérer ces remboursements ; les crédits sont sollicités pour 1 500 €,
- Admission de créances en non-valeur par la délibération n° 2016-67 du 9 mai 2016 à un montant supérieur au montant prévu au budget, soit crédits sollicités de 290,78 €.

Pour financer ces crédits nouveaux, il est proposé de réduire de 1 790,78 € les crédits provisionnels sur l'entretien de bâtiment au compte 61522.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

Article 1 : - **ADOPTER** la décision modificative n° 2016.03 de l'exercice 2016 du budget du port de St-Jacques, arrêtée comme suit et détaillée en annexe :

| | Dépenses en € | Recettes en € |
|----------------|---------------|---------------|
| Investissement | 0 € | 0 € |
| Fonctionnement | 0 € | 0 € |

Article 2 : - **PRECISER** que les montants totaux des sections en équilibre de fonctionnement et d'investissement du budget annexe du port de St-Jacques sont inchangés aux montants respectifs de 169 005 € et 547 000 €.

Annexe : Budget annexe port de St-Jacques - Décision modificative n° 2016.03

| 1 Place RICHEMONT 56370 Sarzeau | | VILLE - COMMUNE DE SARZEAU / POR - PORT ST-JACQUES / 2016 | | Liste des inscriptions budgétaires | | Date : 09/09/2016 - 19:39 | | |
|---------------------------------|------------------|---|--|------------------------------------|------------|--|-------------|-------------|
| Section Fonct... | Sens N°Cha... | Compte | Libellé compte | Réel... | BP | Observation | Proposé (P) | Vote (V) |
| D | 011 | 61522 | Entretien de bâtiment | Réel | 4 000,00 € | Réduction de crédits pour besoin aux comptes 6541 et 6718 | 0,00 € | 0,00 € |
| | 65 | 6541 | Créances admises en non-valeur | Réel | 510,00 € | Complément crédits pour admission non valeur CM 09/05/16 | -1 790,78 € | -1 790,78 € |
| | 67 | 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | Réel | 650,00 € | Rembours exceptionnels plaisanciers admis sur port Logeo ou mouillages | -1 790,78 € | -1 790,78 € |
| Tota... | | | | | | | 290,78 € | 290,78 € |
| Tota... | | | | | | | 1 500,00 € | 1 500,00 € |
| | | | | | | | 1 500,00 € | 1 500,00 € |
| | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |

2016-114. BUDGET ANNEXE CENTRE NAUTIQUE DE SARZEAU : DM 2016.02

M. Guilloux présente le dossier. Le budget primitif du budget annexe du Centre nautique de Sarzeau, voté le 14 décembre 2014 et modifié par la décision modificative n°2016.01 du 21 mars 2016, doit être ajusté à nouveau ; il s'agit de prendre en compte un reliquat de 0,20 € de subvention non amortie à reprendre en recette de la section d'exploitation et en dépense de la section d'investissement.

Ces écritures sont équilibrées par une prévision de virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Mme Riédi précise que son groupe s'abstient.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 ABSTENTIONS (*Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy*), décide de :

Article 1 : - ADOPTER la décision modificative n°2016.02 de l'exercice 2016 du budget annexe du Centre Nautique de Sarzeau, arrêtée comme suit et détaillée en annexe :

| | Dépenses en € | Recettes en € |
|----------------|---------------|---------------|
| Investissement | 0,20 € | 0,20 € |
| Fonctionnement | 0,20 € | 0,20 € |

Article 2 : - PRECISER que les montants totaux des sections en équilibre de fonctionnement et d'investissement du budget annexe du Centre nautique de Sarzeau aux montants respectifs de 20 660 € et 68 877,05 € seront portés après adoption de la décision modificative n° 2 à 20 660,20 € et 68 877,25 €.

Annexe : Budget Annexe du Centre Nautique de Sarzeau - Décision modificative n°2016.02

| Liste des inscriptions budgétaires VILLE - COMMUNE DE SARZEAU / CNS - CENTRE NAUTIQUE DE SARZEAU / 2016 | | | | | | | | | |
|--|---------|---------|--------|---|---------|--------|-----|-------------|----------|
| 1 Place RICHEMONT 56370 Sarzeau | | | | | | | | | |
| Date : 09/09/2016 - 19:42 | | | | | | | | | |
| Section | Sens | N°Cha.. | Compte | Libellé compte | Réell.. | BP | O.. | Proposé (P) | Voté (V) |
| <i>Fonct...</i> | D | | | | | | | 0,40 € | 0,40 € |
| | | 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | Ordre | 0,00 € | | 0,20 € | 0,20 € |
| | R | | | | | | | 0,20 € | 0,20 € |
| | | 042 | 777 | Quote-part des subvent° d'inv. virées au résultat de l'exercice | Ordre | 0,00 € | | 0,20 € | 0,20 € |
| <i>Invest...</i> | | | | | | | | 0,40 € | 0,40 € |
| | D | | | | | | | 0,20 € | 0,20 € |
| | | 040 | 13918 | Autres | Ordre | 0,00 € | | 0,20 € | 0,20 € |
| | R | | | | | | | 0,20 € | 0,20 € |
| | Tota... | 021 | 021 | Virement de la section d'exploitation | Ordre | 0,00 € | | 0,20 € | 0,20 € |
| | Tota... | | | | | | | 0,40 € | 0,40 € |
| | Tota... | | | | | | | 0,40 € | 0,40 € |

2016-115. AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS (TDE)

M. Guilloux présente le dossier. Le tableau des effectifs (TDE) doit être mis en cohérence avec la délibération n°2016-90 du conseil municipal concernant les ratios et avancement de grades des agents municipaux pour l'année 2016 et les dernières nominations et mutation.

Les nominations seront examinées par la Commission Administrative Paritaire placée auprès du Centre de Gestion du Morbihan (CDG56).

Les postes seront transformés à la date de nomination effective des agents tel qu'indiqué dans le tableau.

Par conséquent, il est proposé de transformer :

- 1 poste d' « Adjoint Administratif de 1^{ère} classe » en « Adjoint Technique de 2^{ème} classe »,
- 3 postes d' « Adjoint Technique de 2^{ème} classe » en « Adjoint Technique de 1^{ère} classe ».
- 2 postes d' « Agent de maîtrise » en « Agent de maîtrise Principal ».
- 1 poste d' « Educateur territorial des APS Principal de 2^{ème} classe » en « Educateur territorial des APS Principal de 1^{ère} classe »,

La Commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

Article 1 : - ADOPTER le tableau des effectifs modifié au tel que présenté en annexe.

Annexe : Tableau des effectifs au 26 septembre 2016
Tableau des effectifs du personnel titulaire et stagiaire au 26 septembre 2016

| CADRES D'EMPLOIS | GRADES | POSTES | | | | | | | |
|-----------------------------|---|---------------------------|--------------|----------------------|----------|------------------------------|-------------|--------------------------|----------------|
| | | Votés au 1er février 2016 | Modification | Date de modification | Votés | Pourvus par des contractuels | Non pourvus | Titulaires et stagiaires | Dont TNC et TP |
| Emplois fonctionnels | | | | | | | | | |
| | Directeur général des services , (ville de 5 à 10000 habitants) : Ingénieur Principal détaché | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| Total | | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |

| Filière Administrative | | | | | | | | | |
|-------------------------------|--|-----------|-----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|----------|
| Attaché territorial | Attaché principal | 2 | | | 2 | | 0 | 2 | 0 |
| | Attaché | 3 | | | 3 | | | 3 | 0 |
| Rédacteur Territorial | Rédacteur principal 1 ^{ère} classe | 2 | | | 2 | | 0 | 2 | 0 |
| | Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | 0 | | | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | Rédacteur 7 [°] | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 1 |
| Adjoint Administratif | Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe | 4 | | | 4 | | 0 | 4 | 0 |
| | Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe | 6 | | | 6 | | 0 | 6 | 0 |
| | Adjoint administratif 1 ^{ère} classe 1 [°] | 7 | -1 | 16/08/16 | 6 | 1 | 0 | 5 | 2 |
| | Adjoint administratif 2 ^{ème} classe 2 [°] | 6 | | | 6 | | 0 | 6 | 1 |
| Total Filière | | 31 | -1 | | 30 | 1 | 0 | 29 | 4 |

| Filière Technique | | | | | | | | | |
|-------------------------------|---|-----------|----------|---------------------------------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|
| Ingénieur Territorial | Ingénieur Principal | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Ingénieur | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Technicien principal 1 ^{ère} classe | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| Technicien Territorial | Technicien principal 2 ^{ème} classe 2 [°] | 2 | | | 2 | | 0 | 2 | 1 |
| | Technicien 7 [°] | 4 | | | 4 | | 0 | 4 | 1 |
| Agent de maîtrise Territorial | Agent de maîtrise principal | 1 | 2 | 01/09/16 | 3 | | 0 | 3 | 0 |
| | Agent de maîtrise | 5 | -2 | 01/09/16 | 3 | | 0 | 3 | 0 |
| Adjoint technique territorial | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | 8 | | | 8 | | 0 | 8 | 0 |
| | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | 9 | | | 9 | | 0 | 9 | 0 |
| | Adjoint technique 1 ^{er} classe 5 [°] | 1 | 3 | 01/09/16 | 4 | | 0 | 4 | 2 |
| | Adjoint technique 2 ^{ème} classe 3 [°] | 26 | -3, +1 | +1 : 16/08/16 - 3 : 01/09/16 | 24 | 7 | 0 | 17 | 8 |
| Total Filière | | 59 | 1 | | 60 | 7 | 0 | 53 | 12 |

| Filière Culturelle | | | | | | | | | |
|---------------------------|--|----------|--|--|----------|--|--|--|--|
| Total Filière | | 0 | | | 0 | | | | |

| Filière Médico - Sociale | | | | | | | | | |
|---|--|----------|--|--|----------|--|----------|----------|----------|
| Agent territorial spécialisé des écoles maternelles | Agent spécialisé principal des écoles maternelles 2 ^{ème} classe 4 [°] | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 1 |
| | Agent spécialisé des écoles maternelles 1 ^{ère} classe 5 [°] | 3 | | | 3 | | 0 | 3 | 3 |
| | Agent spécialisé des écoles maternelles 2 ^{ème} classe | 0 | | | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Total Filière | | 4 | | | 4 | | 0 | 4 | 4 |

| CADRES D'EMPLOIS | GRADES | POSTES | | | | | | | |
|--|---|---------------------------|--------------|----------------------|----------|------------------------------|-------------|--------------------------|----------|
| | | Votés au 1er février 2016 | Modification | Date de modification | Votés | Pourvus par des contractuels | Non pourvus | Titulaires et stagiaires | Dont TNC |
| Filière de la Police Municipale | | | | | | | | | |
| | Brigadier chef principal | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Brigadier | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Gardien de police | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Total Filière | 3 | 0 | | 3 | | 0 | 3 | 0 |
| Filière Animation | | | | | | | | | |
| Animateur | Animateur | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| Adjoint territorial d'animation | Adjoint territorial d'animation 1 ^{ère} classe | 1 | | | 1 | | 0 | 1 | 0 |
| | Adjoint territorial d'animation 2 ^{ème} classe | 2 | | | 2 | | 0 | 2 | 0 |
| | Total Filière | 4 | | | 4 | | 0 | 4 | 0 |
| Filière Sportive | | | | | | | | | |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives | Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 1 ^{ère} classe | 1 | 1 | 01/09/16 | 2 | | 0 | 2 | 0 |
| | Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 2 ^{ème} classe | 1 | -1 | 01/09/16 | 0 | | | | |
| | Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives | 0 | | | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | Total Filière | 2 | 0 | | 2 | | 0 | 2 | 0 |

¹TNC (Temps Non complet); 28 + TP TP : Temps Partiel
³X²TNC : TP
³*TNC : 22, 28,5, 30, 32, 32,25, 33,5 + 2 x TP
⁴*TNC : 28
⁵TNC : 28, 34 + TP
⁶*TNC : 28 + TP
⁷*TNC : TP

| | | | | | | | | |
|----------------------|------------|----------|--|------------|----------|----------|-----------|-----------|
| TOTAL GENERAL | 104 | 0 | | 104 | 8 | 0 | 96 | 20 |
|----------------------|------------|----------|--|------------|----------|----------|-----------|-----------|

EDUCATION - ENFANCE ET JEUNESSE

2016-116. CD56 : REVISION DU DISPOSITIF REST'O COLLEGE 56 – AVENANT A LA CONVENTION

Mme Hascoët étant absente, c'est M. Jacob qui présente le rapport.

Il rappelle que la Commune organise et réalise le service de restauration scolaire pour le Collège Sainte Marie. En tant qu'organisateur du service, elle s'inscrit dans le dispositif Rest'o Collège 56 mis en place par le département du Morbihan pour l'aide aux collégiens pour la demi-pension et l'internat.

L'avenant porte sur une simplification du traitement des prises en charges départementales pour les repas consommés par les collégiens à la cantine Saint-Vincent.

Désormais, le service des affaires scolaires, réunira les pièces nécessaires et procèdera à l'instruction de l'éligibilité des familles. Si les conditions d'éligibilité sont réunies, la commune déduira le montant de l'aide du total des factures adressées aux familles.

La commune transmettra au Conseil Départemental la liste nominative des bénéficiaires arrêtée et signée aux dates suivantes :

- 1^{er} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 janvier,
- 2^{ème} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 avril,
- 3^{ème} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 juillet.

En contrepartie, le Conseil départemental verse au terme de chaque trimestre de l'année scolaire, une somme correspondant au montant trimestriel des aides attribuées aux dates suivantes :

- 1^{er} trimestre de l'année scolaire : février,
- 2^{ème} trimestre de l'année scolaire : mai,
- 3^{ème} trimestre de l'année scolaire : août.

Ces dispositions devront permettre de simplifier les échanges avec le Conseil départemental et une prise en charge des aides par les services départementaux dans des délais courts, avec un encaissement rapide des recettes de cantine.

La commission Education, Enfance, Jeunesse du 24 août 2016 a émis un avis favorable.

Mme Portié-Louise précise qu'elle n'a pas pu se rendre à la commission et s'en excuse ; n'ayant pas vu le mail, probablement passé en « spam », elle demande à recevoir les convocations par courrier afin que cet incident ne se reproduise pas.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :**
- **APPROUVER l'avenant n° 1 à la convention relative aux aides du Conseil Départemental aux collégiens demi-pensionnaires et internes tel que présenté en annexe ;**
- Article 2 :**
- **AUTORISER M. le Maire, ou son représentant par délégation, à signer l'avenant et toute pièce se rapportant à la gestion du dispositif Rest'O Collège.**

Annexe : Avenant n°1 à la convention relative aux aides du Département aux collégiens demi-pensionnaires et internes

***Avenant n°1 à la convention relative aux aides du
Département aux collégiens demi-pensionnaires et internes***

ENTRE

Le Département du Morbihan, dont le siège social est situé à l'hôtel du département, 2 rue Saint-Tropez à Vannes (56000), représenté par Monsieur le Président du conseil départemental spécialement habilité par délibération du conseil départemental en date du 24 juin 2016,

Ci-après dénommé "le département",

ET

L'organisme gestionnaire de la restauration des élèves du collège Sainte-Marie, domicilié Place Richemont - BP 14 56370 SARZEAU, représenté par Monsieur David LAPPARTIENT, maire de la commune de Sarzeau, spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du

Ci-après dénommé « l'organisme gestionnaire »,

ET

L'association OGEC Sainte-Marie, dont le siège social est situé 20 rue Saint Vincent 56370 SARZEAU, créée le 24 septembre 1986 et enregistrée en préfecture sous le n°300467, représentée par Jean-Claude WEISBECKER, fonction à laquelle il a été nommé par délibération du conseil d'administration de ladite association en date 7 mai 2015

Ci-après dénommé "l'établissement",

Vu la convention relative aux aides du département aux collégiens demi-pensionnaires et internes signée le 31 août 2009.

PREAMBULE :

Le département, le président de l'organisme gestionnaire de la restauration des élèves du collège Sainte-Marie et le président de l'OGEC Sainte-Marie ont conclu la convention initiale du 31 août 2009 afin de définir les modalités d'instruction des demandes déposées au titre de l'aide aux collégiens pour la demi-pension et l'internat ainsi que les conditions de versement de ces aides par le département à l'établissement scolaire.

Cet avenant a pour objet de modifier les modalités de versement de ces aides entre le département et l'établissement scolaire.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

- **Article 1^{er}** - Modification des modalités de versement des aides

Article 3 : MODALITES D'INSTRUCTION

L'établissement remet à chaque famille, lors des procédures d'inscription ou de réinscription, une plaquette d'information fournie par le département sur le dispositif d'aide du département aux collégiens demi-pensionnaires et internes.

L'établissement donne tout renseignement utile pour présenter la demande.

En vue de procéder à l'instruction des demandes, l'établissement collecte les demandes, les avis d'imposition ou de non-imposition et toutes pièces justificatives nécessaires pour être en mesure de prendre en compte des situations particulières (*divorce, chômage, arrivée récente en France...*) ;

Au regard des renseignements fournis par la famille, l'établissement instruit les demandes déposées conformément aux conditions d'attribution déterminées par le département ;

Si ces conditions sont réunies, il déduit l'aide départementale des frais de demi-pension ou d'internat.

Le département assure l'arbitrage en cas de litige ou de difficulté d'appréciation dans l'application des critères qu'il a déterminés.

L'établissement transmet au terme de chaque période définie ci-dessous au département la liste nominative des bénéficiaires arrêtée et signée par le chef d'établissement (*comportant le statut de l'élève – demi-pensionnaire ou interne, le montant de l'aide et le nombre de jours où l'aide est versée à chaque bénéficiaire, ainsi que le revenu fiscal de référence et le nombre d'enfants à charge*), ainsi qu'un extrait du dernier bordereau des droits constatés du trimestre (pour les collèges publics) aux dates suivantes :

- **1^{er} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 janvier ;**
- **2^{ème} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 avril ;**
- **3^{ème} trimestre de l'année scolaire : avant le 15 juillet.**

Article 4 : MODALITÉS DE CALCUL ET DE VERSEMENT DE L'AIDE DU DEPARTEMENT

Le département verse au terme de chaque trimestre de l'année scolaire, une somme correspondant au montant trimestriel des aides attribuées aux dates suivantes :

- **1^{er} trimestre de l'année scolaire : Février**
- **2^{ème} trimestre de l'année scolaire : Mai**
- **3^{ème} trimestre de l'année scolaire : Août**

Le département procède à tout contrôle qui lui paraît nécessaire, et ne verse à l'établissement que les sommes correspondant aux aides régulièrement attribuées suivant les critères définis par le département.

Article 5 : MODALITÉS DE GESTION COMPTABLE

Pour l'instruction de ce dispositif, l'établissement s'engage à respecter les modalités de gestion comptable suivantes :

Pour les collèges publics :

- ligne de recettes : Service Vie de l'élève (VE) – compte 7443 - subventions du département ; la recette doit être distinguée de toute autre aide départementale par un code de gestion spécifique (2RCOL)
- ligne de dépenses : Service Vie de l'élève (VE) — compte 6573 – Autres bourses dont remise de principe

Pour les collèges privés :

- ligne de recettes : chapitre 743 – subvention de fonctionnement du département – compte 7437 - aide aux collégiens demi-pensionnaires et internes ; la recette doit être distinguée de toute autre aide départementale par un code de gestion spécifique ;
- ligne de dépenses : chapitre 656 – actions à caractère social – compte 6561 – aide du département accordée aux collégiens demi-pensionnaires et internes ;

- **Article 2** - Les autres articles demeurent inchangés.
- **Article 3** - Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à....., le.....

En trois exemplaires

Pour le Département,
Le président du conseil départemental,

Pour le collège,
Le Président de l'OGEC

François Goulard

Pour l'organisme gestionnaire,
Le maire,

2016-117. POLITIQUE ENFANCE JEUNESSE : CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER AVEC LES COMMUNES EXTERIEURES

Mme Burban présente le dossier. Depuis plusieurs années, un partenariat financier existe entre la Commune de Sarzeau et les communes de Saint Armel, Le Tour du Parc, et Saint Gildas de Rhuys.

A l'origine, ce partenariat a permis l'accueil des enfants de ces trois communes dans le service enfance jeunesse de la Commune de Sarzeau et de leur faire bénéficier de tarifs adaptés pour les accueils de loisirs sans hébergement et l'Ecole Municipale des Sports.

En contrepartie, les communes de résidence prenaient à leur charge le coût résiduel du service dont bénéficiaient les familles résidant sur leur territoire.

A l'occasion de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, les quatre communes partenaires ont fait le choix de mutualiser leur organisation des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) en partenariat avec la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys.

Du fait de la structuration de son service enfance jeunesse, la Commune de Sarzeau a été désignée coordinatrice des TAP, elle en assure l'organisation matérielle. En contrepartie, les Communes partenaires lui reversent une participation financière couvrant les frais de mise en œuvre des TAP au prorata du nombre de leurs élèves inscrits en activité.

Après deux années de TAP, il est proposé de reconduire la convention pour poursuivre le partenariat en matière de politique enfance jeunesse avec les Communes de Le Tour du Parc, Saint Gildas de Rhuys et Saint Armel.

De plus, pour pérenniser le partenariat il est proposé de conclure la convention pour trois années.

La commission Education, Enfance et Jeunesse du 24 août 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

Article 1 : - **APPROUVER** la convention de partenariat financier pour l'accueil des enfants non-résidents sur la commune de Sarzeau au sein du service enfance jeunesse municipal telle que présentée en annexe ;

Article 2 : - **AUTORISER** M. le Maire ou son représentant par délégation, à signer les conventions correspondantes avec les communes extérieures.

Annexe : Politique enfance jeunesse : convention de partenariat financier communes extérieures



Direction du Pôle Populaton

Mairie de Sarzeau
Place Richemont - BP 14
56370 Sarzeau
Tél. : 02 97 41 85 15
Fax : 02 97 41 84 28
www.sarzeau.fr

EDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE

Convention de partenariat financier communes extérieures

entre les soussignés

La commune de Sarzeau, représentée par Monsieur David LAPPARTIENT, Maire
ci-après , désigné par « La Commune de Sarzeau ».

et

La commune de, représentée par, Maire
ci-après, désigné par « La Commune de résidence ».

expose

La présente convention a pour objectif de fixer les modalités du partenariat financier entre la Commune de Sarzeau et les Communes de résidence des enfants qu'elle accueille au sein de son service enfance jeunesse.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | LES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES La Commune de Sarzeau propose d'accueillir les enfants résidents sur la Commune de dans ses structures d'Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) - Loisirs enfants et Espaces jeunes – et l' Ecole Municipale des Sports (EMS) afin de faire bénéficier à leur famille des tarifs "Q4" proposés aux familles sarzeautines. |
| ARTICLE 2 | La Commune de résidence en contrepartie s'engage à verser à la Commune de Sarzeau le montant de la différence entre le tarif appliqué à la famille résident sur son territoire et le tarif fixé pour les familles résidant dans les communes non conventionnées. |

DÉPARTEMENT
DU MORBIHAN

Page 1 / 3

LES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (TAP) MIS EN PLACE AU NIVEAU INTERCOMMUNAL

ARTICLE 3 Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, le temps scolaire s'organise désormais sur neuf demi-journées et notamment le mercredi matin. En compensation, les communes ont la charge d'organiser des Temps d'Activité Périscolaires (TAP) afin d'accueillir les élèves des écoles maternelles et primaires les après-midis rendus libres d'enseignement.

ARTICLE 4 Les Communes de Le Tour du Parc, Saint Armel, Saint Gildas de Rhuy et Sarzeau ont fait le choix d'organiser en commun les TAP à destination des élèves de la Grande Section de maternelle au CM2, avec le concours de la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuy (CCPRhuy).

ARTICLE 5 La Commune de Sarzeau qui dispose d'un service enfance jeunesse est désignée par les Communes en tant que coordinatrice du projet. Toutefois les Maires de chacune des communes demeurent responsables de l'organisation du service pour les élèves scolarisés sur leur territoire. La Commune de Sarzeau assure l'organisation matérielle des activités et le pré-financement en partenariat avec la CCPRhuy conformément au Projet Educatif Territorial (PEDT) approuvé par les Communes.

ARTICLE 6 La Commune de Sarzeau établira périodiquement :

- Un état des dépenses engagées pour l'organisation des TAP à destination des élèves de la Grande Section de maternelle au CM2 de chacune des Communes de résidence.
- Sont exclues de ces charges:
 - les prestations de nautisme supportées par chacune des communes.
 - Les prestations dispensées par les associations sportives locales dans le cadre de leur partenariat financier pour l'emploi sportif avec la CCPRhuy.
 - Les transports collectifs permettant d'acheminer les enfants en activité dont le coût est supporté par la CCPRhuy.
- La liste des enfants inscrits en TAP pour chacune des communes de résidence.
- Un état de la somme à payer par chacune des communes au prorata du nombre de ses élèves inscrits en TAP pour les périodes écoulées.

ARTICLE 7 FINANCEMENT

Aux fins de reversement, la Commune de Sarzeau transmettra par période un titre de recette au Trésor Public pour avis à payer par les communes partenaires. Le détail du décompte sera adressé à la commune de résidence au préalable.

Les périodes s'entendent comme suit :

- Période 1 : de la rentrée scolaire à la fin des vacances de la Toussaint
- Période 2 : de la rentrée des vacances de la Toussaint à la fin des vacances de Noël
- Période 3 : de la rentrée des vacances de Noël à la fin des vacances d'hiver
- Période 4 : de rentrée des vacances d'hiver à la fin des vacances de printemps
- Période 5 : de la rentrée des vacances de printemps à la fin de l'année scolaire.
- Période 6 : les vacances d'été.

DUREE DE LA CONVENTION

ARTICLE 8 La présente convention est établie pour une période de trois ans pour les années scolaires 2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019.

ARTICLE 9 La présente convention pourra être dénoncée par chacune des deux parties par courrier recommandé avec AR deux mois au plus tard avant le début de l'année scolaire suivante.

Fait à Sarzeau, la date

Pour la Commune de
Le Maire,

Pour la Commune de Sarzeau,
Le Maire

Prénom puis NOM

David LAPPARTIENT

2016-118. TAP : CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER AVEC L'OGEC DE L'ECOLE SAINTE ANNE

Mme Le Plain rappelle que, par délibération n° 2016-93 en date du 27 juin 2016, la Commune de Sarzeau a approuvé son Projet Educatif Territorial (PEDT) présentant une organisation horaire du temps scolaire sur 9 demi-journées dont le mercredi matin.

La commune, responsable de la mise en œuvre des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) dans l'ensemble des Ecoles de son territoire, a fait le choix, sur les TAP, de maintenir les intervenants scolaires auprès des plus petits (Petite et Moyenne Section de Maternelle) dans les locaux de leur école afin de ne pas déstabiliser les enfants accueillis.

Aussi l'organisation des TAP, relevant de la compétence communale, doit être fixée par une convention de partenariat financier avec l'école privée Sainte Anne dont le personnel d'encadrement est salarié de l'OGEC.

Il est ainsi proposé de rembourser à l'OGEC les frais de l'école Sainte Anne pour l'organisation des TAP des Petites et Moyennes Sections de Maternelle sur la base du coût constaté de l'accueil d'un élève en TAP dans l'école publique Marie Le Franc. Les modalités de mise en œuvre de ce principe d'organisation sont détaillées dans la convention jointe en annexe.

La commission Education, Enfance et Jeunesse, réunie le 24 août 2016, a émis un avis favorable.

Mme Portié-Louise souhaite quelques précisions ; tout d'abord, elle aurait aimé disposer d'un tableau des coûts par élève en TAP, avec le détail par niveau. Ensuite, pour la « petite section », quels élèves prend-on en compte, quid des Très Petite Section et Petite Section qui n'ont pas 3 ans ? Enfin, la convention ne précise pas clairement sur quels effectifs sont faits les calculs : les enfants inscrits à l'école ou ceux présents aux TAP ?

M. le Maire précise que le dossier, avec les éléments de coût par élève, a été transmis à la commission ; les tableaux peuvent être diffusés aux élus qui le souhaitent par courriel.

Le coût distingue bien les « maternelles » qui restent à la sieste (TPS, PS, MS) séparés des grandes sections (GS) qui participent aux activités.

Il rappelle que les aides de l'Etat sont calculées sur les élèves inscrits à l'école déclarés par les établissements ; pour la convention, ce sont les enfants inscrits en TAP qui comptent, étant entendu que la fréquentation est de plus de 90%.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 ABSTENTIONS (Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy), décide de :

- Article 1 :** - **APPROUVER** la convention de partenariat financier avec l'OGEC de l'Ecole Sainte Anne pour la mise en place des TAP des élèves de petite et moyenne section de maternelle, telle que présentée en annexe ;
- Article 2:** - **PRECISER** que le coût d'un élève de petite ou moyenne section de maternelle accueilli en TAP servant de base à la convention pour l'année scolaire 2016/2017 est de 328,73 € tel que constaté pour l'année scolaire 2015/2016 dans l'école publique Marie Le Franc, ce montant pouvant faire l'objet d'une révision conformément aux dispositifs prévus dans la convention ;
- Article 3 :** - **AUTORISER** M. le Maire, ou son représentant par délégation, à signer la convention et tout document afférent.

M. le Maire précise que l'action de la commune contre le décret instituant les aides de l'Etat, compris comme discriminant, se poursuit. Le Conseil d'Etat a été saisi et la commune est appelée à émettre ses observations.

A ce jour, la commune a reçu le fonds de soutien mais souhaiterait l'abrogation du décret lié à une Loi abrogée pour clarifier la situation de manière pérenne.

Annexe : Projet de convention de partenariat financier avec l'OGEC de l'Ecole Sainte Anne pour la mise en place des TAP des élèves de petite et moyenne section de maternelle



Direction du Pôle Populaton

Mairie de Sarzeau
Place Richemont - BP 14
56370 Sarzeau
Tél : 02 97 41 85 15
Fax : 02 97 41 84 28
www.sarzeau.fr

EDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE

Convention de partenariat financier

entre les soussignés

La commune de Sarzeau, représentée par M. David LAPPARTIENT, Maire
ci-après , désigné par « La Commune de Sarzeau ».

et

L'OGEC de l'école privée Sainte-Anne, représenté par Erwan BOUCAUD,
ci-après, désigné par "L'école Sainte-Anne".

expose

La Commune de Sarzeau a choisi de mettre en place la réforme des rythmes scolaires dans ses écoles publiques à compter de la rentrée scolaire 2014/2015.

Par délibération du Conseil Municipal n°2016-93 du 27 juin 2016, la commune a approuvé son Projet Educatif Territorial (PEDT) proposant une organisation nouvelle des temps scolaires et périscolaires pour l'ensemble des écoles de son territoire. La semaine de classe est désormais organisée en neuf demi-journées dont le mercredi matin et les temps d'activités périscolaires (TAP) par demi-journées.

L'Ecole privée Sainte Anne a décidé de suivre cette organisation du temps scolaire mais l'organisation des TAP relève de la responsabilité de la Commune.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat, notamment financier, entre la Commune de Sarzeau et l'école Sainte-Anne pour les élèves de petite et moyenne section qu'elle accueille, dans le cadre du Temps d'Activité Périscolaire (TAP) ; ce partenariat est soumis à la condition que l'école privée Sainte Anne accepte d'organiser le temps scolaire de ses élèves sur le même schéma que dans les écoles publiques de la Commune.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La commune de Sarzeau et l'Ecole Sainte Anne conviennent d'établir un partenariat pour la mise en œuvre des TAP auprès des élèves, scolarisés à l'école Sainte-Anne à la condition que l'Ecole privée fasse le choix d'une organisation du temps scolaire sur neuf demi-journées, dont le mercredi matin, et d'une organisation hebdomadaire des TAP sur une demi-journée.

DÉPARTEMENT
DU MORBIHAN

Page 1 / 3

- ARTICLE 2** Un après-midi par semaine, les élèves de l'école Sainte-Anne, à partir de la grande section de maternelle, sont pris en charge par la commune de Sarzeau dans le cadre des activités mises en place pour les TAP, et organisées par cycle.
- Les élèves scolarisés en petites et moyennes sections de maternelle sont pris en charge au sein de l'école Sainte-Anne, laquelle définira un programme d'activités dans le respect du projet éducatif territorial approuvé par délibération n°2016-93 de la commune, et assurera l'encadrement des élèves, conformément au taux d'encadrement légal, soit 1 encadrant pour 14 enfants de moins de 6 ans.
- Elle produira à chaque fin d'année scolaire un bilan financier et qualitatif des activités mises en œuvre, ainsi qu'un bilan social des salariés affectés au service des enfant dans le cadre des TAP, qu'elle transmettra à la Commune avant la rentrée scolaire suivante.
- ARTICLE 3** L'école Sainte-Anne s'engage par ailleurs à participer aux réunions ponctuelles de coordination et de bilan afin de permettre l'évaluation du dispositif.
- ARTICLE 4** En contrepartie de cette prise en charge, la commune de Sarzeau s'engage à indemniser l'école pour les prestations ainsi réalisées sur la base d'un forfait coût élève, identique à celui constaté pour les élèves fréquentant l'école publique Marie Le Franc, et couvrant l'ensemble des frais engagés au titre de :
- coût du personnel d'encadrement,
 - fournitures nécessaires à la réalisation des activités mises en œuvre dans le cadre des TAP,
 - prestations annexes.
- Le montant de ce forfait élève sera versé à chaque fin de période à l'école Sainte-Anne. Son montant sera évalué sur la base des dépenses engagées par la Commune pour l'organisation des TAP des petites et moyennes sections de l'école Marie Le Franc et pourra faire l'objet d'un réajustement à la fin de chaque année scolaire en fonction des charges réellement constatées dans le bilan financier produit par l'Ecole Sainte Anne.
- Les périodes s'entendent comme suit :
- Période 1 : de la rentrée scolaire à la fin des vacances de la Toussaint
 - Période 2 : de la rentrée des vacances de la Toussaint à la fin des vacances de Noël
 - Période 3 : de la rentrée des vacances de Noël à la fin des vacances d'hiver
 - Période 4 : de rentrée des vacances d'hiver à la fin des vacances de printemps
 - Période 5 : de la rentrée des vacances de printemps à la fin de l'année scolaire.
 - Période 6 : les vacances d'été.
- La Commune, responsable de l'organisation des TAP, sollicitera et percevra donc les aides financières des partenaires éducatifs en faveur de la mise en place des TAP.
- ARTICLE 5** La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2016-2017.



ARTICLE 6 | Il est de la responsabilité de l'école Sainte-Anne de souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile dans le cadre des interventions prévues.

En cas d'accident survenant à un enfant, c'est la responsabilité de la commune qui pourra être engagée. A cette fin l'école Sainte-Anne s'engage à avertir le service des affaires scolaires de la commune de Sarzeau dans les meilleurs délais suivant la survenance du dommage et au plus tard sous 24 heures.

ARTICLE 7 | En cas de manquement à l'un des engagements précités, la convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, avec effet immédiat.

Fait à Sarzeau, le

Pour l'école Sainte Anne,
Le représentant de l'OGEC,

Pour la Commune de Sarzeau,
Le Maire

Erwan BOUCAUD

David LAPPARTIENT

2016-119. TAP : CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES

Mme Le Plain expose que, par délibération n° 2016-93 en date du 27 juin 2016, la Commune de Sarzeau a renouvelé son Projet Educatif Territorial et a maintenu l'organisation des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) sur une demi-journée.

Pour permettre l'organisation d'activités diversifiées favorisant le développement des enfants dans leur identité locale, la Commune fait appel à des associations ou prestataires locaux souhaitant partager leur connaissance.

Afin de poursuivre les partenariats construits depuis deux ans et qui ont rencontré un vif succès, il est proposé d'approuver un projet de convention de partenariat à établir avec l'ensemble des partenaires privés qui participent à l'animation des TAP.


La commission Education, Enfance et Jeunesse du 24 août 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **APPROUVER le projet de convention de partenariat pour l'animation des Temps d'Activités Périscolaires ;**
- Article 2 :** - **AUTORISER M. le Maire à signer la convention et toute pièce afférente.**

Annexe : Projet de convention de partenariat pour l'animation des Temps d'Activités Péri-scolaires



Direction du Pôle Population

Mairie de Sarzeau
Place Richemont - BP 14
56370 Sarzeau
Tél. : 02 97 41 85 15
Fax : 02 97 41 84 28
www.sarzeau.fr

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE

Convention partenariat activités péri-scolaires

entre les soussignés

La commune de Sarzeau, représentée par M. David LAPPARTIENT, Maire
ci-après , désigné par « la Commune ».

et

Identité de l'association/du prestataire :
prénom(s) puis (NOM(S) de l'association/prestataire,

Demeurant à :
Adresse complète

ci-après, désigné par « l'Association ou le Prestataire»,

expose

Conformément au Projet Educatif Territorial de la Commune de Sarzeau, approuvé par délibération du Conseil Municipal n°2016-93 le 27 juin 2016, la commune propose aux enfants des activités gratuites dans le cadre des Temps d'Activités Péri-scolaires (TAP). Pour organiser ces activités la Commune fait appel à l'association/le prestataire ci-dessus dénommé.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 1 | <u>Objet de la convention</u> La Commune fait appel à l'Association/le prestataire pour organiser l'activité péri-scolaire Les inscriptions et l'organisation des plannings de séances relève de la responsabilité de la Commune. |
| ARTICLE 2 | <u>Engagement de l'Association/ du Prestataire</u> L'association/le Prestataire s'engage à assurer les interventions suivantes : - Période ... du au, les De 14h à 15h45 Soit séances - Période ... du au, les De 14h à 15h45 Soit séances |

Chacune des séances sera encadrées par membre(s) de l'Association/du Prestataire.
Le nombre d'enfants participant à l'activité sera de 18 maximum par séance.

Page 1 / 2

DÉPARTEMENT
DU MORBIHAN

Le matériel nécessaire à l'activité sera fourni par :

- La commune pour les associations ;
- Le Prestataire pour ses activités.

ARTICLE 3 Consultation du casier judiciaire

L'Association/le Prestataire devra produire, à la Commune, avant le début des séances, l'extrait de casier judiciaire de type B3, pour l'ensemble des personnes qui auront contact avec les enfants. Ce dernier devra être daté de moins de trois mois.

En cas d'inscription incompatible, la Commune refusera l'intervention de l'Association/du Prestataire et/ou de son membre, sans que l'Association ou le Prestataire ne puisse se prévaloir d'une indemnisation quelconque.

ARTICLE 4 Modalités financières

- En cas de bénévolat, l'Association ne percevra pas de compensation financière.
- En cas de prestation payante, l'Association/le Prestataire s'engage à l'issue de chaque période à adresser une facture de ses interventions à la Commune.

ARTICLE 5 Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2016/2017, à compter de sa signature.

ARTICLE 6 Evaluation du partenariat

Au terme de la convention, l'Association/le Prestataire transmettra à la Commune un rapport de 1 à 2 pages, synthétisant le bilan des travaux menés sur la durée du partenariat, et les perspectives que ceux-ci auront ouvertes.

ARTICLE 7 Résiliation-révision

En cas d'inexécution ou de violation, par l'une ou l'autre des parties de l'une ou quelque des dispositions de la convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, vingt jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet.

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 8 Litige

En cas de contestation, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai d'un mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

L'association/ le prestataire,
Fonction

Fait à Sarzeau, le date

La Commune de Sarzeau,
Le Maire

Prénom puis NOM

David LAPPARTIENT

VIE ASSOCIATIVE, SPORTIVE ET CULTURELLE

2016-120. FC SARZEAU : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR L'ORGANISATION DE MATCHES DE FOOT DE GALA

Mme Burban expose qu'un dossier de demande de subvention « évènementiel » a été déposé en mairie de Sarzeau par le club de football FC Sarzeau.

Le club du FCS sollicite l'octroi d'une subvention exceptionnelle pour l'organisation de deux matches amicaux :

- le 12 juillet : Le Havre/ Wycombe,
- le 3 août : Girondins de Bordeaux / FC Lorient.

L'organisation de ces deux évènements par le FC Sarzeau nécessitent notamment l'engagement de dépenses auprès de la Fédération Française de Football pour les frais de dossier (250 €) et les frais d'arbitrage (1 200 €).

Afin de permettre à ces évènements d'avoir lieu sur le territoire sarzeautin, l'association a sollicité une aide financière à la Commune.

Il est donc proposé d'allouer en sus pour l'année 2016, un montant de 750 € au Football Club de Sarzeau.

La Commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Mme Riédi souligne qu'il y a moins de subventions « hors délai » ; par ailleurs, cette demande de subvention avait été évoquée en commission Vie Associative, et un montant était resté en attente.

M. Couëdel souhaite savoir qui profite des recettes liées à de tels évènements ?

M. le Maire rappelle que ce sont des sociétés spécialisées qui organisent ; ce sont généralement des sociétés privées qui captent 90% des recettes de la billetterie.

Mme Burban et M. Gaudaire précisent que le club doit assumer les frais d'arbitrage, la publicité de l'évènement et la billetterie. Il reçoit 10% des ventes de billets et peut également se charger de la buvette pour améliorer ses comptes mais il reste souvent des sommes à sa charge.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :**
- **ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle de 750 € au FC Sarzeau pour l'organisation des matches de gala au Parc des Sports municipal :
 - le 12 juillet 2016 : Le Havre/ Wycombe ;
 - le 3 août 2016 : Girondins de Bordeaux / FC Lorient ;
- Article 2 :**
- **DIRE** que la subvention sera versée en une seule fois et que son montant ne pourra excéder 80 % du montant total de la dépense réelle.

URBANISME ET AFFAIRES FONCIERES

2016-121. PLU : APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 2

M. le Maire rappelle que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sarzeau a été approuvé le 30 Septembre 2013, des changements ont été apportés par une *modification* n°1 approuvée le 2 février 2015 et par une *modification simplifiée* n°1 approuvée le 29 juin 2015.

Cependant, M. le Maire présente les points qui nécessitent de nouveau des modifications, soit sur le plan du règlement écrit, soit sur le règlement graphique, ou sur les orientations d'aménagement ainsi que des mises à jour d'utilité publique qui justifient cette nouvelle modification avec enquête publique.

Le déroulement de cette procédure réglementaire a été le suivant :

- 14 janvier 2016 : Commission d'urbanisme afin de définir les orientations de cette modification.
- 1^{er} février 2016 : Délibération du Conseil Municipal afin de prendre acte du lancement de la procédure et des études.
- 15 février 2016 : Commission d'urbanisme en présence de la chambre d'agriculture et présentation du dossier par le bureau d'étude.
- A partir du 18 mars 2016 : Consultation des Personnes Publiques Associées.
- 30 mars 2016 : Nomination par le Président du Tribunal Administratif du commissaire enquêteur titulaire M. Christian Jourdren et de son suppléant M. Alain Guyon.
- Arrêté du Maire n°2-16-URBA afin de procéder à l'enquête publique du jeudi 30 juin au lundi 1^{er} août 2016.
- 26 août 2016 : réception du Rapport et conclusions du commissaire enquêteur.

La procédure de modification n° 2 du PLU porte sur les points suivants :

1. Modifications affectant le règlement écrit :
 - a. Modification des dispositions générales
 - b. Modification des dispositions applicables aux zones urbaines « U ».
 - c. Modification des dispositions applicables aux zones agricoles « A ».
 - d. Modification des dispositions applicables aux zones naturelles « N ».
2. Modifications affectant le règlement graphique :
 - a. Modification relative à l'OAP du Bas Pâtis.
 - b. Modification relative au périmètre de la zone Ah au lieu-dit Le Palais.
 - c. Modification du zonage Uac du centre-ville pour le faire passer en zone Ubb.
 - d. Augmentation de la zone Aa à Fournevey.
 - e. Réduction de la zone Nlc à Penvins.
 - f. Suppression de l'emplacement réservé n° 9.
 - g. Modification de l'emplacement réservé n° 1 au Logeo.
 - h. Création d'un emplacement réservé n° 29.
 - i. Mise à jour de la pièce 3d « règlement graphique éléments de paysage ».
3. Mise à jour du plan des servitudes.

Lors de la procédure, les « personnes publiques associées » ont été sollicitées ; les réponses reçues sont les suivantes :

| Organisme | Observations |
|--|---|
| Préfecture du Morbihan CDPENAF | Avis réputé favorable |
| Préfecture du Morbihan/ DDTM | Demande d'introduction d'une OAP en lieu et place de l'ER n°9 |
| Vannes Agglomération | <ul style="list-style-type: none"> - Imprécision sur les la définition du point de référence pour les hauteurs. - Proposition de tronçons de 15/20 m pour les hauteurs terrains en pente. - Demande de cohérence entre les hauteurs à 12 m et la notion R+3+combles en zone Ua. - Propose des écritures différentes pour lucarnes et châssis de toit. - Règles et complexité des règles en zone Aa, Ah, Na, Nh sur les extensions d'habitation et leurs annexes. |
| Président du Conseil régional de Bretagne | Pas d'observation |
| Président du Conseil départemental du Morbihan | Pas d'observation |
| Président Vannes Agglo SCOT limitrophe et AOTU | Pas d'observation |
| Président CCPRhuys | Pas d'observation |
| Président Chambre de Commerce et Industrie du Morbihan | Pas d'observation |
| Maire de la Commune de Saint Armel | Pas d'observation |
| Maire de la Commune de Saint Gildas de Rhuys | Pas d'observation |
| Président du SIAEP de Rhuys | Pas d'observation |
| Président de Morbihan énergies | Pas d'observation |
| Office de tourisme de Rhuys | Pas d'observation |

Lors de l'enquête publique, M. Christian Jourdre commissaire enquêteur titulaire a :

- recensé 32 entretiens, soit 52 personnes,
- formalisé 31 observations, soit orales (4), par mention sur le registre (7) ou par courriers (12).

Ces observations se déclinent sur 6 thématiques différentes de la façon suivante :

1. **Sur le règlement graphique :**
 - a. 8 demandes de classement au PLU des propriétés de requérants en secteur constructible.
 - b. 2 demandes de modifications diverses de zonage.
 - c. 1 observation concerne la justification d'une parcelle entre la saline et Coët namour.
2. **Sur l'OAP du Bas Pâtis :**
 - a. demande de maintien de la zone humide sur l'OAP et le règlement graphique.
3. **Sur le règlement écrit :**
 - a. 1 observation sur les hauteurs d'un porteur de projet au Nord du centre-ville qui s'est vu refusé un permis.
 - b. 2 observations portent sur le règlement de la zone Na et le droit de camping.
 - c. 2 observations portent sur les zones Aa et le droit de camping.

- d. 1 observation porte sur le fait que la page 127 mentionne une liste des lotissements ayant obtenu le maintien des règles.
4. **Sur les emplacements réservés :**
 - a. 3 observations concernent l'emplacement réservé n° 1 Logeo.
 - b. 1 observation concerne l'emplacement réservé n° 16 Penvins.
 - c. 1 observation concerne l'emplacement réservé n° 29 aménagement voie rue Brénudel.
5. **Sur la SPPL :**
 - a. 2 observations portent sur le marais de Truscat
 - b. 1 observation concerne le maintien de servitude impasse de la cote et le chemin des palourdes.
6. **Sur des sujets divers :**
 - a. 2 observations concernent le camping en zone Na et Aa.
 - b. 1 observation concerne le principe des conventions relatives au droit à camper pour 15 ans.
 - c. 1 observation concerne une demande de rétrocession d'un délaissé communal 40 route de Kerséal.
7. **Sur l'aménagement futur du Haut Pâtis emplacement réservé n° 9 afin de ne pas supprimer de parking avec 1 seul accès rue du Beg Lan.**

M. Christian Jourden, commissaire enquêteur, a remis son **rapport le 26 août 2016**, émettant un avis FAVORABLE avec les recommandations citées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus et les réserves suivantes :

- Conserver la zone humide du Bas Pâtis sur l'OAP et le règlement graphique tel qu'approuvé au PLU en vigueur ;
- Conserver le périmètre de la zone Aa de Fournevey tel qu'approuvé au PLU en vigueur ;
- Identifier en EBC ou en arbres remarquables à préserver pour les sujets isolés au règlement graphique l'important patrimoine du Haut Pâtis.

La commission Urbanisme du 5 septembre 2016 a émis un avis favorable pour l'approbation de cette modification n° 2 avec les ajustements demandés par les personnes publiques associées et quelques recommandations et réserves mentionnées par le commissaire enquêteur, notamment :

- Réduire la zone Aa demandée dans la modification initiale à Fournevey telle que souhaitée par le commissaire enquêteur ;
- Prendre en compte les aspects bocagers patrimoniaux dans l'aménagement du Haut Pâtis tel que demandé par le commissaire enquêteur faisant suite à l'avis de M. le Préfet du Morbihan qui souhaite une OAP sur le secteur ; une prochaine procédure de modification du PLU permettra la prise en compte de ces demandes et l'information des habitants ;
- Prendre en compte quelques observations faites au niveau du règlement sur les dispositions relatives au camping à la ferme. Le règlement écrit proposé à l'approbation est modifié dans ce sens pour les zones Na1 en particulier ;
- Les ajustements demandés par Vannes Agglo sur le règlement relatif aux dispositions générales pour les hauteurs en zone Ua, les lucarnes et châssis de toit ..., seront reprises dans le règlement lors d'une prochaine modification du PLU conformément à la proposition du commissaire enquêteur afin de recueillir l'avis préalable du public ;

Par ailleurs, il est proposé de ne pas donner suite à la demande du commissaire enquêteur de maintenir la zone humide sur le secteur du Bas Pâtis dont la suppression lui paraissait injustifiée.

Il s'agit en effet de supprimer l'erreur matérielle faisant figurer une zone humide dans ce secteur alors que ni l'inventaire communal datant de 2013, ni l'expertise complémentaire réalisée à la suite de la réserve du commissaire enquêteur ne révèlent sa présence.

En effet, après avoir demandé une étude d'identification de zone humide à un bureau d'études spécialisé, dont un exemplaire est remis en annexe au dossier d'approbation, il est établi que la zone ne présente aucune caractéristique propre aux zones humides et que son inscription dans le PLU résulte d'une erreur matérielle car l'inventaire communal datant de 2013 ne fait pas figurer cette zone et que le PLU s'est fondé sur cette étude.

Il est proposé d'approuver la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme en apportant les ajustements proposés par la commission d'urbanisme tels qu'exposés.

Mme Riédi souhaite avoir une précision sur l'avis du Préfet qui souhaitait l'introduction d'une OAP (orientation d'aménagement programmée) sur la zone désormais dédiée à la construction d'un équipement sportif. Quel est le risque pour l'opération si l'OAP n'est pas adoptée au préalable ? Il y aurait aussi une modification à faire sur le zonage du terrain où se trouve l'ancien CTM ?

M. le Maire expose que M. le Préfet ne peut pas « contraindre » le Maire à suivre son avis car cela relève du Conseil Municipal ; néanmoins, une modification n°3 du PLU permettra de caler une OAP sur la zone. Il estime aussi que l'ancien CTM devrait être reclassé à terme, en Ue par exemple.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 : - **APPROUVER** la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en apportant les ajustements proposés par la commission urbanisme tels que présentés dans le dossier d'approbation annexé à la présente délibération ;
- Article 2 : - **PRECISER** que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Sarzeau ;
- Article 3 : - **PRECISER** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le Département avec précision du ou des lieux où le dossier peut être consulté, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Article 4 : - **RAPPELER** que la présente délibération sera exécutoire après la transmission, au contrôle de légalité et l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Annexes : Dossier d'approbation du PLU

- Un exemplaire papier du dossier a été remis à chacun des groupes représentés au Conseil Municipal ;
- Un exemplaire papier du dossier était consultable en Mairie auprès de la Direction Générale des Services ;
- Les conseillers municipaux ont pu accéder au dossier disponible en PDF sur l'espace sécurisé qui leur est dédié sur le site internet.

2016-122. AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PC DREAN AU RIELLEC POUR LA COMMISSION DES SITES ET DES PAYSAGES (CNDPS)

Mme Liot rappelle que M. Kevin Dréan souhaite construire sur la parcelle XP 236, au lieu-dit Le Riellec, classée en zone Aa (destination agricole) au PLU.

Le permis de construire sous la référence n° 05624016Y000117, déposé le 20/07/2016, doit faire l'objet d'un avis du Conseil Municipal avant transmission à la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages (CDNPS) en vue de la demande de dérogation à la règle de continuité d'urbanisation. M. le Préfet donnera son avis, suite à ladite commission, afin de poursuivre l'instruction de ce permis.

Ce bâtiment à destination de stabulation d'une surface de 518 m² accueillant 49 bovins à viande sera construit à plus de 50 mètres des habitations. D'une dimension de (32 m X 16,90 m), il sera construit en orientation Nord Est / Sud Ouest, composé d'une structure poteau-charpente bois avec une façade sur 3 cotés, mur en béton surmonté par un bardage bois à claire voie s'intégrant à l'environnement.

Exploitant sur 60 hectares en culture et prairies, M. Kévin Dréan souhaite diversifier son activité dans l'engraissement de bovins.

Ce dossier relève du règlement sanitaire départemental et a été transmis à l'Agence Régionale de Santé qui a émis un avis favorable.

La commission Urbanisme du 11 juillet 2016 a pris acte de ce projet et a émis un avis favorable dans les conditions de respect de la réglementation.

Après contact avec le secrétariat de la CDNPS le 2 août 2016, il était confirmé que ce permis de construire devait bien faire l'objet d'une consultation de ladite commission.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **EMETTRE un avis FAVORABLE sur le projet de permis de construire n°056240 16Y00117 au lieu-dit LE RIELLEC pour un bâtiment de stabulation avant transmission à la Commission de la Nature des Sites et des Paysages (CDNPS) ;**
- Article 2 :** - **DESIGNER Mme Liot, membre du Conseil Municipal, pour représenter la commune lors de la réunion de la CDNPS qui examinera le dossier ;**
- Article 3 :** - **AUTORISER M. le Maire à saisir M. le Préfet pour solliciter l'avis de la CDNPS, établir et signer toutes les pièces nécessaires à ce dossier.**

AMENAGEMENT

2016-123. AIDES A L'ERADICATION DES FRELONS ASIATIQUES : ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS INDIVIDUELLES

M. le Maire présente le rapport. Il rappelle que, par délibération du 16/11/2015, le conseil Municipal a approuvé l'instauration d'une aide forfaitaire de la commune aux particuliers ayant fait appel à une entreprise pour la destruction de nids de frelons asiatiques.

Cette participation s'élève à 50 % du montant TTC de l'intervention, dans la limite de 50 € maximum par intervention.

Le versement est conditionné à la présentation de pièces justificatives et l'approbation par le Conseil Municipal de la liste des bénéficiaires.

A ce jour, 35 nouvelles demandes complètes ont été reçues (cf. annexe), ce qui représente un montant total de 1 185 €.

Après avis favorable de la commission aménagement consultée par courriel,

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **APPROUVER** la liste des bénéficiaires proposée en annexe afin de déclencher le versement de l'aide communale pour la destruction des nids de frelons asiatiques ;
- Article 2 :** - **AUTORISER** M. le Maire à signer tous documents relatifs au versement de l'aide aux particuliers bénéficiaires.

Annexe : liste des bénéficiaires et montant de l'aide attribuée par la commune
Annexe 1 : Liste de bénéficiaires et montant de l'aide attribuée par la Commune

| NOM | PRENOM | Lieu intervention | date intervention | Montant intervention | aide communale attribuée |
|-----------------------|-----------------------|------------------------------------|-------------------|----------------------|--------------------------|
| LEFEVRE | Antoine | 90 rue Tal Er Chapel | 31/05/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| MARLOT | Gislaine | 7, impasse des cordiers | 21/06/2016 | 60,00 € | 30,00 € |
| LE BERT | Yvonique | 9, rue du Grabon | 27/06/2016 | 70,00 € | 35,00 € |
| BORIE | Jean-Marc et Fabienne | 17, chemin de Kercado | 13/07/2016 | 40,00 € | 20,00 € |
| FAUCQUEZ | Pierre | 1, rue des sternes - Kerfontaine | 13/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| CHARTIER GAYET | Pascal | 3, impasse des Hortensias | 16/07/2016 | 80,00 € | 40,00 € |
| BROWN | Richard | 14, impasse An Tevenn | 19/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| DEPAYS | Jean-Luc | 5 allée des chênes - Kerassel | 19/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| GARRIGUES | Jocelyne | Manoir de Lannhoedic | 19/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| LEVEQUE | Jean | 9 impasse du Bindo | 27/07/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| LOUVART DE PONTLEVOYE | France | 40, route du Golfe - Prat bihan | 29/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| THOMAS | Magali | 37, rue du Rial Vraz - Landrezac | 27/07/2016 | 60,00 € | 30,00 € |
| LE GUYADER | Marie-Hélène | 2, rue des Tadornes - St Colombier | 06/07/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| MOLLET | Gérard | 39, rue des Mouettes - Kerassel | 08/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| GOUX | Emmanuelle | 11, rue du four à Pain | 09/07/2016 | 70,00 € | 35,00 € |
| SOULANE | Antoine | Route du Menez - Penvins | 29/06/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| LOUIS | Agathe | Le Bohat | 13/07/2016 | 60,00 € | 30,00 € |
| FRAPSAUCE | François | 15, rue du Port au sel | 11/07/2016 | 60,00 € | 30,00 € |
| LETOURNEUX | Bernard | 17, impasse Lann Raz - Landrezac | 11/07/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| LUDA | Marcel | 16, rue Hent Morice | 11/07/2016 | 60,00 € | 30,00 € |
| GUILLOTIN | Noël | Chemin de la Cours - Landrezac | 22/07/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| PERQUE | David | 3, Rue des Embruns - Le petit Net | 01/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| BARTHELEMI | Yves | 27, route de Kerguillo | 18/07/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| LASQUELLEC | Roger | 13, Hent Pont Leyeu | 12/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| LEPESANT | François | 17, route de St Jacques - Kerblay | 01/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| SELLE | Anne-Laure | 55, rue du Port au Sel - Banastère | 12/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| TALOUR | Christian | 6, Chemin Ar Vroël Vihan | 04/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| VILLARD | Franck | Kerbisquer | 16/08/2016 | 70,00 € | 35,00 € |
| PERRIER | Martine | 12 Hent Porh Truin | 09/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| MARTIN | Geneviève | 5, rue des Moulins | 14/08/2016 | 75,00 € | 37,50 € |
| BELDJOUDI | Eliane | 7, Impasse Folle Perdrix | 22/08/2016 | 50,00 € | 25,00 € |
| REOLET | Alain | L'Herbier - Kerstéphanie | 13/08/2016 | 105,00 € | 50,00 € |
| VALERY | Raphaël | 7 chemin de Kerhuelon | 28/08/2016 | 100,00 € | 50,00 € |
| LE SERRE | Jean-claude | 1 chemin des Cygnes | 29/08/2016 | 80,00 € | 40,00 € |
| LE TOQUIN | Serge | 34 chemin du Mur du roy | 25/08/2016 | 60,00 € | 30,00 € |

2016-124. REPLI DES CAMPEURS CARAVANIERIS : ACQUISITION DE TERRAINS POUR LES ZONES DE REPLI

M. le Maire rappelle que l'espace agricole et naturel de la commune de Sarzeau est caractérisé par la présence de parcelles privatives dévolues au camping-caravaning en méconnaissance des règles du Plan Local d'Urbanisme.

Dans ce contexte, l'objectif de la démarche dite de « repli des campeurs-caravaniers sur parcelles privatives » est d'assurer aux propriétaires la pérennité de leur mode de vacances tout en respectant la réglementation en vigueur.

Ainsi différentes solutions ont été proposées à l'ensemble des campeurs-caravaniers :

- ✓ Le REPLI : le(s) propriétaire(s) cède(nt) à la commune la parcelle campée en échange d'une parcelle dans une zone de repli prévue (zones 2Aur/2Nlr).
- ✓ La TOLERANCE : le(s) propriétaire(s) cède(nt) à la commune la parcelle campée, tout en obtenant le droit d'y camper jusqu'au 15 septembre 2030.
- ✓ La NON-ADHESION : le(s) propriétaire garde(nt) le terrain, mais une activité de camping-caravaning ne pourra en aucun cas être exercée.
- ✓ La CESSION, le(s) propriétaire cède(nt) à titre onéreux définitivement la parcelle à la commune.

La commune souhaite acquérir 13 parcelles dans les zones de repli afin de répondre à différents objectifs fixés :

- Résoudre les situations illégales de camping-caravaning sur le territoire.
- Aménager des zones de repli en parcs résidentiels de loisirs. 7 zones de repli sur la commune : Arepos, Banastère Nord, Banastère Sud, La Cour-Penvins, Saint-Jacques, Prat Bihan, PorhBrillac.

Les 13 parcelles concernées représentent 8384 m² se répartissant ainsi :

- 11 parcelles dans la zone de repli de Banastère Nord, pour 7049 m² ;
- 2 parcelles dans la zone de repli de Saint-Jacques, pour 1335 m².

France Domaine a estimé le prix d'achat à 1,50 € le m² en zonage 2Aur. Ainsi, le prix d'acquisition total serait de 12 576 €, hors frais, répartis comme suit :

- Banastère Nord : 10 573,50 €
- Saint-Jacques : 2 002,50 €

Les frais et honoraires des actes notariés sont à la charge de la commune.

La commission Urbanisme du 11 juillet 2016 a émis un avis favorable à ces acquisitions,

Mme Riédi remarque que ces ventes « apparaissent » depuis plusieurs séances. On ne sait néanmoins pas exactement où se trouvent les terrains et à quel point d'avancement on se situe ; quelle zone pourrait être aménagée ?

M. le Maire propose que le service environnement établisse une note à l'attention des élus ; les 2 zones pouvant être aménagées à court terme seraient probablement celles de Banastère-Arepos et celle de St Jacques.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

Article 1 : - **ACQUERIR** les 13 parcelles situées dans les zones 2Aur détaillées en annexe représentant une surface totale de 8384 m² pour un montant global estimé de 12 576 € au prix de 1,50 € le m² en zonage 2Aur du PLU ;

Article 2 : - **DIRE** que les frais seront à la charge de la commune de Sarzeau ;

Article 3 : - **AUTORISER M. le Maire, ou, en son absence, Mme Launay, première adjointe, à signer tous documents relatifs à ces acquisitions.**

Annexe : liste des parcelles à acquérir par la commune en zonage 2Aur

1 parcelle en cession directe à la commune :

| Réf cad SECT. | Réf cad N° | SUP. (m ²) | LIEU-DIT | Estimation prix net vendeur en euros (2Aur: 1,5 €/m ²) | NOM prénom |
|---------------|------------|------------------------|-------------------|--|----------------------------|
| XL | 132 | 988 | St Jacques Rhudel | 1482 | Mme et M. LE CALONNEC Jean |

12 parcelles dont la cession est liée à la signature du protocole de tolérance (subordonnée aux signatures d'actes notariés et de la convention de mise à disposition à titre précaire) :

| Réf cad SECT. | Réf cad N° | SUP. (m ²) | LIEU-DIT | Estimation prix net vendeur en euros (2Aur: 1,5€/m ²) | NOM prénom |
|---------------|------------|------------------------|-------------------|---|----------------------------------|
| XL | 153 | 347 | St Jacques Rhudel | 520.5 | Mme BOVANI Isabelle |
| YL | 116 | 68 | Banastère | 102 | Mme et M ANNEHEIM Robert et Cts |
| YL | 184 | 827 | Banastère | 1240.5 | Mme et M AUBIN Marcel et Cts |
| YL | 118 | 485 | Banastère | 727.5 | Mme et M BRETON Bernard et Cts |
| YL | 119 | 486 | Banastère | 729 | Mme et M BRETON Bernard et Cts |
| YL | 76 | 383 | Banastère | 574.5 | Mme CADORET Marie |
| YL | 125 | 502 | Banastère | 753 | Mme et M DALIGAULT Roland et Cts |
| YL | 185 | 735 | Banastère | 1102.5 | Mme et M DENOS Jean et Cts |
| YL | 130 | 872 | Banastère | 1308 | Mme et M LE NOUAIL Serge et Cts |
| YL | 193 | 923 | Banastère | 1384.5 | M MORIO Patrick |
| YL | 187 | 1068 | Banastère | 1602 | M PHILIPPE Pascal |
| | | | | | M PHILIPPE Bruno et cts |
| | | | | | M PHILIPPE Gaël |
| | | | | | Mme SAVARY Delphine |
| | | | | | Mme PHILIPPE Michelle |
| YL | 140 | 700 | Banastère | 1050 | M POTREL Jean |

2016-125. REPLI DES CAMPEURS CARAVANIERES : ACQUISITION DE PARCELLES EN ZONES NATURELLES ET AGRICOLES

M. le Maire rappelle que l'espace agricole et naturel de la commune de Sarzeau est caractérisé par la présence de parcelles privatives dévolues au camping-caravaning en méconnaissance des règles du Plan Local d'Urbanisme.

Dans ce contexte, l'objectif de la démarche dite de « repli des campeurs-caravaniers sur parcelles privatives » est d'assurer aux propriétaires la pérennité de leur mode de vacances tout en respectant la réglementation en vigueur.

Ainsi différentes solutions ont été proposées à l'ensemble des campeurs-caravaniers :

- ✓ Le REPLI : le(s) propriétaire(s) cède(nt) à la commune la parcelle campée en échange d'une parcelle dans une zone de repli prévue au PLU (zones 2Aur/2Nlr).
- ✓ La TOLERANCE : le(s) propriétaire(s) cède(nt) à la commune la parcelle campée, au prix fixé de 0,5 €/m², en échange d'une tolérance temporaire à camper sur la parcelle d'origine (sauf exceptions) jusqu'au 15 septembre 2030
- ✓ La NON-ADHESION : le(s) propriétaire garde(nt) le terrain, mais une activité de camping-caravaning ne pourra en aucun cas être exercée.
- ✓ La CESSION, le(s) propriétaire cède(nt) à titre onéreux définitivement la parcelle à la commune.

La commune souhaite acquérir **160** parcelles en zones N et A afin de répondre à différents objectifs fixés :

- Résoudre les situations illégales de camping-caravaning sur le territoire.
- Répondre aux vocations des zones, c'est-à-dire remise en état naturel des zones N, et si possible remise en exploitation des zones A.

Il est à noter que les propriétaires âgés ou en difficultés (maladie, décès etc.) sollicitent souvent la cession de leur parcelle en l'état, c'est-à-dire en présence de cabanons, de caravanes etc.

France Domaine a évalué le prix des terrains selon leur situation :

- Zonage Na et Ns : 0,50 €/m²
- Zonage A : 0,30 €/m²

Les frais et honoraires des actes notariés sont à la charge de la commune.

Détail des 160 acquisitions :

- La superficie totale des acquisitions en zonage naturel et agricole est de 175541 m² ;
- Le coût des acquisitions est de l'ordre de 79 435,10 € hors frais d'honoraires ;
- 151 sont des parcelles en cessions liées à la signature du protocole de tolérance (subordonnées aux signatures d'actes notariés et de la convention de mise à disposition à titre précaire) et 9 parcelles concernent des cessions directes à la commune.

| | | Zonage N | | | Zonage A | | |
|--|---------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-----------|------------------|
| | | Ns | Na | TOTAL | Aa | Ab | TOTAL |
| 9 cessions directes | Nombre | 4 | 2 | 6 | 3 | 0 | 3 |
| | Superficie m ² | 7 127,00 | 1 579,00 | 8 706,00 | 3 053,00 | 0,00 | 3 053,00 |
| | Prix net vendeur | 3 563,50 | 789,50 | 4 353,00 | 915,90 | 0,00 | 915,90 |
| 151 cessions liées à la tolérance | Nombre | 103 | 13 | 116 | 29 | 6 | 35 |
| | Superficie | 105 631,00 | 19 527,00 | 125 158,00 | 25 188,00 | 13 436,00 | 38 624,00 |
| | Prix net vendeur | 52 815,50 | 9 763,50 | 62 579,00 | 7 556,40 | 4 030,80 | 11 587,20 |

La commission Urbanisme du 11 juillet 2016 a émis un avis favorable à ces acquisitions.

M. le maire souligne le nombre d'actes qui vont devoir être établis et signés à court terme pour faire avancer le dossier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 : - ACQUERIR les 160 parcelles désignées dans le tableau annexé représentant une surface totale de 175 541 m² pour un montant global estimé de 79 435,10 € au prix de :
- 0,30 € le m² en zonage A du PLU ;
 - 0,50 € le m² en zonage Na et Ns du PLU ;
- Article 2 : - DIRE que les frais liés à ces acquisitions seront à la charge de la commune de Sarzeau ;
- Article 3 : - AUTORISER M. le Maire, ou, en son absence, Mme LAUNAY, première adjointe, à signer tous documents relatifs à ces acquisitions.

Annexe : caractéristiques des parcelles à acquérir en zonages A et N

Liste des parcelles concernées :
En grisé: les parcelles en cessions directes à la commune
Estimation prix net vendeur sur la base suivante: zonage naturel "N": 0,5€/m², zonage agricole "A": 0,3€/m²

| Réf cad SECT. | Réf cad N° | SUP. (m ²) | LIEU-DIT | CLASSEMENT PLU | Estimation prix net vendeur | CIVILITE | NOM FAMILLE | PRENOM |
|---------------|------------|------------------------|----------------|----------------|-----------------------------|-----------|-------------|----------------|
| XE | 69 | 4807 | le net | Na | 2403,5 | M | MULLER | Gilles |
| XE | 69 | | | | | Mme | MULLER | Nathalie |
| XE | 148 | 1931 | kerblay | Na | 965,5 | M | PEDRAU | Gabriel et Cts |
| XL | 38 | 995 | kersauz | Na | 497,5 | M. | BOISRAMÉ | Roger |
| XL | 88 | 941 | kerguillehuic | Aa | 282,3 | Mme | POTTIER | Isabelle |
| XL | 88 | | | | | Mme | CADORET | Denise |
| XL | 88 | | | | | Mme | CADORET | Marie Thérèse |
| XL | 88 | | | | | Mme | AUVRIGNON | Dominique |
| XL | 164 | 793 | tréhial | Aa | 237,9 | M | GUYOT | Pascal |
| XL | 164 | | | | | Mme | FAUCHEUX | Fabienne |
| XL | 72 | 1624 | tréhial | Aa | 487,2 | M | HEURTEBIS | François |
| XL | 72 | | | | | Mme | HEURTEBIS | Geneviève |
| XL | 167 | 877 | tréhial | Aa | 263,1 | M | PROD'HOMME | Hugo |
| XL | 167 | | | | | M | PROD'HOMME | Gaëtan |
| XL | 89 | 962 | kerguillehuic | Aa | 288,6 | Mme et M | STEPHANT | René et Cts |
| XL | 165 | 888 | tréhial | Aa | 266,4 | M | TERFA | Taieb et Cts |
| XL | 165 | | | | | Mme et M | RENOUX | Bernard et Cts |
| XL | 70 | 409 | TREHIAT | Aa | 122,7 | M. | MESLE | Jean-Pierre |
| XL | 70 | | | | | Mme et M. | MESLE | Roger |
| XM | 141 | 445 | kerséal | Na | 222,5 | Mme | FONTAINE | Lucienne |
| XM | 141 | | | | | M | AGAESSE | Robert et Cts |
| XM | 141 | | | | | Mme | FONTAINE | Yvonne |
| XM | 141 | | | | | Mme et M | FONTAINE | Albert ert cts |
| XM | 141 | | | | | Mme et M | FONTAINE | Marguerite |
| XM | 200 | 3174 | kersauz | Na | 1587 | Mme | COURTEL | Jacqueline |
| XM | 142 | 415 | kerblay | Na | 207,5 | Mme | GUYONVARCH | Andrée |
| XM | 142 | | | | | M. | GUYONVARCH | Loïc |
| XM | 154 | 624 | kerséal | Na | 312 | M | DUGUE | Ludovic |
| XM | 154 | | | | | Mme | LEGAL | Solenn |
| XM | 154 | | | | | M | DUGUE | Patrice |
| XM | 154 | | | | | M | PEDRAU | Serge |
| XM | 154 | | | | | M | PEDRAU | Alain |
| XM | 154 | | | | | Mme | PEDRAU | Suzanne |
| XM | 155 | 568 | KERSEAL | Na | 284 | Mme | GOVET | Yvette |
| XO | 338 | 1600 | le bas bohat | Aa | 480 | Mme | LE SAUX | Ginette |
| XP | 26 | 534 | Pont er Gouarh | Aa | 160,2 | Mme et M | DANIEL | Pierre et Cts |
| XP | 42 | 606 | Pont er Gouarh | Aa | 181,8 | Mme et M | GUERIN | Jean et Cts |
| XP | 27 | 613 | Pont er Gouarh | Aa | 183,9 | Mme et M | HAUTBOIS | Emile et Cts |
| XP | 43 | 494 | Pont er Gouarh | Aa | 148,2 | Mme | LEMESLE | Colette |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|-----------------|----|-------|-----------|-------------------|--------------------|
| XP | 45 | 386 | Pont er Gouarh | Aa | 115,8 | M | LE VERGER | Jean-Yves |
| XP | 46 | 409 | Pont er Gouarh | Aa | 122,7 | M | LE VERGER | Jean-Yves |
| YA | 5 | 1091 | saint-columbier | Ns | 545,5 | Mme | GILLION | Sabine |
| YA | 5 | | | | | M. | MARSEILLE | Georges |
| YA | 5 | | | | | M. | LEBRUN | Jean |
| YA | 5 | | | | | Mme | FOURMENTIN | Marie-Andrée |
| YB | 75 | 1387 | le motenno | Na | 693,5 | Mme et M | DAUTHUILLE | Laurent et Cts |
| YD | 59 | 809 | lérigouët | Na | 404,5 | M | RUAUD | André et Cts |
| YI | 54 | 626 | Trou du serpent | Ns | 313 | M | BOULLET | Albert et Cts |
| YK | 64 | 186 | Le Gouagny | Na | 93 | Mme | BONNEAU | Jacqueline |
| YK | 63 | 436 | Le Gouagny | Na | 218 | Mme et M | BONNEAU EZANNO | André et Cts |
| YL | 54 | 685 | banaster | Ns | 342,5 | Mme et M | BERNIER | Jean et Brigitte |
| YL | 34 | 476 | banaster | Ns | 238 | Mme et M | CADORET | Jean et Cts |
| YL | 273 | 220 | banaster | Ns | 110 | Mme et M | CAUDAL | Hubert et Cts |
| YL | 103 | 402 | banaster | Ns | 201 | Mme et M | DELAMARRE | Emile et Cts |
| YL | 48 | 971 | banaster | Ns | 485,5 | M. | DURAND | Olivier |
| YL | 48 | | | | | M. | DURAND | Pascal |
| YL | 48 | | | | | M. | DURAND | Stéphane |
| YL | 48 | | | | | M. | DURAND | Max Yves |
| YL | 51 | 714 | banaster | Ns | 357 | M | LE CORVIC | Jean Luc |
| YL | 51 | | | | | Mme | PERRON | Catherine |
| YL | 51 | | | | | M | LE CORVIC | Stéphane |
| YL | 61 | 486 | banaster | Ns | 243 | Mme et M | LAUGIER | Christian et Cts |
| YL | 56 | 682 | banaster | Ns | 341 | M | LE CADRE | Régis |
| YL | 56 | | | | | Mme | LE CADRE | Josiane |
| YL | 56 | | | | | M | LE CADRE | Eric et Cts |
| YL | 56 | | | | | Mme | LE CADRE | Sylvie |
| YL | 102 | 348 | banaster | Ns | 174 | M. | LE TARNEC | Vincent |
| YL | 63 | 488 | banaster | Ns | 244 | Mme et M. | PONSODA | Monique et Vincent |
| YL | 63 | | | | | Mme et M | PISTOLET | Claude et Cts |
| YL | 57 | 751 | banastere | Ns | 375,5 | Mme | LANDAIS | Michelle |
| YL | 57 | | | | | M | ROUSSEAU | Christophe |
| YL | 57 | | | | | M | ROUSSEAU | Frédéric |
| YM | 244 | 755 | banaster | Ns | 377,5 | Mme et M | BARBOTIN | Roger et Cts |
| YN | 321 | 541 | Berlic | Ns | 270,5 | Mme | BERNARD | Gilberte |
| YN | 321 | | | | | Mme | LE GUEVEL | Laurence |
| YN | 330 | 2484 | Berlic | Ns | 1242 | Mme | BOUTROS | Raymonde |
| YN | 330 | | | | | M. | BOUTROS | Serge |
| YN | 330 | | | | | Mme | BOUTROS-GOUESBIER | Laurence |
| YN | 330 | | | | | Mme | JACQUELINE | Brigitte |
| YN | 330 | | | | | Mme | BOUTROS | Françoise |
| YN | 367 | 1093 | Berlic | Ns | 546,5 | Mme et M | LEROY | Jacques et Cts |
| YN | 367 | | | | | Mme et M | CHARLOT | Louis et Cts |
| YN | 371 | 997 | Berlic | Ns | 498,5 | Mme | AOUSTIN | Florence |
| YN | 371 | | | | | M | COLOMBEL | Philippe |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|------------|----|--------|----------|---------------|--------------------|
| YN | 371 | | | | | Mme | RAIMBAUD | Laëtitia |
| YN | 371 | | | | | M | AOUSTIN | Mickaël |
| YN | 371 | | | | | Mme | AOUSTIN | Marie |
| YN | 371 | | | | | Mme | AOUSTIN | Florence |
| YN | 369 | 780 | Berlic | Ns | 390 | M | CORBEL | Gilles |
| YN | 369 | | | | | Mme | CORBEL | Anne-Marie et Cts |
| YN | 369 | | | | | Mme | CORBEL | Marielle |
| YN | 369 | | | | | Mme | BINOIS | Françoise |
| YN | 369 | | | | | M | CORBEL | Gilles |
| YN | 374 | 1145 | Berlic | Ns | 572,5 | Mme et M | DUCLOS | Roger et Cts |
| YN | 319 | 486 | banaster | Ns | 243 | Mme | GAUTHIER | Marie |
| YN | 328 | 1034 | Berlic | Ns | 517 | Mme | MOREL | Claudine |
| YN | 328 | | | | | M | HARDY | Daniel et Cts |
| YN | 328 | | | | | M | HARDY | Dominique |
| YN | 328 | | | | | M | HARDY | Michel et Cts |
| YN | 328 | | | | | Mme | HARDY | Josseline |
| YN | 317 | 505 | banaster | Ns | 252,5 | Mme | JOSSE | Marie-Thérèse |
| YN | 317 | | | | | M. | JOSSE | Christian |
| YN | 318 | 562 | banaster | Ns | 281 | Mme | LACOT | Marie-Thérèse |
| YN | 318 | | | | | M | LACOT | Jean-Marc |
| YN | 318 | | | | | M | LACOT | Philippe |
| YN | 399 | 1212 | Berlic | Ns | 606 | Mme et M | LE DEVEHAT | Jean-Pierre et Cts |
| YN | 327 | 702 | Berlic | Ns | 351 | M | LE JOSSEC | Marcel |
| YN | 373 | 1357 | Berlic | Ns | 678,5 | M. | LE MOING | Christophe |
| YN | 373 | | | | | M. | LE MOING | Marcelle et Cts |
| YN | 373 | | | | | M. | LE MOING | Louis |
| YN | 373 | | | | | M. | LE MOING | François |
| YN | 372 | 2618 | Berlic | Ns | 1309 | M. | LE PETIT | Michel et Cts |
| YN | 325 | 1346 | Berlic | Ns | 673 | M | LE TEXIER | Jean-Marie |
| YN | 400 | 1341 | Berlic | Ns | 670,5 | Mme et M | MAHE | Jean et Cts |
| YN | 400 | | | | | Mme et M | MAHE | Louis et Cts |
| YN | 370 | 936 | Berlic | Ns | 468 | Mme et M | MARTIN | Bernard et Cts |
| YN | 351 | 596 | LE BECUDO | Ns | 298 | Mme et M | LE BERRE Jean | Jean |
| YO | 23 | 2454 | Clos Nehuy | Aa | 736,2 | Mme | BERTON | Yolande |
| YO | 25 | 684 | Clos Neuhy | Aa | 205,2 | Mme et M | MELOT | Louis et Cts |
| YO | 105 | 2122 | Clos Neuhy | Ns | 1061 | Mme et M | DENIAUD | Pierre et Cts |
| YO | 41 | 1124 | Clos Neuhy | Aa | 337,2 | M | FANEN | Franck |
| YO | 61 | 2063 | CLOS NEHUY | Ns | 1031,5 | Mme | GUILLO | Bernadette |
| YP | 125 | 4004 | Le Rial | Ab | 1201,2 | Mme et M | ALLAIN | Joseph et Cts |
| YP | 120 | 1139 | penvins | Ab | 341,7 | Mme et M | LE BAGOUSSE | Jacques et Cts |
| YP | 131 | 1532 | Le Rial | Ab | 459,6 | Mme | LE DUIN | Edith |
| YP | 131 | | | | | M. | LE DUIN | Eric et Cts |
| YP | 131 | | | | | M. | LE DUIN | Marc |
| YP | 131 | | | | | Mme | MOREL | Catherine |
| YP | 131 | | | | | Mme | MORVAN | Béatrice |
| YP | 131 | | | | | M. | LE DUIN | Régis |
| YP | 130 | 1863 | Le Rial | Ab | 558,9 | Mme | LE RAY | Marie-Thérèse |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|------------|----|--------|----------|-------------|-----------------|
| YP | 130 | | | | | M. | LE RAY | Bruno |
| YP | 130 | | | | | Mme | LE RAY | Nadine |
| YP | 130 | | | | | M. | LE RAY | Thierry |
| YP | 124 | 4395 | Le Rial | Ab | 1318,5 | Mme | PERRINIAUX | Delphine |
| YP | 124 | | | | | Mme | THEBAULT | Laurence et Cts |
| YP | 124 | | | | | Mme | BOUILLE | Isabelle |
| YP | 124 | | | | | Mme | DIVET | Michèle |
| YP | 124 | | | | | Mme | DELAHAYE | Stéphanie |
| YP | 124 | | | | | Mme | THEBAULT | Chrysèle |
| YP | 124 | | | | | Mme | METAYER | Stéphanie |
| YP | 124 | | | | | M | PERRINIAUX | Michel |
| YP | 124 | | | | | M | PERRINIAUX | Sébastien |
| YP | 118 | 503 | penvins | Ab | 150,9 | Mme | SIMON | Monique |
| YP | 118 | | | | | Mme | GIBELIN | Annie et Cts |
| YP | 118 | | | | | M | SIMON | Philippe |
| YP | 118 | | | | | M | SIMON | Lionel |
| YR | 164 | 603 | penvins | Ns | 301,5 | Mme et M | BERTHO | André et Cts |
| YR | 153 | 592 | penvins | Ns | 296 | Mme et M | BONNY | Gérard et Cts |
| YR | 163 | 621 | penvins | Ns | 310,5 | M. | BOUILLETEAU | Claude et Cts |
| YR | 161 | 1762 | penvins | Ns | 881 | Mme | LEBLANC | Valérie |
| YR | 161 | | | | | Mme | LE PIPEC | Liliane et Cts |
| YR | 161 | | | | | M | LE PIPEC | Didier |
| YR | 155 | 600 | penvins | Ns | 300 | M | ROSCOET | Roger et Cts |
| YR | 155 | | | | | M | ROSCOET | Roland |
| YS | 639 | 3188 | la saline | Na | 1594 | M | AUPIAIS | Jacques |
| YS | 233 | 1135 | la cour | Aa | 340,5 | Mme et M | CHAMPION | Raymond et Cts |
| YS | 523 | 1130 | la saline | Na | 565 | M | KERGUEN | Patrick |
| YS | 523 | | | | | M | KERGUEN | Hervé |
| YS | 523 | | | | | Mme | PAPIN | Catherine |
| YS | 232 | 1226 | la cour | Aa | 367,8 | M | ROBIN | Roger |
| YS | 644 | 1011 | KERBIRIO | Na | 505,5 | Mme | LE JEUNE | Suzanne |
| YS | 644 | | | | | Mme | LE JEUNE | Anne |
| YT | 235 | 1231 | kerbiguiot | Aa | 369,3 | M. | CHEVREUX | Fabrice |
| YT | 235 | | | | | Mme | CHEVREUX | Jocelyne |
| YT | 235 | | | | | M. | CHEVREUX | Fabrice |
| YT | 235 | | | | | M. | CHEVREUX | Gilbert |
| YT | 235 | | | | | M. | CHEVREUX | André |
| YT | 235 | | | | | M. | CHEVREUX | Jérôme |
| YT | 235 | | | | | Mme | CHEVREUX | Lydie |
| YT | 224 | 929 | kerbiguiot | Aa | 278,7 | M. | DEJOUR | Michel |
| YT | 224 | | | | | Mme | BERTHO | Martine |
| YT | 15 | 1066 | folperderi | Aa | 319,8 | Mme | DENOUAL | Pierrette |
| YT | 15 | | | | | Mme | DANY | Mireille |
| YT | 15 | | | | | Mme | HUET | Maryse |
| YT | 15 | | | | | Mme | DENOUAL | Murielle |
| YT | 15 | | | | | Mme | GRIFFON | Denis |
| YT | 67 | 587 | kerbiguiot | Aa | 176,1 | Mme | THEBAULT | Liliane |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|--------------|----|--------|----------|-------------------|--------------------|
| YT | 67 | | | | | M | JAMIER | Michel |
| YT | 67 | | | | | M | JAMIER | Loïc |
| YT | 67 | | | | | Mme | GERAULT | Georgette |
| YT | 68 | 578 | kerbiguiot | Aa | 173,4 | Mme et M | LOYER | Paul et cts |
| YT | 7 | 1900 | FOLPERDRIX | Aa | 570 | Mme et M | ELAN | Yves et Thérèse |
| YV | 107 | 1480 | corn er pont | Ns | 740 | Mme | ROUX | Nathalie |
| YV | 107 | | | | | M. | COTTIN | Bernard |
| YV | 107 | | | | | M. | COTTIN | Serge |
| YV | 107 | | | | | Mme | COTTIN TILLON | Brigitte |
| YV | 69 | 376 | suscínio | Ns | 188 | Mme et M | LONCLE | Jean et Cts |
| YV | 255 | 1353 | corn er pont | Ns | 676,5 | Mme | PAQUEREAU | Edith |
| YV | 255 | | | | | M | PAQUEREAU | Gérard |
| YV | 68 | 623 | suscínio | Ns | 311,5 | Mme et M | RADIGOIS | Michel et Cts |
| YV | 220 | 274 | la saline | Ns | 137 | Mme et M | ROCABOY | Jean |
| YV | 100 | 2724 | suscínio | Ns | 1362 | M | KERLIBOU | Christian |
| YV | 100 | | | | | Mme et M | SEVERE | Maryvonne et Cts |
| YV | 70 | 574 | suscínio | Ns | 287 | Mme et M | LONCLE | Daniel et Cts |
| YX | 47 | 2839 | le fort | Ns | 1419,5 | M | ALLANIC | Yvon |
| YX | 47 | | | | | | ALLANIC | Marie |
| YX | 47 | | | | | | LE CAM | Gilbert |
| YX | 47 | | | | | | ALLANIC | Gilbert |
| YX | 47 | | | | | | ALLANIC | Simone |
| YX | 47 | | | | | | ALLANIC | Christian |
| YX | 114 | 707 | le fort | Ns | 353,5 | Mme | BAGEOT | Annick |
| YX | 114 | | | | | | BAGEOT | Thierry |
| YX | 104 | 2102 | le fort | Ns | 1051 | M | GLOUX | Philippe |
| YX | 101 | 545 | le fort | Ns | 272,5 | Mme et M | GUIFFANT | Jean-Claude et Cts |
| YX | 92 | 1849 | le fort | Ns | 924,5 | Mme | HENRIO | Marie |
| YX | 109 | 523 | le fort | Ns | 261,5 | Mme et M | JAN | Alain et Cts |
| YX | 94 | 636 | Beg lan | Ns | 318 | Mme et M | LE MERCIER | Patrick et Cts |
| YX | 95 | 651 | Beg Lan | Ns | 325,5 | M | MICHEL | Mathieu |
| YX | 99 | 555 | le fort | Ns | 277,5 | Mme et M | SAGER | Christian et Cts |
| YX | 115 | 537 | le fort | Ns | 268,5 | Mme | BICHON | Claude |
| YX | 115 | | | | | Mme | TESSIER | Mariannick |
| YX | 108 | 797 | le fort | Ns | 398,5 | Mme et M | TUAL | Rémy et Cts |
| YX | 103 | 1731 | le fort | Ns | 865,5 | M | VIET | Guy |
| YX | 103 | | | | | M | VIET | Jean Yves |
| YX | 103 | | | | | M | VIET | Claude |
| YX | 110 | 575 | le fort | Ns | 287,5 | M | VIET | Guy |
| YX | 110 | | | | | M | VIET | Jean Yves |
| YX | 110 | | | | | M | VIET | Claude |
| YX | 98 | 1013 | BEG LANN | Ns | 506,5 | Mme | LE GALLO MAGOUROU | Dominique |
| ZD | 257 | 3211 | kermaillard | Ns | 1605,5 | M. | HAMON | Francis |
| ZE | 14 | 888 | kermaillard | Ns | 444 | Mme | BAILEY | Wendy |
| ZE | 15 | 876 | kermaillard | Ns | 438 | M | CHENARD | René et Cts |
| ZE | 346 | 888 | le by | Ns | 444 | Mme et M | GOUGNARD | Serge et Cts |
| ZE | 341 | 3416 | le net | Ns | 1708 | Mme | VIALE | Sylviane |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|--------------|----|-------|----------|-----------|------------------------|
| ZE | 341 | | | | | M | MAUFFRET | Jean-Jacques |
| ZE | 341 | | | | | Mme | MAUFFRET | Odette |
| ZE | 388 | 293 | le net | Ns | 146,5 | 0 | PINEAU | Bertrand |
| ZE | 16 | 933 | kermaillard | Ns | 466,5 | Mme et M | ROUSSEL | Jacques et Cts |
| ZE | 47 | 1991 | Le Relais | Ns | 995,5 | M | THEPAUT | Alain |
| ZE | 12 | 782 | kermaillard | Ns | 391 | Mme | VANDORPE | Juliette |
| ZH | 155 | 419 | corn er pont | Ns | 209,5 | Mme et M | CHÂTEAU | Jean-Claude et Cts |
| ZH | 260 | 1429 | corn er pont | Ns | 714,5 | Mme et M | FREARD | Michel et Cts |
| ZH | 153 | 412 | corn er pont | Ns | 206 | M | MACE | André |
| ZH | 160 | 659 | le lindin | Ns | 329,5 | M | PIRON | Jean-Claude et Cts |
| ZH | 158 | 208 | corn er pont | Ns | 104 | Mme | RUF | Jeanne |
| ZH | 156 | 212 | corn er pont | Ns | 106 | Mme | BRICHARD | Catherine |
| ZH | 156 | | | | | M | BRICHARD | Olivier |
| ZI | 177 | 417 | Fetan Lindin | Aa | 125,1 | M. | CREUSSON | Pierre-Emmanuel et Cts |
| ZI | 177 | | | | | M. | CREUSSON | Cédric et Cts |
| ZI | 177 | | | | | Mme | CREUSSON | Josiane |
| ZI | 197 | 502 | kerhouët | Aa | 150,6 | M. | DONNE | Eric |
| ZI | 186 | 662 | Fetan Lindin | Aa | 198,6 | Mme | DUVAL | Jeanine |
| ZI | 186 | | | | | Mme | MAHAUD | Laurence |
| ZI | 186 | | | | | Mme | DUVAL | Isabelle |
| ZI | 129 | 925 | kerbigot | Aa | 277,5 | Mme et M | EVEN | Bernard et Cts |
| ZI | 200 | 520 | kerhouët | Aa | 156 | Mme | UGUEN | Roselyne |
| ZI | 179 | 421 | Fetan Lindin | Aa | 126,3 | Mme | LE GRAND | Yvonne |
| ZI | 187 | 744 | FETAN LINDIN | Aa | 223,2 | Mme et M | CLEMENT | Maurice et Jeannine |
| ZL | 103 | 915 | le lindin | Ns | 457,5 | M. | BECQ | Michel |
| ZL | 99 | 739 | le lindin | Ns | 369,5 | Mme et M | BOITARD | René et Cts |
| ZL | 3 | 451 | le lindin | Ns | 225,5 | Mme | COLIN | Hélène |
| ZL | 90 | 471 | le lindin | Ns | 235,5 | M. | COSPEREC | Gilbert |
| ZL | 108 | 702 | brillac | Ns | 351 | Mme et M | GUINARD | Jean et Cts |
| ZL | 106 | 573 | le lindin | Ns | 286,5 | M | GUINE | Patrice |
| ZL | 106 | | | | | Mme et M | GUINE | Jean et Cts |
| ZL | 109 | 1348 | brillac | Ns | 674 | Mme et M | HEURTIN | Georges et Cts |
| ZL | 96 | 1018 | le lindin | Ns | 509 | Mme | LE GROS | Madeleine |
| ZL | 96 | | | | | Mme | LAUTRETTE | Nadine |
| ZL | 96 | | | | | M. | LE GROS | Yves Denis |
| ZL | 93 | 447 | le lindin | Ns | 223,5 | Mme | LLEDO | Jacqueline |
| ZL | 98 | 504 | le lindin | Ns | 252 | Mme | LLEDO | Jacqueline |
| ZM | 64 | 1552 | Bec en Ours | Ns | 776 | M | PIERRE | Aymeric |
| ZM | 64 | | | | | Mme | BAZIN | Geneviève |
| ZM | 64 | | | | | M | PIERRE | Joseph |
| ZM | 64 | | | | | Mme | GOALEC | Nicole |
| ZM | 64 | | | | | M | PIERRE | Kévin |
| ZM | 64 | | | | | M | PIERRE | Aymeric |
| ZM | 229 | 1807 | beau-soleil | Ns | 903,5 | M. | BRECHET | Jean-Louis |
| ZM | 229 | | | | | Mme et M | EBLE | Michelle et Cts |
| ZM | 229 | | | | | M. | BRECHET | Mathieu |

| | | | | | | | | |
|----|-----|------|--------------|----|--------|----------|------------------------|--------------------|
| ZM | 229 | | | | | Mme | BRECHET | Louise |
| ZM | 247 | 513 | Bec en Ours | Ns | 256,5 | Mme et M | BUAUD | Marc et Cts |
| ZM | 121 | 997 | Bec en Ours | Ns | 498,5 | Mme et M | DENIS | Claude et Cts |
| ZM | 260 | 1011 | Bec en Ours | Ns | 505,5 | M | DIQUERO | Yves |
| ZM | 235 | 927 | Bec en Ours | Ns | 463,5 | Mme | FORGERIE | Véronique |
| ZM | 235 | | | | | Mme | FORGERIE | Marie-Jo |
| ZM | 235 | | | | | Mme | FORGERIE | Pascal |
| ZM | 111 | 1500 | brillac | Ns | 750 | Mme et M | GARREC | Bernard et Cts |
| ZM | 82 | 1720 | Bec en Ours | Ns | 860 | M. | MAHUAS | Lucien |
| ZM | 138 | 1690 | bernon | Ns | 845 | M | MAQUA | Thibaut |
| ZM | 59 | 1163 | Bec en Ours | Ns | 581,5 | Mme et M | PILLET | Roger et Cts |
| ZM | 126 | 413 | Bec en Ours | Ns | 206,5 | Mme | POIRIER | Nadine |
| ZM | 126 | | | | | M | POIRIER | Daniel |
| ZM | 122 | 935 | Bec en Ours | Ns | 467,5 | Mme et M | RATCLIFF | Richard et Cts |
| ZM | 231 | 1505 | beau-soleil | Ns | 752,5 | Mme et M | ROBERT | Jean-Pierre et cts |
| ZM | 95 | 612 | Bec en Ours | Ns | 306 | Mme et M | ROUSSEL | Emile et cts |
| ZM | 23 | 1226 | Bec en Ours | Ns | 613 | Mme et M | SOULIER | Roger et Cts |
| ZM | 243 | 220 | bernon | Ns | 110 | Mme | GAUDIN | Anne |
| ZM | 243 | | | | | Mme et M | VOLAND | François et Cts |
| ZM | 125 | 786 | Bec en Ours | Ns | 393 | M | WIRTH | jean Paul |
| ZN | 140 | 2011 | saint-martin | Ns | 1005,5 | Mme et M | BAUBAN | Maryvonne et Cts |
| ZP | 70 | 942 | kerbiboul | Ns | 471 | Mme et M | VALLADE | Serge et Cts |
| ZP | 12 | 669 | kerbiboul | Ns | 334,5 | Mme | LE GONIDEC | Renée |
| ZP | 12 | | | | | M. | LE GONIDEC | Patrick |
| ZP | 12 | | | | | Mme | GUINDON | Fabienne |
| ZX | 248 | 4062 | duer | Ns | 2031 | Mme | DIRCKS-DILLY | Isabelle |
| ZX | 30 | 3455 | LE BICO | Ns | 1727,5 | Mme | LE ROUX née DORSO | Ginette |
| ZX | 30 | | | | | M. | M. LEROUX Antoine | Antoine |
| ZX | 30 | | | | | Mme | LARCHEVEQUE née LEROUX | Monique |

2016-126. REPLI DES CAMPEURS CARAVANIERES : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE TOLERANCE

M. le Maire rappelle que l'espace agricole et naturel de la commune de Sarzeau est caractérisé par la présence de parcelles privatives dévolues au camping-caravaning en méconnaissance des règles du Plan Local d'Urbanisme.

L'article 5 de l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 1997 n° 97-384 relatif à l'aménagement foncier de la commune de Sarzeau indique que : «des terrains de camping privés mitent l'espace rural : afin de répondre à la réglementation sanitaire et pour réduire leur impact dans le paysage, la commission s'engage à rechercher des secteurs plus adaptés à ce type d'usage ».

L'Etat, la commune de Sarzeau, les associations de campeurs-caravaniers, des riverains de zones potentielles de repli et des exploitants agricoles ont ainsi œuvré, depuis plusieurs années, pour trouver les solutions nécessaires à l'objectif fixé.

Dans ce contexte, la commune a proposé d'acquérir les parcelles sur lesquelles s'exerçait une activité de camping caravaning non autorisée.

La présente convention est établie pour permettre aux anciens propriétaires qui ont adhéré à la démarche de bénéficier d'une tolérance temporaire à camper, conformément au protocole signé entre eux et la commune, et conformément à l'engagement du Préfet du Morbihan pris par courrier du 25 mai 2012, soit jusqu'au 15 septembre 2030.

M. le Maire rappelle qu'on est ici un peu à la limite du droit ; comme dans la «théorie du bilan », on va permettre de contourner momentanément la Loi pour mieux la respecter à terme.

L'objectif est bien de permettre à des campeurs caravaniers de trouver une solution, en les laissant camper pendant 15 ans au maximum sur leur parcelle, celle-ci étant cédée à la commune pour garantir les engagements respectifs. Le dispositif est pensé pour que la réglementation soit au final respectée.

Il remercie le Préfet Savy qui, à l'époque, avait signé un courrier permettant de travailler dans ce sens.

Il remercie également les associations qui ont travaillé aux côtés de la commune pour peaufiner le dispositif.

Il a une pensée pour certains des représentants des campeurs, comme Mme Macé, décédée au printemps, et pour M. Roussel qui a eu la douleur de perdre sa fille en début d'année. Tous deux sont des chevilles ouvrières de ce projet en tant que représentants des campeurs – caravaniers.


A la demande des Notaires, M. le Maire précise que c'est bien la commune qui prend l'engagement de laisser les terrains à disposition, pour camper, pendant la période de « tolérance » ainsi négociée.

M. le Maire émet le vœu que cette première expérience puisse ouvrir la voie pour d'autres communes désireuses de traiter la question sur leur territoire. Il a déjà eu l'occasion de rencontrer des élus intéressés par le dispositif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **ADOPTER** la convention de mise à disposition de terrain à titre précaire selon le projet proposé en annexe ;
- Article 2 :** - **AUTORISER** M. le Maire, ou en son absence Mme LAUNAY, à signer la convention, ainsi que tous les documents et actes s'y rapportant.

Annexe : projet de convention de mise à disposition de terrain à titre précaire



Affaires juridiques

Mairie de Sarzeau
Place Richemont - BP 14
56370 Sarzeau
Tél. : 02 97 41 85 15
Fax : 02 97 41 84 28
mairie@sarzeau.fr
www.sarzeau.fr

Convention de mise à disposition à titre précaire

entre les soussignés

Commune de Sarzeau,
représentée par Monsieur David LAPPARTIENT, Maire

ci-après, désigné par « le propriétaire » de la parcelle n° XXX

et

Madame, Monsieur XXXXX

Demeurant à : XXXXX

ci-après, désigné par « l'occupant »,

expose

L'espace agricole et naturel de la commune de Sarzeau est caractérisé par la présence de parcelles privatives dévolues au camping-caravaning en méconnaissance des règles du Plan Local d'Urbanisme.

L'article 5 de l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 1997 n°97-384 relatif à l'aménagement foncier de la commune de Sarzeau indique que : *« des terrains de camping privés mitent l'espace rural : afin de répondre à la réglementation sanitaire et pour réduire leur impact dans le paysage, la commission s'engage à rechercher des secteurs plus adaptés à ce type d'usage ».*

L'Etat, la commune de Sarzeau, les associations de campeurs-caravaniers, des riverains de zones potentielles de repli et des exploitants agricoles ont ainsi œuvré, depuis plusieurs années, pour trouver les solutions nécessaires à l'objectif fixé.

Dans ce contexte, la commune a souhaité acquérir les parcelles sur lesquelles s'exerçait une activité de camping caravaning non autorisée.

La présente convention est établie pour permettre aux anciens propriétaires qui ont adhéré à la démarche de bénéficier d'une tolérance temporaire à camper, conformément au protocole

Page 1 / 4

signé entre eux et la commune, et conformément à l'engagement du Préfet du Morbihan pris par courrier du 25 mai 2012.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1**OBJET**

Par la présente convention, le propriétaire autorise l'occupant, qui l'accepte, à utiliser les biens suivants :

- une surface nue de X m² environ, sis au XXX (adresse), parcelle section XXX n° XXX

Les équipements ou constructions présents sur le terrain sont mis à disposition en l'état, à charge pour l'occupant de les assurer et de les entretenir s'il souhaite en conserver la jouissance.

L'occupant déclare bien connaître les lieux occupés pour les avoir vus et visités.

ARTICLE 2**DESIGNATION**

Les lieux occupés peuvent uniquement être utilisés à l'activité saisonnière de camping caravanning, l'occupant ayant été informé :

- du caractère temporaire de cette autorisation du propriétaire, conformément à l'article 3 ;
- du caractère précaire et révocable de cette autorisation du propriétaire.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente même provisoire, entraînera, sauf accord des parties, la résiliation de la présente convention selon les modalités définies à l'article 10.

ARTICLE 3**DUREE**

Sans préjudice des stipulations des articles 10 et 11 des présentes, la présente convention de mise à disposition à titre précaire est conclue à compter de la date du transfert de propriété à la commune du bien visé à l'article 1er, jusqu'au 15 septembre 2030, ou par anticipation, à la date du décès du preneur.

En cas d'indivision ou si l'occupant est marié, l'occupation cessera à la date du décès du dernier occupant.

L'occupant est informé qu'au terme de la mise à disposition, il devra quitter les lieux, sans pouvoir prétendre à un préavis ou une quelconque indemnité.

ARTICLE 4**ETAT DES LIEUX**

A l'entrée du bien par les preneurs, il sera dressé entre les parties un état détaillé des lieux.

Au 15 septembre 2030, ou à la fin de l'occupation si elle est antérieure, l'occupant ou ses ayant-droits s'il est décédé s'engage à remettre en état la parcelle, à ses frais, en retirant les aménagements non conformes à la réglementation (cabanons, dalles béton, portails, clôtures..) sur le terrain objet des présentes.

A défaut, la commune fera réaliser d'office cette remise en état aux frais de l'occupant, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 2 mois.

L'état des lieux à l'issue de l'occupation devra coïncider avec la libération des lieux.

ARTICLE 5 CONDITIONS D'OCCUPATION

L'occupant a pour obligation de réaliser à ses frais l'entretien courant de la parcelle soit notamment de : ne pas laisser le terrain devenir une friche, tailler les arbres, entretenir les clôtures, conserver les haies... Il aura également à sa charge tous les travaux conservatoires nécessaires à l'exercice de cette occupation.

Il lui est interdit de procéder à tout nouvel aménagement ou toute nouvelle installation sur le terrain objet des présentes, autre que ceux déjà existants et constatés dans l'état des lieux établi contradictoirement (clôtures, installation de cabanons, mobil-home...).

Le stationnement est limité à 2 caravanes pendant 3 mois consécutifs maximum par an entre le 15 avril et le 15 septembre.

ARTICLE 6 INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue *intuitu personae*, l'occupant ne pourra ni céder ni transmettre les droits en résultant à qui que ce soit ; ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

ARTICLE 7 LOYER ET CHARGES

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 ASSURANCE

L'occupant s'engage avant la prise de possession à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir le risque incendie et sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que le propriétaire ne puisse en aucun cas être inquiété.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie au propriétaire par la production annuelle d'une attestation de l'assureur avant le 15 avril.

ARTICLE 9 IMPOTS ET TAXES

L'occupant acquittera à partir du jour de l'entrée en jouissance la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (ou redevance) applicable aux biens loués ainsi que les taxes municipales ou autres contributions liées à l'occupation temporaire dans les lieux pendant la durée de la convention de manière à ce que le propriétaire ne soit pas inquiété à ce sujet.

Le propriétaire supportera la charge des contributions et taxes inhérentes à la propriété du terrain.

ARTICLE 10 RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par le propriétaire à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant à l'occupant les motifs de la résiliation et le mettant à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, orales.

Dans l'hypothèse où la tolérance de camper rendue possible par la présente convention serait remise en cause par une décision judiciaire, le propriétaire s'engage à faire bénéficier à l'occupant, à sa demande :

- soit de la possibilité de recouvrer la propriété de la parcelle objet des présentes, sous réserve d'accord du conseil municipal et, le cas échéant, au vu de l'avis des domaines ; l'usage qui en sera fait devant

- respecter la réglementation en vigueur
- soit de la possibilité d'intégrer une zone de repli, dans les mêmes conditions que ceux qui ont fait ce choix originellement, et sous réserve des disponibilités à la date de la demande ;

L'occupant disposera, en pareille hypothèse, d'un délai de 3 mois suivant la notification du jugement définitif, remettant en cause la tolérance de camper pour faire connaître au propriétaire son choix. Ce dernier disposera alors d'un délai de 3 mois pour lui répondre. La présente convention sera résiliée de plein droit.

Compte-tenu de la présente convention, l'occupant renonce expressément à réclamer à la Commune de SARZEAU toutes indemnités, et renonce expressément à toute instance judiciaire à son encontre au titre des conséquences dommageables de la remise en cause de la tolérance à camper.

ARTICLE 11 CONGE

L'occupant qui entend user de son droit de résilier la présente convention par anticipation, est tenu de le notifier sans délai au propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice. Cette résiliation sera effective à la date de cette notification.

ARTICLE 12 CONSTESTATIONS

Toute contestation relative à l'interprétation et à l'application de la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Rennes.

Pour l'occupant,

XXXXX

Fait à Sarzeau, le
Pour le propriétaire,
Le Maire

David LAPPARTIENT

2016-127. ETAT : CONVENTION DE CONCESSION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME POUR 7 CALES

M. Jacob rappelle que plusieurs cales situées sur le haut de l'estran permettent l'accès des bateaux à l'océan et aux « zones de mouillages ».

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a présenté une convention de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports d'une durée de 30 ans pour 7 descentes à la mer aux fins de libre accès à l'estran :

1. Rue de la plage au Roaliguen pour une surface de 39 m²
2. Cale de Kérignard pour une surface de 48 m²
3. Rue du Raker pour une surface de 35 m²
4. Descente du Roaliguen pour une surface de 150 m²
5. Cale de Beg Lann pour une surface de 230 m²
6. Chemin du Goh Lienn pour une surface de 48,65 m²
7. Chemin des 3 pierres blanches pour une surface de 153 m²

Cette surface totale d'occupation du domaine maritime servira pour l'établissement de la redevance due à l'Etat chaque année.

La commission Aménagement, consultée, a émis un avis favorable.

M. le Maire rappelle que la cale du Beg Lan est bien incluse dans l'AOT demandée. Elle pourra ainsi être « régularisée » après avoir été réparée suite à la tempête de 2008.

M. Dejuqc demande pourquoi la cale côté « chapelle » n'est pas citée ici ?

Il est demandé à M. Loréal, le Directeur de pôle, de vérifier (*Après la séance, il est précisé que la cale est incluse dans l'AOT du perré de Penvins*).


Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **ACCEPTER** la convention de concession proposée pour les 7 cales d'accès à l'océan telle que proposée par l'Etat en annexe ;
- Article 2 :** - **AUTORISER** M. le Maire à signer cette convention et tous documents et actes s'y rapportant.


Annexes : Plans de situation des cales



Annexe : Convention de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports

| | |
|--|--|
|  <p>PRÉFET DU MORBIHAN</p> <p>Direction départementale des territoires et de la mer</p> <p>Délégation à la mer et au littoral</p> <p>Service Aménagement Mer et Littoral</p> <p>Convention de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports établie entre l'Etat et la commune de SARZEAU sur des dépendances du domaine public maritime destinée à l'accès à l'estran aux lieux-dits Beg Lann, Rouliguen, Penvins et Kérignaud</p> <p>Entre</p> <p>L'Etat, représenté par le préfet du Morbihan concédant</p> <p>et la commune de SARZEAU, concessionnaire, représentée par Monsieur le maire</p> <p><u>TITRE I : Objet, nature et durée de la concession</u></p> <p><u>Article L.1 : Objet</u></p> <p>La présente convention a pour objet de fixer les clauses et conditions d'octroi au concessionnaire, d'une concession d'utilisation d'une dépendance du domaine public maritime en dehors des ports d'une superficie totale de 610 m² aux lieux-dits Beg Lann, Rouliguen, Penvins et Kérignaud sur le littoral de la commune de Sarzeau, suivant les plans et annexés. La concession concerne l'occupation du domaine public maritime pour sept descentes à la mer aux fins d'accès libre et gratuit à l'estran.</p> <p><u>Article L.2 : Nature</u></p> <p>La concession est accordée à titre précaire et révocable. Le concessionnaire est réputé bien connaître la consistance de la dépendance qui ne pourra être utilisée pour un usage autre que celui mentionné à l'article susvisé. La concession n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L.2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques. La concession est exclusivement personnelle et le concessionnaire ne peut sous-traiter la gestion de l'occupation ou l'usage sans accord préalable du concédant.</p> | <p><u>Article L.3 : Durée</u></p> <p>La durée de la concession est fixée à 30 ans à compter de la date de l'arrêté préfectoral approuvant la présente convention. Le cas échéant, deux ans au moins avant la date d'expiration de la présente convention, le concessionnaire pourra faire une nouvelle demande d'occupation du domaine public maritime.</p> <p><u>TITRE II : Conditions générales</u></p> <p><u>Article 2-1 : Dispositions générales</u></p> <p>1. Le concessionnaire est tenu de se conformer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir, en obtenant notamment les autorisations qui y sont exigées. • aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de la dépendance. • aux mesures qui lui sont prescrites pour la signalisation des ouvrages maritimes domant accès à la dépendance. Ces mesures n'ouvrent droit à aucune indemnité au profit du concessionnaire. <p>2. Le concessionnaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point aux agents des différents services de l'Etat chargés du contrôle de la concession.</p> <p>3. Le concessionnaire doit préserver la continuité de circulation du public sur le rivage.</p> <p>4. Le stationnement des véhicules terrestres à moteur sont interdits sur la dépendance, objet de la présente concession, sauf autorisation préfectorale.</p> <p>5. Le concessionnaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages, constructions ou installations seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente convention.</p> <p>6. En aucun cas, la responsabilité du concédant ne peut être recherchée par le concessionnaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés aux tiers, à la dépendance ou de gêne apportée son exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution des eaux de la mer.</p> <p>7. Le concessionnaire ne peut élever contre le concédant aucune réclamation liée au trouble résultant soit de mesures temporaires d'ordre public et de police, soit de travaux exécutés par le concédant sur le domaine public.</p> <p><u>Article 2-2 : Risques divers</u></p> <p>Le concessionnaire répond des risques divers liés à l'occupation ou l'utilisation de la dépendance notamment aux ouvrages, constructions, installations, installations s'y trouvant et lui appartenant ou appartenant à ses mandants. Il garantit l'Etat contre le recours des tiers.</p> |
|--|--|

| | |
|--|---|
| <p><u>Article 3-1 : Mesures préalables</u></p> <p>Pour les travaux, les opérations techniques de visite et d'entretien de la concession, le service gestionnaire du domaine public maritime est informé des jours d'intervention, avec un préavis minimum de 15 jours, notamment afin de pouvoir effectuer des contrôles.</p> <p>Le concessionnaire informe le service gestionnaire du domaine public maritime, au moins 48 h avant, du début et de la fin des travaux sur l'estran afin notamment qu'il puisse s'assurer de la remise en état du site.</p> <p>De plus, tout découverte de biens culturels maritimes gisant à la surface des fonds sous-marins ou enfouis doit être signalée, dans les délais réglementaires, aux autorités compétentes.</p> <p>Pour les travaux et les opérations sur l'estran, au moins un mois avant le début de ces travaux, l'entreprise retenue pour les réaliser devra solliciter si nécessaire une autorisation de circuler avec des véhicules à moteur sur le domaine public maritime auprès du service gestionnaire du domaine public maritime. Cette demande devra en outre comporter les renseignements suivants : dates et heures d'intervention, accès empruntés, nombre et type de véhicules et leur immatriculation, nom de la personne responsable du chantier ainsi que son numéro de téléphone,</p> <p><u>Article 3-2 : Travaux</u></p> <p>Tous les travaux doivent être exécutés conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité mis en œuvre suivant les règles de l'art.</p> <p>Les travaux ne doivent pas présenter de danger pour les tiers.</p> <p>Le concessionnaire est tenu de soumettre à l'agrément du service gestionnaire du domaine public maritime en vue de leur approbation, les projets d'intervention sur la dépendance sans que cet agrément puisse en aucune manière engager la responsabilité de l'Etat. Ces projets doivent comprendre tous les plans, dessins, mémoires explicatifs nécessaires pour définir les travaux envisagés et préciser leur mode d'exécution.</p> <p>Le service gestionnaire du domaine public maritime peut prescrire les éventuelles modifications nécessaires à la bonne gestion du domaine public maritime.</p> <p>L'agrément des projets est tacite en cas de défaut de réponse dans le délai de 2 mois.</p> <p>A l'issue des travaux, le concessionnaire fournira au service gestionnaire du domaine public maritime tous les documents (plans, relevés, supports numériques) dans un délai de deux mois après la fin des travaux.</p> <p><u>Article 3-3 : Entretien</u></p> <p>Le concessionnaire est tenu d'entretenir dans les règles de l'art la dépendance ainsi que les ouvrages, constructions et installations se rapportant à la présente convention. A défaut, il peut y être pourvu d'office après mise en demeure restée sans effet dans les délais prescrits et à la diligence du service gestionnaire du domaine public maritime, aux frais, risques et périls du concessionnaire.</p> <p>Les travaux d'entretien font l'objet d'une déclaration adressée au service gestionnaire du domaine public maritime et doivent répondre à ses prescriptions.</p> | <p><u>TITRE III : Travaux et entretien de la dépendance</u></p> <p><u>Article 3-4 : Réparation des dommages causés au domaine public maritime</u></p> <p>Au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des opérations d'entretien, le concessionnaire est tenu d'enlever les dépôts de toute nature, ainsi que les ouvrages provisoires, et de réparer immédiatement les dommages qui peuvent être causés au domaine public maritime ou à ses dépendances, en se conformant, le cas échéant, aux instructions qui lui sont données par le service gestionnaire du domaine public maritime.</p> <p>En cas d'inexécution, il peut y être pourvu d'office et à ses frais, risques et périls, et après mise en demeure restée sans effet dans les délais prescrits et à la diligence du service gestionnaire du domaine public maritime.</p> <p><u>TITRE IV : Terme mis à la concession</u></p> <p><u>Article 4-1 : Remise en état des lieux et reprise de la dépendance</u></p> <p>En cas d'absence de nouvelle autorisation, en cas de révocation ou de résiliation de la présente convention, le concessionnaire doit, à ses frais et après en avoir informé le concédant, remettre les lieux en leur état naturel. Toute trace d'occupation (ouvrages, constructions, installations, etc.) doit être enlevée, qu'elle soit ou non du fait du concessionnaire.</p> <p>Faute pour le concessionnaire d'y pourvoir, il y sera procédé d'office et à ses frais par l'Etat, après mise en demeure restée sans effet, après procédure de contravention de grande voirie et selon les modalités énoncées à l'article « constitution des garanties financières ».</p> <p>Toutefois le concédant peut, s'il le juge utile, exiger le maintien partiel ou total des ouvrages, constructions, installations, etc. ; ces derniers doivent alors être remis en parfait état par le concessionnaire et deviennent la propriété du concédant sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte pour constater ce transfert. Le concédant se trouve alors subrogé à tous les droits du concessionnaire. Il entre immédiatement et gratuitement en leur possession.</p> <p><u>Article 4-2 : Révocation de la concession prononcée par le concédant</u></p> <p><u>Article 4-2-1 : Dans un but d'intérêt général</u></p> <p>A quelque époque que ce soit, le concédant a le droit de retirer la concession dans un but d'intérêt général se rattachant à la conservation ou à l'usage du domaine public maritime moyennant un préavis minimal de six mois.</p> <p>Dans ce cas, il est dressé contradictoirement la liste des divers ouvrages, constructions voire installations à caractère immobilier ayant fait l'objet des déclarations prévues au titre « travaux et entretien de la dépendance ».</p> <p>Au vu de cette liste, le concédant verse au concessionnaire évincé une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour la réalisation des ouvrages, constructions et installations subsistant à la date du retrait, déduction faite de l'amortissement.</p> <p>L'amortissement est réputé effectué par annuités égales sur la durée normale d'utilisation, cette durée ne pouvant en tout état de cause dépasser celle restant à couvrir jusqu'au terme de la présente concession.</p> <p>L'indemnité allouée ne peut au surplus être supérieure à la valeur de ces ouvrages, constructions et installations figurant au bilan, déduction faite des amortissements correspondants réellement pratiqués. Le règlement de cette indemnité vaut acquisition des biens sur lesquels elle porte.</p> |
| <p><u>TITRE III : Travaux et entretien de la dépendance</u></p> <p><u>Article 3-1 : Mesures préalables</u></p> <p>Pour les travaux, les opérations techniques de visite et d'entretien de la concession, le service gestionnaire du domaine public maritime est informé des jours d'intervention, avec un préavis minimum de 15 jours, notamment afin de pouvoir effectuer des contrôles.</p> <p>Le concessionnaire informe le service gestionnaire du domaine public maritime, au moins 48 h avant, du début et de la fin des travaux sur l'estran afin notamment qu'il puisse s'assurer de la remise en état du site.</p> <p>De plus, tout découverte de biens culturels maritimes gisant à la surface des fonds sous-marins ou enfouis doit être signalée, dans les délais réglementaires, aux autorités compétentes.</p> <p>Pour les travaux et les opérations sur l'estran, au moins un mois avant le début de ces travaux, l'entreprise retenue pour les réaliser devra solliciter si nécessaire une autorisation de circuler avec des véhicules à moteur sur le domaine public maritime auprès du service gestionnaire du domaine public maritime. Cette demande devra en outre comporter les renseignements suivants : dates et heures d'intervention, accès empruntés, nombre et type de véhicules et leur immatriculation, nom de la personne responsable du chantier ainsi que son numéro de téléphone,</p> <p><u>Article 3-2 : Travaux</u></p> <p>Tous les travaux doivent être exécutés conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité mis en œuvre suivant les règles de l'art.</p> <p>Les travaux ne doivent pas présenter de danger pour les tiers.</p> <p>Le concessionnaire est tenu de soumettre à l'agrément du service gestionnaire du domaine public maritime en vue de leur approbation, les projets d'intervention sur la dépendance sans que cet agrément puisse en aucune manière engager la responsabilité de l'Etat. Ces projets doivent comprendre tous les plans, dessins, mémoires explicatifs nécessaires pour définir les travaux envisagés et préciser leur mode d'exécution.</p> <p>Le service gestionnaire du domaine public maritime peut prescrire les éventuelles modifications nécessaires à la bonne gestion du domaine public maritime.</p> <p>L'agrément des projets est tacite en cas de défaut de réponse dans le délai de 2 mois.</p> <p>A l'issue des travaux, le concessionnaire fournira au service gestionnaire du domaine public maritime tous les documents (plans, relevés, supports numériques) dans un délai de deux mois après la fin des travaux.</p> <p><u>Article 3-3 : Entretien</u></p> <p>Le concessionnaire est tenu d'entretenir dans les règles de l'art la dépendance ainsi que les ouvrages, constructions et installations se rapportant à la présente convention. A défaut, il peut y être pourvu d'office après mise en demeure restée sans effet dans les délais prescrits et à la diligence du service gestionnaire du domaine public maritime, aux frais, risques et périls du concessionnaire.</p> <p>Les travaux d'entretien font l'objet d'une déclaration adressée au service gestionnaire du domaine public maritime et doivent répondre à ses prescriptions.</p> | <p><u>TITRE IV : Terme mis à la concession</u></p> <p><u>Article 4-1 : Remise en état des lieux et reprise de la dépendance</u></p> <p>En cas d'absence de nouvelle autorisation, en cas de révocation ou de résiliation de la présente convention, le concessionnaire doit, à ses frais et après en avoir informé le concédant, remettre les lieux en leur état naturel. Toute trace d'occupation (ouvrages, constructions, installations, etc.) doit être enlevée, qu'elle soit ou non du fait du concessionnaire.</p> <p>Faute pour le concessionnaire d'y pourvoir, il y sera procédé d'office et à ses frais par l'Etat, après mise en demeure restée sans effet, après procédure de contravention de grande voirie et selon les modalités énoncées à l'article « constitution des garanties financières ».</p> <p>Toutefois le concédant peut, s'il le juge utile, exiger le maintien partiel ou total des ouvrages, constructions, installations, etc. ; ces derniers doivent alors être remis en parfait état par le concessionnaire et deviennent la propriété du concédant sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte pour constater ce transfert. Le concédant se trouve alors subrogé à tous les droits du concessionnaire. Il entre immédiatement et gratuitement en leur possession.</p> <p><u>Article 4-2 : Révocation de la concession prononcée par le concédant</u></p> <p><u>Article 4-2-1 : Dans un but d'intérêt général</u></p> <p>A quelque époque que ce soit, le concédant a le droit de retirer la concession dans un but d'intérêt général se rattachant à la conservation ou à l'usage du domaine public maritime moyennant un préavis minimal de six mois.</p> <p>Dans ce cas, il est dressé contradictoirement la liste des divers ouvrages, constructions voire installations à caractère immobilier ayant fait l'objet des déclarations prévues au titre « travaux et entretien de la dépendance ».</p> <p>Au vu de cette liste, le concédant verse au concessionnaire évincé une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour la réalisation des ouvrages, constructions et installations subsistant à la date du retrait, déduction faite de l'amortissement.</p> <p>L'amortissement est réputé effectué par annuités égales sur la durée normale d'utilisation, cette durée ne pouvant en tout état de cause dépasser celle restant à couvrir jusqu'au terme de la présente concession.</p> <p>L'indemnité allouée ne peut au surplus être supérieure à la valeur de ces ouvrages, constructions et installations figurant au bilan, déduction faite des amortissements correspondants réellement pratiqués. Le règlement de cette indemnité vaut acquisition des biens sur lesquels elle porte.</p> |

| | |
|---|--|
| <p>Lorsqu'il résulte du retrait un préjudice pour le concessionnaire supérieur à la valeur fixée à l'alinéa précédent du fait du mode de financement des travaux, ce préjudice est indemnisé par entente amiable ou, à défaut, par voie contentieuse.</p> <p>Article 4-2-2 : Pour inexécution des clauses de la convention La concession peut être révoquée, sans indemnisation, un mois après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée sans effet en cas d'inexécution des clauses et conditions de la présente convention, ainsi qu'en cas de non usage de la dépendance concédée dans un délai de 1 an ou de cessation de son usage pendant une durée de 1 an. Dans ces cas-là, les dispositions de l'article « remise en état des lieux et reprise de la dépendance » s'appliquent.</p> <p>Article 4-3 : Résiliation à la demande du concessionnaire La concession peut être résiliée avant l'échéance normalement prévue à la demande du concessionnaire. Cette résiliation produit les mêmes effets que ceux prévus à l'article « remise en état des lieux et reprise de la dépendance ».</p> <p style="text-align: center;">TITRE V : Conditions financières</p> <p>Article 5-1 : Frais de publicité Les frais de publicité et d'impression inhérents à la présente convention sont à la charge du concessionnaire.</p> <p>Article 5-2 : Constitution de garanties financières Sans objet.</p> <p>Article 5-3 : Redevance domaniale La concession est accordée à titre gratuit à la commune de SARZEAU sous réserve que ces descentes à la mer soient libres d'accès au public et non payantes.</p> <p>Article 5-4 : Frais de construction et d'entretien Tous les frais de modification et d'entretien de la dépendance, et d'enlèvement des divers matériaux sont à la charge du concessionnaire.</p> <p>Article 5-5 : Indemnités dues à des tiers Le concessionnaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui peuvent être dues à des tiers en raison de travaux ou de la présence des ouvrages, constructions ou installations, objets de la présente convention.</p> <p>Article 5-6 : Impôts Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et notamment des taxes foncières, auxquels est ou pourrait être assujettie la concession. Le concessionnaire est tenu en outre, le cas échéant, de souscrire lui-même la déclaration des constructions nouvelles prévues à l'article 1406 du code général des impôts pour bénéficier, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des impôts fonciers.</p> | <p style="text-align: center;">TITRE VII : Dispositions diverses</p> <p>Article 7-1 : Mesures de police Les mesures de police qui sont nécessaires dans l'intérêt de la conservation de la dépendance, de la sécurité publique et du bon ordre public peuvent être prises par le maire de SARZEAU, le préfet ou son représentant, le concessionnaire entendu.</p> <p>Article 7-2 : Droits des tiers Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.</p> <p>Article 7-3 : Notifications administratives Le concessionnaire fait élection de domicile à la mairie de SARZEAU. Il doit en outre désigner sur place un représentant qualifié pour recevoir au nom du concessionnaire toutes notifications administratives. A défaut de cette désignation, toutes les notifications sont valablement faites à la mairie de SARZEAU.</p> <p style="text-align: center;">TITRE VIII : Approbation de la convention</p> <p>Article 8 : Approbation La présente convention doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation, et doit lui être annexée.</p> <p>Vu et accepté A <u>Sarzeau</u>, le <u>13 Juillet 2016</u>. Le maire,</p> <p style="text-align: center;">DAVID LAPPARTIENT Maire de Sarzeau</p>  <p style="text-align: right;">A Vannes, le Le préfet du Morbihan, pour le préfet du Morbihan et par délégation, Le chef de l'unité Vannes littoral, David FOURNIER</p> <p>Annexes : - Plan de localisation de la concession d'utilisation du domaine public maritime - Plans de masse des dépendances</p> |
|---|--|

2016-128. FEDERATION FRANÇAISE DE RANDONNEE : CONVENTION POUR LE BALISAGE DES CHEMINS

M. le Maire rappelle que la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRandonnée), délégataire du Ministre des sports, est l'expert pour la gestion et le balisage des circuits de randonnée. Elle possède la charte de balisage référente en la matière et des bénévoles formés pour ce type d'actions.

La fédération du Morbihan propose à la commune de Sarzeau de bénéficier de son expertise et de son savoir-faire via une convention concernant :

- L'expertise des sentiers selon une grille d'évaluation nationale qui comporte des critères pertinents pour les randonneurs et promeneurs sur les plans de la qualité des itinéraires, de leur intérêt et de leur environnement;
- Le balisage initial et l'entretien annuel du balisage des sentiers (peinture et signalétique directionnelle) pour une amélioration qualitative du réseau.

Les sentiers concernés par la convention annexée sont les circuits de Petite Randonnée (PR) classés au Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée Pédestre (P.D.I.P.R.). Ils représentent environ 80 km en 2016.

La présente convention est établie pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction, entre la Commune de Sarzeau, la FFRandonnée (Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Morbihan) et l'association Le Promeneur de Rhuys.

Une annexe à la convention précisant les modalités d'intervention sera signée et actualisée lors du dernier trimestre de chaque année. Les montants indiqués s'appliquent net de TVA.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 :** - **ADOPTER** le projet de convention de balisage des itinéraires de randonnée proposée par la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRandonnée) conformément au projet présenté en annexe ;
- Article 2 :** - **AUTORISER** M. le Maire à signer la convention proposée par la FFRandonnée ainsi que tous les documents et actes s'y rapportant ;
- Article 3 :** - **PRECISER** que l'annexe 1 à la convention précisant les modalités d'intervention sera actualisée lors du dernier trimestre de chaque année et **AUTORISER** M. le Maire à signer ce document mis à jour.

Annexe : Convention de balisage des itinéraires de randonnée

Comité départemental
Morbihan

CONVENTION DE
BALISAGE D'UN ITINERAIRE DE RANDONNEE

Entre la commune de SARZEAU

Représentée par son représentant légal....

Le comité départemental de la randonnée pédestre du Morbihan dont le siège est 9 rue François-Joseph Broussais à Vannes

Représenté par sa présidente Nelly PLEYBER

Et l'association affiliée Le Promeneur de Rhuy

Représentée par sa présidente Annick LE BARILLEC

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

la présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie en ce qui concerne la réalisation du balisage du circuit et l'effacement des anciennes traces de balisage qui ne seraient pas aux normes définies dans l'article ci dessous.

ARTICLE 2 - MISSIONS DU COMITÉ

Les baliseurs qualifiés, formés par le comité 56 et mandatés par l'association, interviennent en respectant :

- La charte de qualité de la Randonnée Pédestre en Morbihan
- La charte officielle du Balisage et de la Signalisation de la Fédération édition 2006
- Le tracé du circuit (sur carte IGN, échelle 1/25 000e), à baliser et éventuellement de l'ancien circuit à dé-baliser

Le comité fournira l'équipement du baliseur (outillage, adhésif, peinture...)

ARTICLE 3 - MISSIONS DE L'ASSOCIATION AFFILIÉE

L'association :

- Adressera à l'autorité compétente un planning prévisionnel d'intervention pendant la durée du label
- Nommera la personne responsable de la réalisation et donnera les coordonnées de cette personne aux partenaires
- S'assurera de la qualité et du maintien du balisage.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le maître d'œuvre du circuit accorde au comité 56 pour la réalisation des missions définies dans l'article 2 une contribution forfaitaire de 25€/km pour la création du balisage la première année et de 15€/km pour l'entretien du balisage les années suivantes

Cette contribution financière couvre pour le comité56 :

- les frais de déplacement des baliseurs
- la fourniture du petit matériel (pinceau, grattoir, sécateur, ...)
- la peinture, le ruban adhésif, les sticks...
- la production d'un rapport à la fin de l'intervention
- les frais engagés par l'association
- la pose des lames directionnelles fournies par la commune ainsi que leurs supports métalliques et la clé spécifique et les vis

ARTICLE 5 – ASSURANCES

Le comité 56 déclare être civilement assuré pour les dommages qu'il pourrait causer du fait des interventions au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODALITES D'INTERVENTION

Elles sont définies dans l'annexe 1 ci-jointe.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction. Une annexe à la convention peut-être proposée tous les ans au cours du dernier trimestre. Chacune des parties aura la faculté de mettre fin à la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date de l'échéance prévue.

En cas de manquement de l'une des parties à l'une de ses obligations, il sera également possible de résilier la présente convention, par l'envoi aux autres partenaires d'une lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date souhaitée de résiliation.

Fait en trois exemplaires à nous retourner signés.

A Vannes le :

La commune de..... L'association..... Le comité 56



ANNEXE 1 A LA CONVENTION DE BALISAGE D'UN ITINERAIRE DE RANDONNEE

MODALITES D'INTERVENTION

L'association affiliée Le Promeneur de Rhuys intervient une fois l'an pour assurer la création et le suivi du balisage des circuits de randonnée suivants :

- PR le circuit du patrimoine 11 km
- PR les parcs ostréicoles 13 km
- PR regards sur le golfe 7,2 km
- PR vue sur les îles 4,5 km
- PR détour par le port 7,8 km
- PR au cœur de la forêt 11 km
- PR regards sur l'océan 10 km
- PR sur les pas de nos ducs 10,7 km

L'intervention porte donc sur 74,2 km de chemins.

Son intervention consiste

- au renforcement du balisage, rendu plus fréquent par l'obligation d'utiliser des peintures à l'eau moins nocives pour l'environnement.

La contribution pour la création du balisage, sur la base du forfait de 25€/km, s'élève à :
 $0 \text{ km} \times 25\text{€/km} = 0 \text{ €}$ en 2017

La contribution pour l'entretien du balisage, sur la base du forfait de 15€/km, s'élève à :
 $74,2 \text{ km} \times 15\text{€/km} = 1130 \text{ €}$ en 2017, en 2018, en 2019, en 2020, en 2021

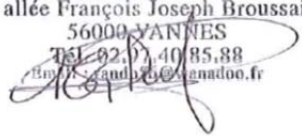
50% sera reversé à l'association Le Promeneur de Rhuys pour les frais engagés lors de ces interventions.

Fait en trois exemplaires à nous retourner signés.

A Vannes le :

La commune de..... L'association.....

FFRandonnée Morbihan
Le comité 56 sport
9, allée François Joseph Broussais
56000 VANNES
Tél : 02 97 40 85 88
Email : comite56@ffrandonnee.fr



TRAVAUX

2016-129. LA POSTE : CONVENTION RELATIVE A L'IMPLANTATION D'UNE BATTERIE CIDEX AU 44 RUE DES VENETES

M. Benoît expose que, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, la poste doit distribuer à domicile, tous les jours ouvrables et sauf circonstances exceptionnelles, les envois postaux qui lui sont confiés.

Dans ce cadre et afin de faciliter l'organisation des tournées, la poste propose la mise en place d'une organisation spécifique de la distribution fondée sur le regroupement des points de desserte, organisation caractérisée par l'implantation d'un équipement terminal fourni et entretenu gratuitement pour la réception des objets de correspondance ordinaire.

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions d'installation et de fonctionnement des boîtes CIDEX.

Cette convention est conclue pour la durée d'exploitation des équipements.

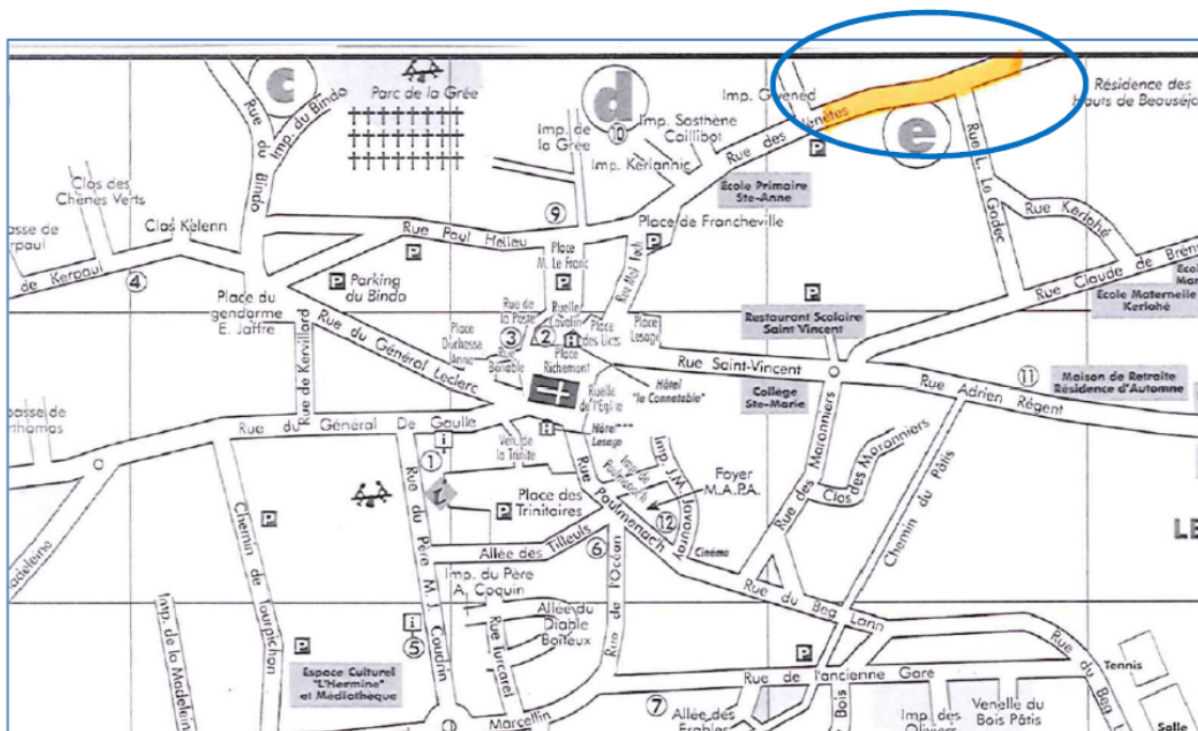
La commission travaux, sollicitée par courriel, a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :

- Article 1 : - **APPROUVER** la convention relative à l'implantation d'une batterie cidex au 44 Rue des Vénètes à Sarzeau ;
- Article 2 : - **AUTORISER** M. le Maire à signer la convention proposée ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Annexe : plan



Annexe : La Poste – Convention CIDEX rue des Vénètes

| | |
|--|--|
| <p style="text-align: center;">CONVENTION RELATIVE A L'IMPLANTATION D'UNE BATTERIE CIDEX</p> <p>Entre les soussignés</p> <p>LA POSTE, Société Anonyme au capital de 3 800 000 000 euros – inscrite sous le numéro 356 000 000 au registre du commerce et des sociétés de Paris, dont le siège social est situé : 44 boulevard de Vaugirard 75757 Paris CEDEX</p> <p>Représentée par Mme BOURDAIS GALMARD agissant en qualité de directrice de la DSCC Ouest Bretagne.</p> <p>Ci-après dénommée La Poste d'une part,</p> <p>Et la Mairie de Sarzeau d'autre part.</p> <p>PREAMBULE</p> <p>Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, La Poste doit distribuer à domicile, tous les jours ouvrables et sauf circonstances exceptionnelles, les envois postaux qui lui sont confiés.</p> <p>Dans ce cadre et afin de faciliter l'organisation des tournées, La Poste propose la mise en place d'une organisation spécifique de la distribution fondée sur le regroupement des points de desserte, organisation caractérisée par l'implantation d'un équipement terminal fourni et entretenu gratuitement pour la réception des objets de correspondance ordinaire.</p> <p>IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIV</p> <p>ARTICLE 1 - OBJET</p> <p>Le présent contrat a pour objet de définir les conditions d'installation et de fonctionnement des boîtes CIDEX.</p> <p>ARTICLE 2 – ADHESION DES ADMINISTRÉS CONCERNES</p> <p>L'implantation de l'équipement terminal CIDEX nécessite l'adhésion volontaire des administrés concernés à ce système de distribution. En cas de refus, il leur sera demandé de s'équiper d'une boîte aux lettres normalisée située en bordure de voie ouverte à la circulation publique.</p> <p>ARTICLE 3 - DUREE DU CONTRAT</p> <p>Le présent contrat entre en vigueur dès la signature des parties pour une durée indéterminée.</p> <p>Chacune des parties pourra résilier le contrat à tout moment moyennant le respect d'un préavis de six mois. La résiliation sera opérée par lettre recommandée avec avis de réception.</p> | <p>ARTICLE 4 - PROPRIETE DU MATERIEL</p> <p>L'équipement terminal CIDEX appartient à La Poste et a vocation à rester sa propriété exclusive, y compris après implantation.</p> <p>ARTICLE 5 - EMPLACEMENT DU MATERIEL</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La Poste installera une batterie de 4 boîtes au niveau du 44 rue des Vénètes 56370 SARZEAU 2) Le positionnement des boîtes se fait en limite de voie publique. 3) L'orientation et l'emplacement des appareils sont déterminés d'un commun accord entre les représentants des deux parties. 4) Toute modification d'emplacement des matériels devra faire l'objet d'une concertation préalable entre les parties. Cette concertation portera sur le choix du nouvel emplacement et sur sa prise en charge financière. <p>ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE LA POSTE</p> <p>6.1 Mise en service et maintenance des appareils</p> <p>La Poste assure la mise en service de la batterie CIDEX dont elle est propriétaire..</p> <p>Les frais consécutifs à l'implantation ou à la suppression des matériels sont à la charge exclusive de La Poste.</p> <p>6.2 Maintenance</p> <p>La Poste réalise les opérations courantes d'entretien et les maintenances nécessaires au bon fonctionnement de la batterie CIDEX.</p> <p>ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA MAIRIE</p> <p>7.1 Garantie</p> <p>Dès réception de la présente convention signée par la Mairie valant accord des CIDEX La Poste prend en charge (décret n° 91.1147 du 14 octobre 1991 modifié) les démarches auprès de tous les organismes susceptibles de détenir des informations sur l'existence et les zones d'implantation éventuelles des ouvrages souterrains de transport ou de distribution.(EDF,ORANGE, Service des EAUX ...)</p> <p>7.2 Mise à disposition gratuite de l'emplacement</p> <p>L'emplacement destiné à l'implantation de la batterie CIDEX est mis gratuitement à la disposition de La Poste.</p> |
|--|--|

SIMULATION



ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

La partie qui n'aura pas exécuté ses obligations contractuelles sera responsable des dommages résultant de ce manquement.

ARTICLE 9 - FORCE MAJEURE

L'exécution des obligations incombant à chacune des parties aux termes du présent contrat pourra être suspendue dans le cadre de la survenance d'un événement de force majeure.

ARTICLE 10 - ASSURANCE

Les bailleries sont assurées par La Poste contre tous les risques créés par eux, du fait de leur présence et/ou de leur utilisation, dans des conditions normales.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Le non-respect de ses obligations par l'une des parties autorise l'autre partie à résilier le présent contrat de plein droit.

La résiliation prend effet 1 mois après l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception d'une mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 12 - DIFFERENDS

Tout différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent contrat donne lieu à une tentative d'accord amiable entre les parties.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant la juridiction judiciaire compétente.

Fait en deux exemplaires originaux.

A SARZEAU le 14/09/2016

Pour La Poste,




Pour la Mairie,



INTERCOMMUNALITE

2016-130. CCPRHUYS : AVANCEMENT DU PROJET D'EQUIPEMENT SPORTIF INTERCOMMUNAL

M. le Maire, président de la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys (CCPR), rappelle que l'EPCI détient la compétence pour la construction et la gestion d'un nouvel équipement sportif intercommunal.

Or, dans le cadre des recherches de co-financements, le Département et la Région se sont déclarés favorables à la création d'un équipement sportif de dimension régionale ; en effet, conformément au programme négocié avec l'Etat, la Région avait prévu de financer un vélodrome couvert qui n'a, à ce jour, pas pu se concrétiser dans le Morbihan.

Aussi, la réflexion, en accord avec les élus communautaires, s'oriente-elle désormais vers la construction d'une « ARENA » destinée à couvrir les besoins locaux, mais aussi ceux exprimés par la future agglomération, le département du Morbihan et la Région Bretagne pour accueillir des compétitions et des événements d'envergure nationale.

NB : Dans plusieurs langues (allemand, anglais, espagnol et italien notamment), arena désigne une enceinte pouvant accueillir des spectacles, des concerts ou des événements sportifs. C'est la raison pour laquelle de nombreux stades et salles multisports arborent le mot arena dans leur nom..

M. le Maire présente l'évolution du projet au stade actuel de la réflexion tel que proposé au Conseil communautaire du 23 septembre 2016.

Il précise que le compromis de vente du terrain d'assiette a été signé courant septembre. La modification du PLU validée ce jour permettra d'implanter le projet, ce qui était déjà prévu au niveau de l'équipement initial. De nouvelles voies structurantes et des améliorations des voiries existantes sont prévues, conformément au Plan de référence adopté par la commune il y a déjà quelques années.

La CCPRhuys a délibéré le 23 septembre en faveur de ce projet. Le 5 octobre, il est prévu de délibérer à nouveau pour confier la réalisation du projet à la SPL Equipement du Morbihan dont la CCPRhuys va devenir actionnaire, en accord avec le département.

La SPL pourra ainsi assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée et réaliser le projet pour le compte de la future agglomération qui va prendre le relai de la Communauté de communes.

Ce projet est estimé à 25 M€ TTC ; le financement est assuré par la participation de l'Etat et des collectivités.

La commune devra assurer les aménagements urbains supplémentaires pour un montant estimé à ce jour à 2 852 000 € TTC.

M. le Maire souhaite remercier le Président de la Région, M. Le Drian, et le Président du Conseil départemental, M. Goulard, pour leur soutien sur ce projet.

M. Couëdel demande quel sera le coût de fonctionnement de cet équipement et qui l'assurera ?

M. le Maire estime que le budget sera de l'ordre de 500 K€ par an. Il précise que les collectivités participeront en fonction des épreuves ou manifestations qui auront lieu sur le site.

Des événements, autres que sportifs, et de dimension régionale, départementale voire nationale pourront également y être organisés afin de rentabiliser l'ARENA.

Mme Riédi se réjouit que l'agglomération puisse porter un tel projet.

Elle note que les crédits alloués ne le seront pas pour un autre projet, c'est entendu ; l'Etat et les collectivités sont aujourd'hui prêts à dégager 25 Me qui ne se représenteront peut-être pas. Le financement sera pourtant bien porté par les impôts, quel que soit le financeur, ce qui la gêne un peu.

On peut regretter que toutes les questions ne soient pas encore traitées, comme par exemple le budget de fonctionnement ; le montant de 500 K€ évoqué semble faible.

Par ailleurs, qu'en sera-t-il de la disponibilité pour les associations locales, quelle place leur sera allouée au regard des évènements envisagés.

Mme Riédi estime également que le projet nécessite une nouvelle adaptation du PLU et d'autres aménagements qui devront être faits très rapidement.

Si elle perçoit les effets positifs (commerce...), elle s'interroge également sur les enjeux de circulation et de pollution, sur l'adhésion des élus communautaires de la future agglo...

Elle estime que ce projet n'apportera peut-être pas l'activité économique attendue et ne favorisera peut-être pas l'accroissement de l'attractivité pour les jeunes (coût du foncier ? emploi ?).

Pour ces raisons, elle s'est abstenue devant le Conseil Communautaire le 23 septembre. Aujourd'hui, elle souhaiterait que le vote puisse se scinder en 2 car elle ne voudrait pas voter sur l'article 2 tel que proposé ce soir car les impacts financiers restent encore incertains. Elle ne souhaite pas s'opposer au projet mais s'interroge sur les enjeux et regrette de ne pas avoir l'ensemble des éléments.

M. le Maire souhaite apporter quelques précisions.

Tout d'abord, il n'y a pas d'études à réaliser en particulier avant le 1^{er} janvier 2017 ; la SPL se verra confier le dossier et elle commencera à travailler.

Il confirme que, concernant le financement, le CNDS peut intervenir seulement si le projet est proposé cette année car les budgets sont rares et/ou déjà engagés pour les années à-venir ; il est vrai que, si on attend, le projet « ARENA » ne se fera pas.

L'équipement « local » pourrait néanmoins se réaliser puisque la CCPRhuys avait le financement pour construire sa salle, mais à une dimension « locale » et pas celle de l'agglomération ou au-delà.

Le Comité de Pilotage de la fusion, composé des Présidents, a émis un avis favorable même si le Bureau des Maires de l'Agglomération n'a effectivement pas « voté » le projet à ce stade.

Le Président de la CCPRhuys a bien saisi le Président de l'Agglomération avec les éléments présentés ; il n'y a pas eu de réponse « officielle » à cette notification.

Dans ces conditions, la décision a été d'avancer dans le projet d'ARENA sur Sarzeau, en accord et avec le soutien des présidents de la Région et du Département.

Concernant les enjeux, la circulation par exemple nécessitera des aménagements, comme renforcer les lignes de bus ces jours-là, en fonction de la jauge de la manifestation. Ce sont des pratiques « usuelles » lorsque l'on accueille un évènement majeur. La politique « événementielle » reste à imaginer car ce n'était pas le projet de la Communauté de communes.

Mme Riédi réitère sa position. Il ne s'agit pas de s'opposer au projet mais bien de souligner qu'il faudra être vigilant car tous les impacts ne sont pas mesurés.

Le Plan de référence du bourg prévoyait déjà des aménagements, notamment celui de la rue Adrien régent. Concernant le terrain du CTM, il n'y a actuellement plus de projet de cession à court terme ; le pôle médical n'a pas pu se faire et les projets de construction du bourg

M. le Maire précise que, en réalité, l'échéancier n'était pas fixé ; il compte sur la disparition de la contribution au FPIC et peut-être un peu de Dotation de solidarité communautaire (DSC) pour faciliter la réalisation anticipée de ces travaux...

Le débat s'engage entre Mme Riédi et M. le Maire sur les possibilités d'aménagement de l'entrée de ville.

M. le Maire propose de voter séparément les articles 1 et 2 suite à la demande de Mme Riédi, bien qu'il ait été précisé que le groupe d'opposition ne votera pas « pour »...

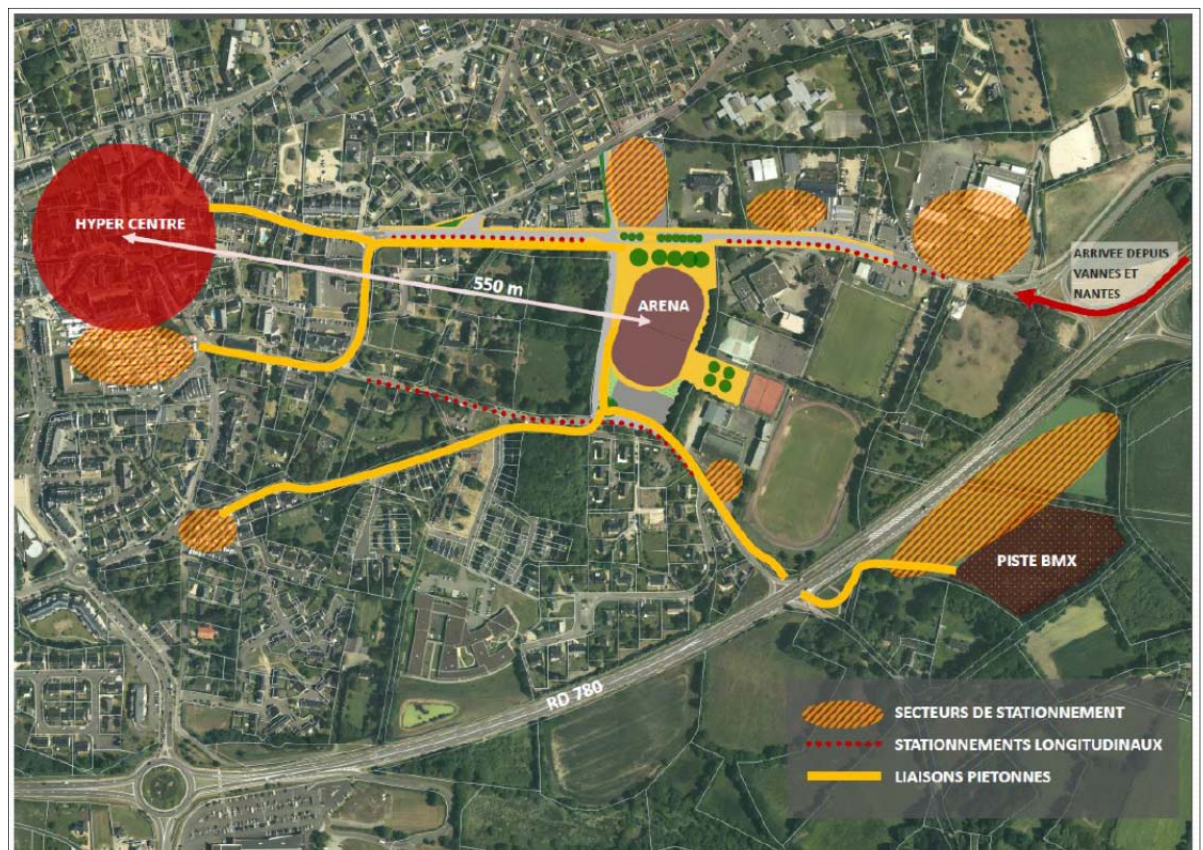
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 ABSTENTIONS (*Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy*), décide de :

Article 1 : - EMETTRE un avis FAVORABLE sur le projet d'équipement sportif porté par la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys (CCPRhuys) tel que présenté en séance ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la MAJORITE de ses membres présents ou représentés, par 25 voix POUR et 4 voix CONTRE (*Mme Riédi, M. David, Mme Portié-Louise, M. Le Roy*), décide de

Article 2 : - VALIDER l'engagement de la commune de réaliser l'aménagement de la rue Adrien Régent et la création des voies nouvelles ainsi que le réaménagement du parking de l'ancien centre technique municipal.

Annexe : Projet d'ARENA - implantation



Annexe : ARENA – plan de financement prévisionnel (23.09.2016)

| ARENA - Vélodrome - Complexe sportif | | | | |
|---|---------------------|---------------------|-------------------------------------|---------------------|
| Plan de financement prévisionnel | | | | |
| Dépenses | | | Recettes | |
| | Montant € HT | Montant € TTC | | part |
| Maitrise d'œuvre et missions annexes (13%) | 2 116 000 € | 2 540 000 € | Etat : | 19,81% |
| Travaux de construction et imprévus | 16 276 000 € | 19 530 000 € | CNDS | 17,80% |
| Acquisition foncière | 397 300 € | 397 300 € | Fonds de soutien à l'investissement | 2,00% |
| | | | Conseil Régional de Bretagne | 22,25% |
| | | | Conseil Départemental du Morbihan | 17,80% |
| | | | CCP Rhuys /Agglo (travaux) | 22,25% |
| | | | CCP Rhuys (acquisition foncière) | 1,77% |
| | | | Recettes (FCTVA) | 16,11% |
| Total | 18 789 300 € | 22 467 300 € | 22 467 300 € | |
| Aménagements urbains complémentaires | | | | |
| Plan de financement prévisionnel | | | | |
| | Montant € HT | Montant € TTC | | part |
| Travaux urbains d'infrastructures | 2 180 000 € | 2 616 000 € | Conseil départemental (TSD) | 7,19% |
| Acquisition foncière * | 200 000 € | 200 000 € | Etat (DETR) | 2,81% |
| Démolition | 30 000 € | 36 000 € | Commune Sarzeau | 74,75% |
| | | | FCTVA | 15,25% |
| Total | 2 410 000 € | 2 852 000 € | Total | 2 852 000 € |
| TOTAL GENERAL | 21 199 300 € | 25 319 300 € | TOTAL GENERAL | 25 319 300 € |

* Pour mémoire : le terrain mis à disposition par la commune de Sarzeau, pour le stationnement (parcelle ancien centre technique municipal) + parcelle devant le restaurant scolaire sont évalués à 874 000 €.

2016-131. CCPRHUYS : RAPPORT D'ACTIVITE 2015

M. le Maire rappelle que la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuis (CCPR) présente tous les ans un rapport d'activité qui établit un bilan de toutes les décisions et actions engagées dans chaque secteur.

C'est un document de référence qui donne une vision complète de toutes les actions conduites par l'EPCI aussi bien dans les services quotidiens apportés à la population qu'à travers les grands chantiers d'intérêt communautaire.

La réalisation du rapport d'activité répond à l'obligation légale prévue par la loi du 12 juillet 1999 qui demande au Président de l'EPCI d'adresser annuellement au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de la Communauté de communes.

Le rapport d'activité 2015 a été approuvé par les élus du Conseil communautaire. Il est ensuite présenté à l'ensemble des élus de la Presqu'île lors des conseils municipaux des communes membres.

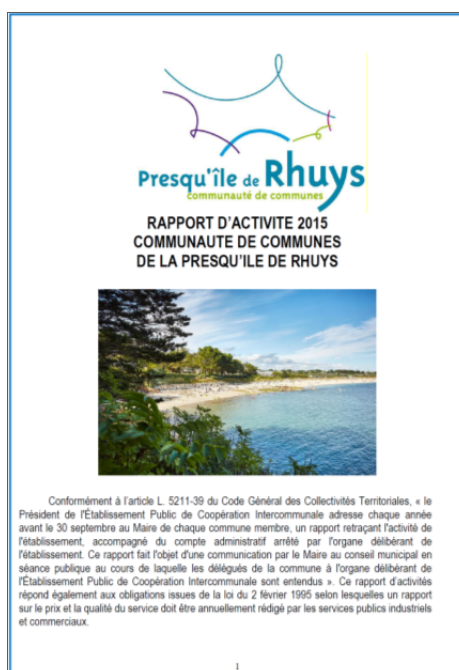
La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés :

Article 1 : - PREND ACTE du rapport d'activité 2015 de la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuis (CCPRhuys).

Annexe : rapport d'activité CCPRhuys 2015 (pour mémoire)



2016-132. CCPRHUYS : RAPPORT 2015 SUR LA GESTION DES DECHETS

M. le Maire rappelle que dans le cadre de sa compétence collecte, élimination et valorisation des déchets, la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys (CCPR) a transmis à la Commune son rapport annuel 2015.

Une synthèse des principaux éléments est proposée en annexe.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

M. le Maire rappelle que la CCPRhuys a décidé cette année d'une baisse de la fiscalité lié à la, gestion des déchets ; une somme de 100 000 € environ a été déduite de la TEOM attendue, ce qui représente une baisse, légère pour chaque foyer mais de l'ordre de 100 K€ pour la communauté de communes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés :

- Article 1 :**
- **PREND ACTE** du rapport présenté par la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys (CCPR) sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'exercice 2015.

Annexe : rapport annuel 2015 sur la gestion des déchets - synthèse

**RAPPORT ANNUEL
SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC
D'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS**
SYNTHESE - ANNEE 2015
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE RHUYS

Compétences en matière de déchets :

**Protection et mise en valeur de l'environnement :
collecte, élimination et valorisation des déchets
ménagers, gestion des déchèteries.**

| | POPULATION INSEE 2015 | POPULATION DGF 2015 |
|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| ARZON | 2 164 | 7 015 |
| SAINT-ARMEL | 870 | 1 156 |
| SAINT-GILDAS DE RHUYS | 1 711 | 4 117 |
| SARZEAU | 7 866 | 13 535 |
| LE TOUR-DU-PARC | 1 179 | 1 614 |
| TOTAL | 13 790 | 27 437 |
| Evolution / 2014 | 0% | 0% |

LE SERVICE ENVIRONNEMENT
Activités

- Collecte et traitement des ordures ménagères
- Collectes sélectives
- Exploitation de 3 déchèteries
- Collecte en porte à porte des encombrants
- Actions de communication et de prévention

A noter : Activités supprimées en 2015 : exploitation d'une écostation (mai 2015), enlèvement des véhicules usagés, collecte des DASRI, collecte en porte à porte des DEEE

Personnel

19 agents « équivalent temps plein » :

Administration et gestion du service : 1 technicien

Chargé de mission « prévention et colonnes enterrées » : 1 technicien

Responsable collecte : 1 agent de maîtrise

Agents de collecte et d'entretien, mécanicien : 16 agents techniques

A noter : 1 agent titulaire en moins en 2015

Equipements

- Conteneurs
 - ✓ ordures ménagères (couverts verts) individuels et collectifs
 - ✓ emballages/papiers (couverts jaunes)
 - ✓ verre (couverts orange)
- Colonnes à verre
- Colonnes enterrées pour ordures ménagères, emballages/papiers et verre
- 5 BOM, 2 VL, 1 VU, 2 camions amplirolls, 1 tribenne, 1 tractopelle

A noter : 1 Benne à ordures ménagères supprimée en 2015

Infrastructures

- Un Centre Administratif et Technique (C.A.T.), zone de Kerollaire Nord à Sarzeau,
- 3 déchèteries : Sarzeau, Arzon, Saint-Gildas
- 1 écostation : Le Tour-du-Parc *
- Un quai de transfert d'ordures ménagères*,
- Une aire de compostage des déchets verts*,
- Une aire de tri des encombrants*

**A noter : Ecostation de Le Tour du Parc fermée en mai 2015*

**gestion déléguée au SYSEM (compétence Traitement)*

LES INDICATEURS TECHNIQUES DU SERVICE ENVIRONNEMENT

Données Générales : Quantité Totale de déchets collectés sur le territoire

| NATURE DES DECHETS | 2015 | | | | 2014 | | |
|-----------------------------------|---------------|--------------------|----------------------|-----------------------|---------------|--------------------|----------------------|
| | Tonnage | Ratio (kg/hab DGF) | Ratio (kg/hab INSEE) | Evolution tonnage N-1 | TONNAGES 2014 | ratio (kg/hab DGF) | Ratio (kg/hab INSEE) |
| Ordures ménagères | 7 024 | 256 | 509 | -0,9% | 7 086 | 258 | 514 |
| Emballages et papiers recyclables | 1 040 | 38 | 75 | 0,6% | 1 034 | 38 | 75 |
| Verre | 1 524 | 56 | 111 | 8,9% | 1 400 | 51 | 102 |
| Déchets verts | 7 571 | 270 | 540 | -13,6% | 8 764 | 319 | 636 |
| Tout venant et encombrants | 2 121 | 77 | 154 | -10,8% | 2 378 | 87 | 172 |
| Ferraille | 178 | 6 | 13 | 169,5% | 66 | 2 | 5 |
| Cartons | 198 | 7 | 14 | -9,4% | 219 | 8 | 16 |
| Bois | 1 043 | 38 | 76 | -3,4% | 1 080 | 39 | 78 |
| Gravats | 3 010 | 110 | 218 | -16,7% | 3 616 | 132 | 262 |
| DDS (déchets Diffus spéciaux) | 56 | 2 | 4 | -0,3% | 56 | 2 | 4 |
| DEEE | 133 | 5 | 10 | 923,1% | 13 | 0 | 1 |
| Textiles | 58 | 2 | 4 | 9,4% | 53 | 2 | 4 |
| TOTAL | 23 956 | 873 | 1737 | -7% | 25 800 | 940 | 1871 |

Taux global de valorisation : 76 % :

- **15 % :** valorisation matières (verre, emballages, papiers, bois...)
- **61 % :** valorisation organique (Déchets Verts et ordures ménagères)

A noter : les gravats ne sont plus valorisés, le taux global est donc inférieur à 2014

Evolution des tonnages de déchets collectés depuis 2006: +12.03 % de déchets en tonnages mais -5.10% en kg/hab

Détail pour les Ordures Ménagères Résiduelles 2015 : 7 024 tonnes (256 kg/hab)

| Année | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------------------|------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|-------------|
| En Tonnes | 8466 | 8335 | 7967 | 7719 | 7608 | 7749 | 7309 | 7168 | 7 086 | 7024 |
| Evolution N/N-1 | | -1,55% | -4,42% | -3,11 % | -1,44 % | +1,85 % | -5,68 % | -1,93% | -1,14% | -0,87% |
| <i>Evolution depuis 2006</i> | | | | | | | | | | -17% |
| Ratio kg/ Hab DGF / an | 364 | 354 | 338 | 308 | 288 | 290 | 270 | 268 | 258 | 256 |
| Evolution | | -2,90% | -4,44% | -8,8% | -6,5% | +0,7% | -6,9% | -1,5% | -4% | -1% |
| <i>Evolution depuis 2006</i> | | | | | | | | | | -30% |

Fréquences de collecte : de 1 à 4 passages par semaine en fonction de la saison et du quartier

Personnel : ⇒ 9 agents de la régie communautaire
⇒ **29 saisonniers pour 1 mois sur juillet et août**

Matériel : ⇒ 5 bennes à ordures ménagères
⇒ 716 conteneurs individuels et 1 474 conteneurs collectifs (2 lavages en 2015)
⇒ 16 colonnes enterrées

Devenir des Ordures ménagères résiduelles* :
⇒ Transfert depuis l'écosite de « la Lande du Matz » à Sarzeau vers l'Unité de Pré-traitement Mécano Biologique du Sysem à Vannes.
**Gestion déléguées au SYSEM (Compétence Traitement)*

A noter :

- *Réduction des fréquences de collecte sur l'ensemble des secteurs en 2015*
- *1 agent titulaire en moins mais 3 saisonniers en plus*
- *1 BOM en moins*
- *10 colonnes enterrées en plus*

Détail pour les Collectes Sélectives
2 564 tonnes (93 kg/hab.)

2014 : 2 434 tonnes soit 89 kg/hab

Verre **1 524 tonnes** **56 kg/hab.**
 + 124 tonnes/2014, soit +8.86%
 +140 tonnes/2008, soit +10%
 Collecte en apport volontaire

Emballages et papiers : 1 040 tonnes **38 kg/hab.**

Taux de refus : 12.%

+ 6 t / 2014 (+0, 6%)

 Collecte en porte à porte **1 à 2 fois par semaine**
1 benne à ordures ménagères (3 agents)

Encombrants **120 tonnes** **6 kg/hab.**

-53 tonnes / 2014
5 collectes en porte à porte en 2015 au lieu de 14 auparavant

Devenir des collectes sélectives*

Papiers et emballages : dépôt au centre de tri du SYSEM à VANNES, puis expédition vers les filières

Verre : stockage à Sarzeau puis expédition vers St-Gobain

*Gestion déléguées au SYSEM (Compétence Traitement)

Détail pour les déchèteries 13 635 tonnes (497 Kg/hab.)

| Produits | Total Tonnage collecté en déchèterie | | | Evolution | | ratio en kg/hab/an | |
|--------------|--------------------------------------|---------------|---------------|-------------|------------|--------------------|------------|
| | 2015 | 2014 | 2013 | 2015/2014 | 2014/2013 | 2015 | 2014 |
| Déchets vert | 7010,22 | 8764 | 7557 | -20% | 16% | 256 | 319 |
| Gravats | 3010,4 | 3616 | 3563 | -17% | 1% | 110 | 132 |
| Tout Venant | 2005,68 | 2205 | 1864 | -9% | 18% | 73 | 80 |
| Bois | 1043,12 | 1080 | 944 | -3% | 14% | 38 | 39 |
| Cartons | 198,42 | 219 | 209 | -9% | 5% | 7 | 8 |
| Ferrailles | 177,88 | 66 | 44 | 170% | 50% | 6 | 2 |
| DMS | 55,84 | 58 | 54 | -4% | 7% | 2 | 2 |
| Amiante | 0 | 35 | 55 | -100% | -36% | 0 | 1 |
| D3E | 133 | 13 | 33 | 923% | -61% | 4,85 | 0,47 |
| TOTAL | 13 635 | 16 056 | 13 639 | -15% | 18% | 497 | 585 |

3 déchèteries, 134 285 passages, soit + 12 889 passages par rapport à 2014 (+ 11%)

Sarzeau (Bodérin) – fréquentation 2015 : 39067 passages (+ 3519 passages soit 10%)

Saint Gildas de Rhuy (Kersaux) fréquentation 2015 : 49005 passages (+ 826 passages soit 2%)

Arzon (Zone du Rédo) fréquentation 2015 : 46213 passages (+ 8 544 passages soit +23 %)

A noter : **Modification des horaires de déchèterie au 1^{er} juillet 2015**
Ecostation de Le tour du Parc fermée en mai 2015
2 incendies à la déchèterie de St Gildas de Rhuy en juin 2015

Communication et Prévention
Editions de documents : calendriers de collecte, site Internet, guide de sensibilisation au tri pour les vacanciers...

Organisation ou participation à divers événements : Semaine Européenne de réduction des déchets, Mille Sabords, campagne de porte à porte en saison estivale, parution d'articles de presse...

Prévention des déchets :

 Vente de composteurs (**22 en 2015**, soit 1 718 depuis 2002), gobelets réutilisables (23 478 verres prêtés), animations déchets verts en déchèterie, mise à disposition d'autocollants « Stop pub »

LES INDICATEURS FINANCIERS

1. L'investissement

| Dépenses d'investissements | Montant TTC | Recettes d'investissement | |
|--|---------------------|---|---------------------|
| Matériel de transport | 156 948,48 € | Opération d'ordre de transfert entre sections | 222 386,69 € |
| Renouvellement conteneurs aériens | 6 814,80 € | FCTVA | 20 973,57 € |
| Colonnes enterrées | 141 122,40 € | Total Recettes | 243 360,26 € |
| Installations générale, agencements, aménagement des constructions | 3 437,27 € | * le programme d'investissement concernant les colonnes enterrées ayant pris du retard en 2015, les 650 k€ de matériel et le véhicule de collecte associé (200 k€) ont été reporté sur le budget 2016 | |
| Total Dépenses * | 308 322,95 € | | |

2. Le fonctionnement

| Année 2015 Population DGF : 27 437 hab. | | Type de déchets | | | | | Total |
|--|--------------------------------|----------------------------------|-----------------|---|------------------|---------------------------------|--------------------|
| | | Ordures ménagères résiduelles | Verre | Recyclables hors verre (Emballages + papiers) | Déchèteries | Encombrants et autres collectes | |
| DEPENSES | structure | 124 162 € | 4 440 € | 27 072 € | 61 479 € | 1 891 € | 219 044 € |
| | technique | 1 723 257 € | 61 626 € | 375 736 € | 853 281 € | 26 247 € | 3 040 147 € |
| | TOTAL € HT | 1 847 419 € | 66 066 € | 402 808 € | 914 760 € | 28 138 € | 3 259 191 € |
| | TOTAL € TTC | 1 979 642 € | 68 431 € | 425 355 € | 997 726 € | 30 146 € | 3 501 300 € |
| | données 2014 | | | | | | 3 660 988 € |
| | coût brut à la tonne | 282 € | 45 € | 409 € | 64 € | 38 € | 136 € |
| coût brut à l'habitant | 72 € | 2 € | 16 € | 36 € | 1 € | 128 € | |
| RECETTES (hors TEOM) | vente de soutiens des sociétés | 6 819 € | 35 319 € | 104 877 € | 16 361 € | 90 € | 163 466 € |
| | subventions de fonctionnement | 9 019 € | 14 742 € | 318 955 € | - € | - € | 342 716 € |
| | Redevance spéciale et | 9 004 € | 1 646 € | 1 311 € | 12 976 € | 198 € | 25 135 € |
| | TOTAL Hors TEOM | 264 216 € | - € | - € | 11 658 € | - € | 275 874 € |
| | TOTAL Hors TEOM | 289 058 € | 51 707 € | 425 143 € | 40 995 € | 288 € | 807 191 € |
| | données 2014 | | | | | | 685 945 € |
| | recette par tonne | 41 € | 34 € | 409 € | 3 € | 0 € | 31 € |
| recette par habitant | 11 € | 2 € | 15 € | 1 € | 0 € | 29 € | |
| Coût total du service TTC | 1 690 584 € | 16 724 € | 212 € | 956 731 € | 29 858 € | 2 694 109 € | |
| Coût total à la tonne | 241 € | 11 € | 0 € | 61 € | 37 € | 104 € | |
| Coût total à l'habitant | 62 € | 1 € | 0 € | 35 € | 1 € | 98 € | |
| TEOM 2015 | 3 821 934 | Capacité d'investissement | | | 1 127 825 | | |

A noter : une subvention de 120 000 € de la part d'Eco Emballages correspondant à des arriérés de « non payés » vient fausser l'affichage du coût de service de collecte sélective.

3- Evolution du coût brut du service de ramassage et d'élimination des déchets

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Coût du service par tonne traitée (€/tonne) | 159 | 147 | 148 | 136 | 138 | 143 | 142 | 136 |
| Coût du service par habitant (€/hab) | 155 | 138 | 122 | 123 | 129 | 129 | 133 | 128 |

2016-133. CCPRHUYS : TRANSFERT DE COMPETENCES - RAPPORT DE LA CLECT ET ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2016

M. le Maire expose que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est réunie à chaque fois que des évolutions décidées par la communauté de communes impliquent des transferts de charges.

Aussi, à la suite de l'évolution des statuts de la Communauté de Communes décidée par le Conseil Communautaire le 18 mars 2016, la compétence Développement Economique de l'EPCI est étendue sur le parc d'activités de Kerollaire.

Ces modifications entraînent un transfert de charges qui a été validé par la CLECT le 13 mai dernier.

Ce rapport est ainsi présenté au Conseil Municipal ainsi que les incidences sur l'attribution de compensation 2016.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

Ce point n'appelant pas de commentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés :

Article 1 : - PREND ACTE du rapport de la CLECT du 13 mai 2016 tel que proposé en annexe ;

Article 2 : - PREND ACTE du montant de l'attribution de compensation (AC) due par la commune à compter du 1er janvier 2016 tel que délibéré par la CCPRhuys le 10 juin 2016 et détaillé ci-dessous :

| | Estimation AC 2014 | Total AC 2015 (sans ADS et sans régul tourisme) | Régul ADS 2015 | ADS 2016 | Transfert de Kerollaire | AC 2016 |
|--------------|--------------------|---|----------------|----------|-------------------------|-----------|
| ARZON | 734 010 | 720 409 | - 7 237 | 23 216 | | 736 388 |
| ST ARMEL | - 7 294 | - 1 827 | - 1 119 | 5 215 | | 2 269 |
| ST GILDAS | - 34 820 | - 29 618 | - 1 322 | 24 072 | | - 6 868 |
| SARZEAU | - 296 277 | - 262 747 | 4 504 | 83 721 | - 24 785 | - 199 307 |
| TOUR DU PARC | - 9 981 | - 3 002 | 1 398 | 11 242 | | 9 638 |
| | 385 638 | 423 215 | - 3 776 | 147 466 | - 24 785 | 542 120 |

Annexe : rapport de la CLECT du 13 mai 2016

Les charges d'entretien pour 2015 sur le Parc de Kerollaire se sont élevées à 24 785,91€, sur la base du récapitulatif joint.

L'attribution de compensation de la Commune de Sarzeau sera donc réduite de 24 785,91€, résultat du transfert de charges entre la commune de Sarzeau et la CCPRhuyes.

Sarzeau

Charges de fonctionnement ZA Kerollaire – 2015

| COUT D'ENTRETIEN DES ZONES DE KEROLLAIRE : 2015 | | | | | | |
|--|--|---------------------------------|-------------------------------|------------|------------|--------------------|
| Description | Nombre d'heures d'utilisation de main d'engins spécifiques | Nombre d'heures de main d'œuvre | Coût Horaire | Coût Net | Coût HT | Coût Total TTC |
| Fauchage des dév. basales, rue Bludet et rue Gouven 1 x par an (entreprise Morisset) | 40H00 | | 95 € | 3 800,00 € | | 3 800,00 € |
| Fauchage des espaces verts le long de D780 (5 jours x 8H00) | | 40H00 | 20,00 € | 960,00 € | | 960,00 € |
| Entretien paysager des espaces plantés (5 jours x 2 agents) | | 16H00 | 20,00 € | 320,00 € | | 320,00 € |
| Entretien des voiries (revêtement des trottoirs) | | | | | | |
| Passage tracteur débroussaillour (voies) | 38H00 | | 95,00 € | 3 610,00 € | | 3 610,00 € |
| Passage balayeuse (B4C + 29C) | 24H00 | | 113,00 € | 2 712,00 € | 2 712,00 € | 3 254,40 € |
| Passage balayeuse (B16 Environnement) | | | | | 192,00 € | 250,00 € |
| Signalisation horizontale, marquage au sol | | | | | 120,00 € | 144,00 € |
| Entretien des 5 poteaux d'écandole (Lyonnaise des Eaux) | | | | | 428,85 € | 514,62 € |
| Consommation électrique de l'entretien de l'éclairage public | | | | | 5 156,51 € | 6 387,81 € |
| Entretien de l'éclairage public (3.38€/semp s++ 112.56€/intervention) pour 41 lampes | | | | | 3 153,00 € | 3 784,68 € |
| | | | TOTAL ENTRETIEN ANNUEL | | | 24 785,91 € |

Les élus de la CLECT valident le montant des charges d'entretien liées au transfert du parc d'Activités de Kerollaire, impactant l'attribution de compensation de la commune de Sarzeau.



Rapport Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Lieu : salle de Réunion CCPR
Date : Vendredi 13 mai 2016

Membres présents :

M. Plat, M. L'appardient, M. Mousset, M. Tabart, M. Layec, Mme Armange, Mme Teurnier Leclerc, M. Guilloux.

Membres excusés :

M. Jamois

Personnes invitées :

Karine Le Breton

En préambule, Monsieur Plat, Président de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, évoque le courrier de Monsieur Labove, adressé à la Communauté de Communes, par lequel il demande une révision des conclusions de la CLECT du 24 juillet 2015.

A l'unanimité, les membres de la commission décident de ne pas remettre en question les décisions prises lors de la précédente CLECT et ne soumettent pas de requête de Monsieur Labove.

Rappel du contexte:

En vue de fixer le montant des attributions de compensation pour 2016, la Commission Locale d'Evaluation des charges transférées doit étudier les éléments relatifs à :

- 1 - transfert du Parc d'Activités de Kerollaire
- 2 - régularisation de la charge 2015 et estimation des charges 2016 pour la prestation Instruction de l'Autorisation Droits du Sol

1. - transfert du Parc d'Activités de Kerollaire

Le Conseil du 18 Mars 2016 (16-22) a acté la modification de statuts et le transfert à la CCPR du Parc d'Activités de Kerollaire dans le cadre de sa compétence obligatoire Développement Economique (extension création requalification des zones d'intérêt communautaire).

2- régularisation de la charge 2015 et estimation des charges 2016 pour la prestation instruction de l'Autorisation Droits du Sol

Comme convenu en 2015, la Communauté de Communes prend en charge, par le biais de l'Attribution de compensation, le coût de l'instruction Droits du Sol réalisés par les services de Vannes Agglo. Ainsi, la CLECT doit considérer les éléments relatifs à la régularisation du coût de 2015 et l'estimation de la charge pour les communes en 2016 (facturation Vannes Agglo 18/04/16). Ainsi, les éléments ADS par commune sont les suivants :

| Régularisation ADS 2015 | facture 2015 | ADS versé dans AC 2015 | écart entre facturation et l'avance AC CCPR |
|-------------------------|--------------|------------------------|---|
| Arzon | 13 887 | 21 124 | 7 237 |
| St Armel | 3 119 | 4 238 | 1 119 |
| St Gildas | 14 399 | 15 721 | 1 322 |
| Sarzeau | 50 079 | 45 575 | - 4 504 |
| Tour du Parc | 6 725 | 5 327 | - 1 398 |

| ADS 2016 | Estimation facturation 2016 |
|--------------|-----------------------------|
| Arzon | 23 216 |
| St Armel | 5 215 |
| St Gildas | 24 072 |
| Sarzeau | 83 721 |
| Tour du Parc | 11 242 |

Les élus de la CLECT valident les charges relatives au service d'instruction des Autorisations Droits du Sol sur la base :

- d'une régularisation sur l'exercice 2015 (1^{er} tableau)
- d'un prévisionnel pour l'exercice 2016 (2^e tableau)

Conclusions :

A l'unanimité, les membres de la CLECT valident l'ensemble des éléments financiers présenté ci-dessus, au titre des transferts de charges pour l'exercice 2016. Ce rapport sera transmis aux 5 communes membres de la Communauté de Communes

Compte tenu de l'ensemble des éléments ci-dessus, l'attribution de Compensation 2016 devient :

| | Estimation AC 2014 | Total AC 2015 (sans ADS et sans régul tourisme) | Régul ADS 2015 | ADS 2016 | Transfert de Kerollaire | AC 2016 |
|--------------|--------------------|---|----------------|----------|-------------------------|-----------|
| ARZON | 734 010 | 720 409 | 7 237 | 23 216 | | 736 388 |
| ST ARMEL | 7 294 | 1 827 | 1 119 | 5 215 | | 2 269 |
| ST GILDAS | 34 820 | 29 618 | 1 322 | 24 072 | | 6 868 |
| SARZEAU | 296 277 | 262 747 | 4 504 | 83 721 | 24 765 | - 199 307 |
| TOUR DU PARC | 9 981 | 3 002 | 1 398 | 11 242 | | 9 638 |
| | 385 638 | 423 215 | 3 776 | 147 466 | 24 785 | 542 120 |

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 13 mai 2016 valide le montant des Attributions de Compensation pour 2016, qui sera proposé au Conseil Communautaire du 10 juin 2016.

Le 27 mai 2016,

Le Président de la Communauté de Communes de la Presqu'île de Rhuys,



David LAPPARTIENT

2016-134. SIAEP : RAPPORTS ANNUELS 2015 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

M. Jacob présente le rapport, il expose que le SIAEP de la Presqu'île de Rhuy s gère l'assainissement et la distribution de l'eau potable.

A ce titre, il établit chaque année des rapports sur les différents services publics afin d'informer les élus et la population sur sa gestion, conformément aux obligations posées par l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le décret 95-635 du 6 mai 1995 et le décret 2007-675 du 2 mai 2007.

La commission Administration Générale du 12 septembre 2016 a émis un avis favorable.

M. Jacob précise que le SIAEP incite certains propriétaires à améliorer la qualité de l'assainissement sur le secteur de Pénérif.

M. le Maire précise que c'est un réel enjeu, en particulier pour la conchyliculture qui souffre parfois de problème de pollution.

Il évoque la question des emprunts toxiques souscrits par le Syndicat qui est en cours de résolution. Cependant, cela permet de clarifier la situation avant le transfert à la future agglomération qui reprendra la compétence en 2020. Il faudra travailler sur le lissage du service et du prix à terme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés :

- Article 1 :
- **PREND ACTE** des rapports annuels proposés par le SIAEP :
 - Rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable ;
 - Rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif ;
 - Rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif.

Annexes : Rapports SIAEP exercice 2015 (pour mémoire)



2016-135. PNR : RAPPORT D'ACTIVITE 2015

M. le Maire, Président du PNR, présente le rapport d'activité 2015 du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan (PNR) qui a été adopté par son assemblée délibérante ; il est présenté aux conseils municipaux de ses communes membres.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport annuel est présenté au Conseil Municipal qui est invité à en prendre connaissance.

Considérant le document adopté par le PNR,

M. le Maire évoque les projets en cours, notamment sur les thématiques « territoire à énergie positive » et « croissance verte » qui permettront d'inciter les collectivités à développer des expériences en la matière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés :

Article 1 : - PREND ACTE du rapport d'activité 2015 proposé par le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan (PNR).

Annexe : Rapport d'activité 2015 du PNR (pour mémoire)



DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE PAR DELEGATION

DROIT DE PREEMPTION

| N° d'Ordre | Date dépôt | Demandeur | Nature Transact° | Section | N° | Adresse du bien | zonage | surface m² | Bâti Non Bâti | Prix | Date décision | Préemption Non Préemption | Observat° |
|------------|------------|------------------------|------------------|---------|-----------------|---|--------|------------|---------------|---------|---------------|---------------------------|-------------|
| 16051 | 09/06/2016 | TORCHE | VENTE | ZL | 59 | impasse de l'église | Uab | | bâti | 206 700 | 12/07/2016 | NP | maison |
| 16052 | 09/06/2016 | TORCHE | VENTE | ZL | 53 | impasse d'église | Uab | | non bâti | 21 200 | 12/07/2016 | NP | terrain |
| 16053 | 16/06/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | CB | 121/260 | 19, imp Doar Ségol | Uab | | bâti | 200 000 | 12/07/2016 | NP | maison |
| 16054 | 16/06/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | CB | 20 | RUE Ker An Poul | Uab | | bâti | 74 900 | 12/07/2016 | NP | maison |
| 16055 | 01/07/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | YB | 181 | Le Motteno | Uba | 3616 | non bâti | 110 000 | 12/07/2016 | NP | terrain |
| 16056 | 08/07/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | CI | 205-210-228-230 | Angle avenue Raymond Marcellin et Allées des Ducs de Bretagne | Uac | 9702 | bati | 188 500 | 28/07/2016 | HDPDU | maison |
| 16057 | 11/07/2016 | Me Antoine MOUCHEL | VENTE | BT | 189 | Rue Hent Her Lenn- résidence Artimon | Ubd | 2795 | bati | 3 500 | 28/07/2016 | NP | PARKING |
| 16058 | 11/07/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | XD | 175 | 34 Chemin du motten | Uba | 857 | bati | 170 000 | 28/07/2016 | NP | MAISON |
| 16059 | 22/07/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | CK | 100-103-104 | Place Richemont | Uaa | 339 | bati | 73 000 | 28/07/2016 | NP | MAISON |
| 16060 | 27/07/2016 | CABINET BENEAT CHAUVEL | VENTE | CB | 65p | Penvins | Uba | 205 | non bâti | 17 000 | 28/07/2016 | NP | Accès |
| 16061 | 29/07/2016 | LE METAYER MALLAVRE | VENTE | BT | 500/501 | 9 rue Men Beniguet | Uba | | bâti | 270 000 | 06/09/2016 | HDPDU | maison |
| 16062 | 29/07/2016 | ATTIAS | VENTE | ZB | 389 | 19 chemin du menhir | Uba | | bâti | 275 000 | 06/09/2016 | HDPDU | maison |
| 16063 | 03/08/2016 | MONTES | VENTE | XI | 73 | Chemin des dauphins Trévenaste | Uba | 500 | non bâti | 110 000 | 06/06/2016 | HDPDU | terrain |
| 16064 | 04/08/2016 | CAPDEVIELLE | VENTE | ZP | 40 | Hent er Derlienne | Ubh | | maison | 159 000 | 06/09/2016 | HDPDU | maison |
| 16065 | 18/08/2016 | TEXIER GUILLAUME | VENTE | YA | 271 | 4 rue du fournil | Uab | 407 | terrain | 78 000 | 06/09/2016 | NP | terrain |
| 16066 | 18/08/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | YL | 104 | Le Crisoileil | Ns | 357 | non bâti | 179 | 06/09/2016 | HDPDU | Terrain |
| 16067 | 18/08/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | ZV | 320 | 13 place du porh Keribat | Uab | 206 | bâti | 57 000 | 06/09/2016 | NP | garage |
| 16068 | 11/08/2016 | GRANDJEAN | VENTE | BX | 120 | 120 rue du Roch Braz | Uba | 38,66 | Bâti | 149 000 | 06/09/2016 | HDPDU | appartement |
| 16069 | 11/08/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | CE | 93 | 36 rue du général de Gaulle | Uac | | bâti | 91 000 | 06/09/2016 | NP | |
| 16070 | 12/08/2016 | le GALL | VENTE | BT | 81 | 28 rue Men Beniguet | Uba | | bâti | 150 000 | 06/09/2016 | HDPDU | appartement |
| 16071 | 19/08/2016 | DUPUY DAVOST | VENTE | BT | 277 | 4 rue des plaisanciers | Ubd | | bâti | 198 000 | 06/09/2016 | NP | appartement |

ATTRIBUTION DE MARCHES PUBLICS

| | | | |
|---------------|--------------|--|------------|
| Marché public | 2016-057-JUR | Attribution de la consultation de travaux de restauration des vitraux de l'église de Brillac Arts du feu - Elven (56250) – 9 983.20 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-059-JUR | Attribution du marché public 56240-16-011 de travaux d'aménagement de la place des trinitaires – lot 1 terrassement et voirie Colas/Id Verde – Vannes (56000) - 719 242.65 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-060-JUR | Attribution du marché public 56240-16-011 de travaux d'aménagement de la place des trinitaires – lot 2 canalisations EP Ctp/sogea atlantique hydraulique – Sarzeau (56370) - 129 511.50 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-061-JUR | Attribution du marché public 56240-16-011 de travaux d'aménagement de la place des trinitaires – lot 3 espaces verts mobilier urbain Id Verde – Ploeren (56880) - 98 000 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-063-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 15 028 de fourniture transport et livraison de divers matériels de signalisation verticale Signature/Sodilor - Cesson sévigné (35510) | |
| Marché public | 2016-064-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 14 035- lot 1 – de fourniture et service de maintenance des installations d'éclairage public Transfert à Ineo atlantique | |
| Marché public | 2016-065-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 14 035- lot 1 – de fourniture et service de maintenance des installations d'éclairage public Transfert à Engie Ineo | |
| Marché public | 2016-066-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels – lot 1 tables et chariots de rangement Samia Devianne - Florensac (34510) - 5 122.50 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-067-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels pour le service animation et vie associative – lot 2 chaises et chariots de rangement Ouest collectivité – Saint-Grégoire (35761) – 4 895.45 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-068-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels pour le service animation et vie associative – lot 3 portemanteaux Ouest collectivité – Saint-Grégoire (35761) - 578.04 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-069-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels pour le service animation et vie associative – lot 4 stand Ouest collectivité – Saint-Grégoire (35761) - 891 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-070-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels pour le service animation et vie associative – lot 5 murs et poids Ouest collectivité – Saint-Grégoire (35761) – 2 063.50 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-071-JUR | Attribution de la consultation de service de maintenance pour le copieur 3324487750 situe a l'école marie le franc de Sarzeau Bac – Vannes (56000) – 4 128.84 €HT (3 ans) | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-072-JUR | Attribution de la consultation de service de maintenance pour le copieur 3324492134 situe a l'école marie le franc de Sarzeau Bac –Vannes (56000) 3218.37 €HT (3 ans) | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-073-JUR | Attribution du marché public 56240-16-011 de travaux d'aménagement de la rue port Saint-Jacques – lot 1 terrassement et voirie Colas – Vannes (56000) - 581 076.65 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-074-JUR | Attribution du marché public 56240-16-011 de travaux d'aménagement de la rue port Saint-Jacques – lot 2 aménagements paysagers Id Verde-Ploeren (56880) - 145 039.18 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-075-JUR | Attribution du marché public 56240-16-013 de travaux de reprise de concession funéraire Kergal PFM – Surzur (56450) - Montant maximum annuel 8 400 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-076-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 14 002 de prestations topographiques et foncières Quarta- Plescop (56891) | |
| Marché public | 2016-078-JUR | Attribution de la consultation de service de fourniture et pose de placard pour les locaux associatif de Poulmenach Bureau 56 aménagement –Vannes (56000) – 6 904.64 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-081-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 14 004 de fourniture et service de restauration collective Nouvel indice de révision | |
| Marché public | 2016-082-JUR | Attribution de la consultation de travaux de déroctage dans le cimetière de Penvins Tp & co –Vannes (56000) - 12 280 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-083-JUR | Attribution de la consultation de fourniture et pose de volets roulants motorisés Cyb stores–Vannes (56000) – 7 739.12 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-084-JUR | Attribution de la consultation de travaux de chauffage à l'école marie de franc F2e–Vannes (56000) – 6 703.81 €HT | <20 000€HT |

| | | | |
|---------------|--------------|--|------------|
| Marché public | 2016-085-JUR | Attribution de la consultation de travaux de peinture à l'école saint-colombier Pvr-Sarzeau (56370) - 1 980.50 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-086-JUR | Attribution de la consultation de travaux de peinture à l'école marie le franc Pascal gallo-Sarzeau (56370) - 5 326 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-087-JUR | Attribution de la consultation de travaux de peinture de tonnelles Pascal gallo-Sarzeau (56370) - 1700 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-088-JUR | Attribution de la consultation de travaux de nettoyage de mur à l'école marie le franc Golfe net-Sarzeau (56450) - 4 115 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-089-JUR | Attribution de la consultation de fourniture de matériels sanitaire dans le cadre de l'accessibilité des bâtiments communaux Sider-villenave d'omon (33884) - 5 221.85 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-091-JUR | Attribution du marché public 56240-16-008 de travaux d'enrochement à Saint-Jacques Sogea atlantique hydraulique CTPR - Sarzeau (56370) - 21 207 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-092-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 1 dommage aux biens Groupama Loire Bretagne - Rennes (35000) - | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-093-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 2 responsabilité civile Groupama Loire Bretagne - Rennes (35000) - 21 549.08 €HT | >20 000€HT |
| Marché public | 2016-094-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 3 flotte automobile Groupama Loire Bretagne - Rennes (35000) - 13 226.95 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-095-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 4 navigation Smacl - Niort (79000) - 843.67 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-096-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 6 protection juridique et fonctionnelle Smacl - Niort (79000) - 2 919 €HT | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-097-JUR | Attribution du marché public 56240-16-001 de prestation d'assurance lot 5 prestations statutaires Aster - paris (75009) - | <20 000€HT |
| Marché public | 2016-100-JUR | Avenant 1 au marché public 56240 15 027 de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension d'un bâtiment du port de saint jacques Changement dénomination sociale | |

AUTRES DECISIONS

| | | |
|------------|--------------|---|
| Convention | 2016-055-JUR | Convention de mise à disposition de matériel à la commune de Paimpol |
| Convention | 2016-056-JUR | Convention de mise à disposition de matériel à la commune de Sulniac |
| Convention | 2016-062-JUR | Convention de mise à disposition avec la gendarmerie nationale aux fins d'entraînement au tir de la police municipale |
| Convention | 2016-079-JUR | Convention de subvention 2016 dans le cadre de la mission centenaire - avec le groupement d'intérêt public « mission du centenaire de la première guerre mondiale 1914/2014 » |
| Convention | 2016-080-JUR | Convention d'utilisation parcelle GCU |
| Convention | 2016-090-JUR | Convention de mise à disposition d'un véhicule à l'association intercommunale enfance jeunesse du pays d'Elven |
| Convention | 2016-099-JUR | Convention de mise à disposition d'un local du restaurant scolaire A. Régent aux forces « sentinelle » |
| Convention | 2016-101-JUR | Convention de mise à disposition d'un local, sis 1 ruelle de la chapelle à l'association café associatif de Rhuys |
| Finance | 2016-058-FIN | Modification de la régie de recettes - prêt du pole population encaissement des droits de stationnement des camping-cars |
| Finance | 2016-077-JUR | Ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget principal de la commune de Sarzeau au montant maximum de 800 000 € prêt de la banque postale |
| Finance | 2016-098-JUR | Cession d'un bateau de type zodiac |

QUESTIONS DIVERSES

La séance est close à 22h34.

| | | | | | |
|-------------------|-------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|
| David LAPPARTIENT | Jeanne LAUNAY | Jean-Yves GUILLOUX | Dominique-Sophie LIOT | Bernard JACOB | Dominique VANARD |
| Michel BENOÎT | Christine HASCOËT | Pierre SANTACRUZ | Gisèle LE PLAIN | Alain DEJUCQ | Christian JACOB |
| Alain RAUD | Paulette BAHON | Jean-Paul GAUDAIRE | Evelyne JUGAN | Eric DIGUET | Roland NICOL |
| Maryse BURBAN | Jean-Yves COUÉDEL | Mireille PROUTEN-RIO | Marion EUDE | Camille PETERS | Soazig SCHNEIDER-LE MARREC |
| Renaud BAUDART | Daniel DAVID | Marie-Cécile RIEDI | François LE ROY | Almodie PORTIE-LOUISE | |